

JATE
KÖNYVTÁR GYŰJTEMÉNY

HELYBEN
OLVASHATÓ

B 162216

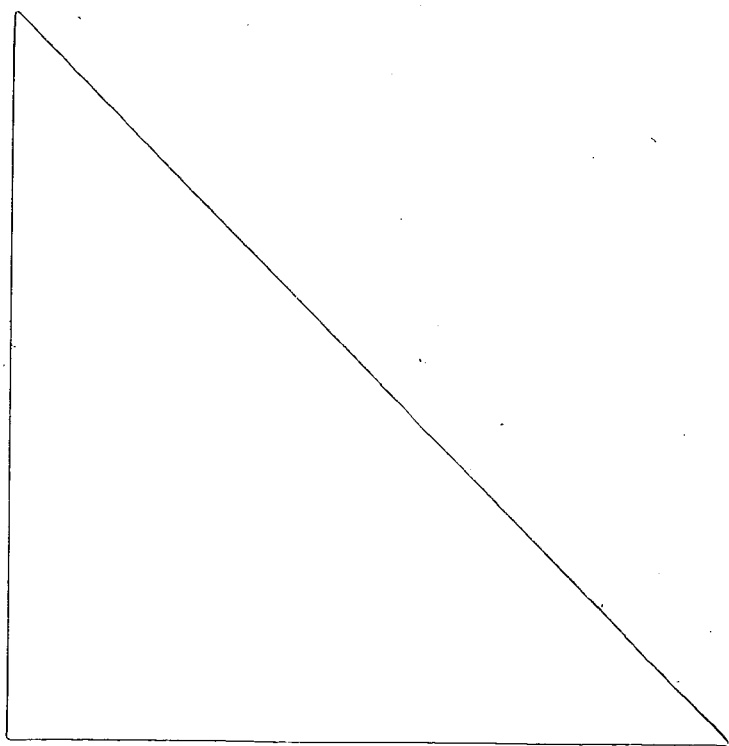
MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ÉTUDES SUR LA RÉGION MÉDITERRANÉENNE

VIII.

UNIVERSITÉ JÓZSEF ATTILA
Département d'Histoire Moderne
et des Études Méditerranéennes

SZEGED 1992



JATE
EGYETEMI GYŰJTEMÉNY

HELYBEN
OLVASHATÓ

8 162216

MEDITERRÁN TANULMÁNYOK

ETUDES SUR LA REGION MEDITERRANEENNE

VIII.

UNIVERSITE JÓZSEF ATTILA

DEPARTEMENT D'HISTOIRE MODERNE ET DES ETUDES MEDITERRANEENNES

SZEGED

1998

Directeur de publication

László J. Nagy

Comité de Rédaction

Kertészné Varga Beáta, Eördögh István, Kövér Lajos, Kukovecz György

Rédaction, publication

Újkori Egyetemes Történeti és Mediterrán Tanulmányok Tanszék

H-6722 Szeged Egyetem u. 2.

Tel/Fax: (36-62) 454-135/454464

e-mail: jnagy@hist.u-szeged.hu

B¹ 162216



Les opinions émises dans les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs

JATE Egyetemi Könyvtár



J000127688

Sommaire

LÁSZLÓ J. NAGY

Débuts du communisme en Algérie et en Tunisie (Activités politiques de Charles André Julien après le congrès de Tours)	5
---	---

GÁBOR LIGETFALVI

Petroleum and the interest of Great Powers in Iraq.....	11
---	----

SZÓNJA HOLLÓSI

Colonisé et Colonisateur dans <i>Le Passé Simple</i> de Driss Chraïbi.....	21
--	----

RITA JÓKAI

L'expédition d'Egypte: rêve napoléonien ou étape pondérée de l'extension française dans la Méditerranée?	35
---	----

SÁNDOR PAPP

Türkische Dokumente zur Geschichte des Fürstentums Siebenbürgen.....	57
--	----

Débuts du communisme en Algérie et en Tunisie

(Contributions à l'histoire des activités politiques de Charles André Julien
après le congrès de Tours)

László J. NAGY
Université József Attila
Szeged — Hongrie

La formation du mouvement communiste en Algérie et en Tunisie est le sujet des nombreux articles.¹ Par Ce papier-ci nous n'avons pas d'intention de les multiplier, mais de contribuer à la reconstruction de l'opinion de Charles-André Julien exprimée sur quelques problèmes du mouvement socialiste-communiste des années 1919-1921: scission du mouvement socialiste (congrès de Tours), la Russie soviétique et la question coloniale.

La scission

Dans ces années-là Charles-André Julien déployait des activités extraordinaires: conférencier, orateur des meetings, auteur des articles de journaux. Il était acteur très actif du mouvement socialiste en rénovation, figure marquante de la vie politique, connu et suivi par les autorités coloniales. On peut lire dans le rapport du Gouvernement général de l'Algérie (direction des affaires indigènes) daté du 21 avril 1921: "Nous avons déjà eu l'occasion de noter la popularité dont jouit auprès de certains jeunes Algériens M. André Julien, communiste notoire, qui paraît avoir joué un rôle au récent congrès de Tours où il se serait prétendu le porte-parole du prolétariat indigène."² Après la guerre — en 1919 — justement c'était l'apparition de ce prolétariat indigène dans les luttes socialo-politiques qui était le véritable problème d'inquiétude, surtout "le nombre élevé des indigènes admis à manifester avec les autres Européens".³ Et en plus "ils se montrent disciplinés et compactes".⁴ Mais les autochtones étaient présents aussi dans les manifestations politiques des socialistes.

Le progrès des socialistes se traduisait dans le domaine électoral aussi. Charles-André Julien fut élu conseiller municipal à Oran avec plus de 50% des voix en décembre 1919.

1 Voir les articles de René Gallissot, Taleb Abderrahim, Charles-Robert Ageron, Gilbert Meynier, Ahmed Koulakssis etc.

2 Cité par Béchir Tlili: Nationalisme, socialisme et syndicalisme dans le Maghreb des années 1919-1934. T. 1. Publications de l'Université de Tunis 1984. p. 120.

3 Bulletin du comité de l'Afrique française, 1920. p. 210.

4 Unione, le 21 avril 1920.

Mais dans d'autres villes de l'Algérie aussi un nombre non négligeable des socialistes entrèrent dans les conseils municipaux, "pour la première fois la bourgeoisie coloniale sent son pouvoir contesté".⁵ A Tunis trois Tunisiens collaborèrent à la rédaction du programme des socialistes. La déclaration adoptée par la Fédération Socialiste de la Tunisie le 30 novembre 1919 employa le terme "peuple tunisien": "Ce peuple tunisien doit devenir un peuple de citoyens libres et égaux en droits".⁶ Cette évolution en matière de la question nationale des socialistes s'effectua en conséquence de la participation massive des autochtones dans la vise politique et de l'adhésion des Tunisiens au parti. Quatre intellectuels Tunisiens expliquèrent l'adhésion — après de longues réflexions — "par la concordance d'idées et de principes que nous avons rencontrés dans l'*Avenir social* ... Nous aussi, nous voulons une constitution pour la Tunisie proclamant l'égalité de tous devant la même loi et mettant tous les habitants sans distinction de race et de religion sur le même niveau au point de vue des droits et des devoirs".⁷ En même temps au sein des socialistes s'affirma une volonté de réformer et de reconstruire tout le mouvement socialiste. Pierre Valentin écrivait dans son article *La volonté révolutionnaire*: "Par delà les frontières à travers le monde anarchique et convulsé nous sommes des milliers qui voulons la même chose: la Révolution régénératrice; nous sommes des millions qui acceptons le même combat — la lutte des classes".⁸ Dans ces années-là le débat se déroulait dans la *Lutte sociale* aussi autour du terme "lutte des classe".⁹ Bien probable que cette volonté régénératrice et de rénovation explique le vote des délégués nord-africains au congrès de Tours et non pas l'approbation de la 8ème condition d'admission. Mais déjà au lendemain du congrès de Tours l'inquiétude se manifeste concernant le déroulement de la scission. Duron Angliviel dans l'article *A propos de Tours* l'exprima très nettement: "Au nombre des manoeuvres il faut compter le télégramme de Zinoviev et l'intervention inattendue de Clara Zetkin. Moscou a fait tout ce qu'il fallait pour briser l'unité française".¹⁰ Charles-André Julien — quoi qu'il n'ait pas été exempt de souci — voyait d'une manière plus nuancée le problème de la scission. "Car il s'agissait non seulement de préciser des principes, de dégager les éléments essentiels d'une tactique, il fallait encore affirmer qu'il existait des conceptions irréductibles qui ne permettait plus à des militants réunis la veille sous la même étiquette de continuer ensemble la lutte. La rupture à droite on la prévoyait et la grande majorité la considérait comme une nécessité primordiale mais peu d'entre eux croyait à l'ouverture du congrès que Longuet et son groupe se retireraient... Longuet était autre chose qu'un homme, il était un symbole, un symbole de l'hostilité à la guerre

5 Gilbert Meynier: *L'Algérie révélée*. Librairie Droz, Genève-Paris 1981. p. 691.

6 Cité par Mustapha Kraim: *La Fédération Socialiste de Tunisie et le mouvement national entre les deux guerres*. Revue d'histoire maghrébine, numéro 5. (1976) p. 6.

7 *Avenir social*, le 1 avril 1920.

8 *Avenir social*, le 5 février 1920.

9 Ahmed Koulakssis-Gilbert Meynier: *Sur le mouvement ouvrier et les communistes d'Algérie au lendemain de la 1ère guerre mondiale*. Mouvement social, numéro 130. (1985) p. 27.

10 *Avenir social*, le 13 janvier 1921.

dont on ne pouvait se séparer sans mélancolie. Et cela apparaissait très nettement".¹¹ Lui-même, il croyait la scission inévitable, mais une scission à droite, gardant Longuet et son groupe dans la majorité. Par conséquent il pensa à garder plus de traditions dans le nouveau parti tant que la rupture a imposées sur la nouvelle majorité. En dépit du télégramme de Zinoviev il croyait le nouveau parti être capable de garder son autonomie dans la IIIe Internationale. Contrairement à Longuet qui fut catégorique sur la nature de la nouvelle Internationale: "une Internationale spécifiquement russe, avec des conceptions russes, une discipline russe et qui n'est pas adaptable aux autres pays."¹² Une des raisons de l'optimisme de Charles-André Julien concernant le maintien de l'autonomie du parti fut qu'il était capable — sans ingérence extérieure — de se débarrasser de certaines méthodes dites opportunistes: "nous ne sommes, nous ne voulons être des opportunistes acharnés car nous savons ce qu'un opportunisme déguisé et inavoué a fait de notre vieux parti socialiste. Mais nous ne saurions trop le répéter. Nous n'obéissons point aux injonctions de Lénine ou de qui que soit. Nous sommes un parti libre où la plus absolue liberté de discussion sera permise au sein des sections entre les tendances mais qui concourra par ses délégués à établir au sein de la IIIe Internationale un programme auquel il aura la fierté de se soumettre après z avoir collaboré."¹³ Pour Charles-André Julien comme pour la nouvelle majorité l'opportunisme de la SFIO s'enracine dans son parlementarisme excessif. En revanche, il y a certaines traditions — p. ex. l'oeuvre de Jean Jaurès — ce que le nouveau parti peut assumer. Il l'évoqua dans une conférence tenue au début de mars 1921 au cours de tournée de propagande à Tunis. *Avenir social* en publia le compte-rendu: "l'orateur nous conte la vie et l'action de celui qui fut bon et fort, de celui qui mourut comme autrefois le Christ sous les coups des marchands et des soldats pour un idéal de solidarité humaine... Comme disait Julien, Jaurès est mort mais son esprit demeure en nous vivifiant. Nous avons la tâche de continuer son oeuvre."¹⁴

Donc Charles-André Julien représenta une conception socialiste qui s'enracinait dans les traditions socialistes françaises, un socialisme rénové s'adaptant aux conditions nouvelles. A l'appui de ses thèses il évoqua certains éléments théoriques des écrits de Lénine. "Il ne s'agit pas, bien entendu, d'appliquer brutalement des méthodes importées d'Orient. Lénine tout le premier prévoit dans son livre récent *La maladie infantile du communisme* que la Révolution de l'Occident se développera suivant un processus différent."¹⁵ Il voulait construire un parti où les diverses tendances continueraient à exister et à s'exprimer librement, un parti autonome, non-monolithique qui se considèrerait en même temps comme partie intégrante du mouvement ouvrier international.

11 *Avenir social*, le 6 mars 1921.

12 Le Congrès de Tours. 18e Congrès national du Parti socialiste. Texte intégral. Editions sociales 1980. p. 526.

13 *Avenir social*, le 6 mars 1921.

14 Ibid.

15 Cité par Jean-Louis Planche: *Le Parti communiste d'Algérie entre deux nationalismes (1920-1965)*. Cahiers du GREMAMO, numéro 7. (1990) p. 22.

La Russie soviétique

En été 1921 il participa au 3e congrès du Komintern. En rentrant il publiait une série d'articles (*Deux mois en Russie soviétique*) sur son séjour de deux mois. Il s'agit au total de huit articles: quatre traitent les problèmes de la culture, deux ceux de la protection de la mère et des enfants, un présente la politique étrangère des Soviets et un autre esquisse le portrait des deux chefs les plus populaires de la révolution. Il saisissait bien les caractéristiques des deux hommes. Lénine est "à la fois internationaliste et profondément russe", capable d'adopter sa politique "aux nécessités de l'heure" (nouvelle orientation économique. "Trotsky est avant tout un organisateur. Sa grande originalité fut de ne considérer l'armée qu'en second lieu comme outil militaire et en premier lieu comme un instrument d'éducation." La faculté de travail des deux hommes "rapelle celle des Grands Jacobins de la Convention." En été 1921 il put encore constater la liberté de discussion dans le parti bolchévique: "Quelquefois leurs conceptions s'opposent et chacun les défend âprement comme Boukharine, Zinoviev, Radek et Alexandra Kolontai défendent les leurs... il n'y a qu'une sainte rivalité pour le bien commun. C'est de cette abnégation absolue, de cet oubli total des intérêts privés que la Russie tire une de ses plus grandes forces révolutionnaires."¹⁶

Il présenta la politique étrangère de la Russie soviétique comme étant "en relation directe avec la nouvelle orientation économique des Soviets."¹⁷ Il s'entretenait avec Tchichérine du problème de la reprise des relations avec la France. Elle serait bénéfique pour les industriels et commerçants français, donc elle n'est pas exclusivement l'affaire des socialistes, mais celle de toute la France.

Il recherchait d'établir des contacts aussi dans le domaine de la culture. Il exposa à Jacques Copeau, directeur du Vieux Colombier, la conception, les méthodes du nouveau théâtre d'avant-garde russe. (Il s'entretenait avec Stanislavski). Il parla à Salomon Reinach sur l'état des musées dont l'Ermitage qu'il avait visité "cinq jours durant" et il lui remit un ouvrage *Le Portrait dans l'Antiquité* offert par l'auteur lui-même, conservateur au musée Ermitage.¹⁸ Charles-André Julien rencontra Lunatcharski dont il appréciait surtout ce qu'il accomplissait dans le domaine de l'Instruction publique, du théâtre, de la musique et des arts plastiques.¹⁹

De tous ces articles ce n'est pas l'image des soviets-messie qui se dégage. En présentant les dirigeants bolchéviques il insistait sur leur simplicité, intelligence. Il apprécia surtout l'oeuvre des bolchéviques parce qu'ils travaillaient dans des conditions extrêmement difficiles. Il l'exprima dans une interview donnée à l'écrivain *Armand Salacrou*

16 Lutte sociale, le 10 décembre 1921.

17 Lutte sociale, le 24 décembre 1921.

18 Lutte sociale, le 31 décembre 1921., le 14 janvier 1922.

19 Lutte sociale, le 7 janvier 1922.

où il parlait de la famine en Russie: "ils y a 25 millions d'habitants à secourir... mais en dépit de la famine on sent passer les grands courants émouvants d'un prolétariat qui construit au milieu de toutes les souffrances une vie nouvelle dans un monde nouveau."²⁰

La question coloniale

C'est le sujet le plus développé. Il insistait sur l'analyse de la situation concrète: "non pas raisonner sur les méfaits de la colonisation qui est d'un intérêt surtout spéculatif... mais affronter résolument la réalité coloniale et ne point se borner à quelques formules qui sont d'autant plus vague qu'elles sont plus vastes."²¹ Il faut porter attention à la vie, aux nécessités quotidiennes, aux traditions. Il conseilla la prudence — d'ailleurs d'après Lénine — dans l'action et dans la propagande, et non pas l'impatience communiste. Mener une politique strictement communiste dans les colonies lui paraissait impossible "ce sont inévitablement les questions nationales qui seront au premier plan."²² — disait-il dans son intervention au 3e congrès du Komintern. Mais le congrès ne consacra que peu de temps à la question coloniale — les interventions étaient réduites à cinq minutes — il n'y avait pas de débats approfondis qui était un signe du changement en cours de la tactique de la IIIe Internationale: priorité aux rapports stabilisés de la Russie soviétique avec l'Occident, recule de la question coloniale à l'arrière-plan.²³

Le changement de la tactique à propos de la question coloniale présegea déjà la mutation stratégique du Komintern: assurer — ou plutôt imposer — la direction communiste dans les mouvements nationaux des colonies et dans le mouvement socialiste des pays développés.

Patience, tolérance, connaissance des conditions concrète, débats libres, respect des opinions différentes c'étaient les éléments les plus importants sur lesquels Charles-André Julien aurait voulu reconstruire — faire renaître — le mouvement socialiste. Mais l'impatience, la centralisation, l'exclusivité communiste — nommées bolchévisation — laissaient de moins en moins de place aux hommes de réflexion et à ceux qui auraient voulu continuer et approfondir les débats pour arriver aux conclusions les meilleures possibles, les plus appropriées. La russo-soviétisation de la IIIe Internationale et des partis nationaux (sous la couverture de la bolchévisation) détruisait la possibilité de reconstruire le mouvement socialiste sur le principe "unité dans la diversité".

20 Avenir social, le 20 août 1921.

21 L'Humanité, le 2 décembre 1920. in *Charles-André Julien: Une pensée anticoloniale. Positions 1924-1979*. Sinbad. p. 54. Le communisme aux colonies. Lutte sociale, le 18 juin 1921.

22 In *Une pensée anticoloniale*, p. 73.

23 *Madelein Reberieux: Les communistes et l'Orient en 1921. Mouvement social*, 1973. numéro 82. p. 105.





*Petroleum and the interest of Great Powers in Iraq**

Gábor LIGETFALVI
Université József Attila
Szeged — Hongrie

Iraq and Petroleum

In the year 1958 the total income of the Iraqi state was between £100 and £105 million¹. The four petroleum concession companies² had an important share. They paid the Treasury £90 million on the basis of their petroleum exploitation. This payment was required by the modification of the concession agreements in 1952. According to the modification, the companies had to pay royalty to Iraq. Royalty was 50% of the profit calculated on the posted price of petroleum. This posted price was not necessarily the same as the price the companies could expect on the world oil market, called discount price in this manner. Originally, the posted price depended on the cost of oil exploitation in the United States, but there was no formulated way to change it. The sources of the other £10-15 million income was the export of wool, date and leather.³

The oil income of the budget was scarcely drafted. It did not originate from the normal economic life of the state. However, the four concession companies were registered as Iraqi firms, in real life they were dependant on outside forces like the interests of the shareholder companies⁴ or in a worse case on the interests of the powers standing behind the shareholders' oil companies.

In theory the price of petroleum and the growth of oil exploitation per year were established in the concession agreements, but IPC and its subsidiaries were owned by the big oil companies. So IPC was selling its petroleum to its owners. The entire sector of the

* This work is a part of longer paper. The original one was written in Hungarian. The subject of it was the internal influence forming the Iraqi attitude towards the representatives of oil industry between 14th July 1958 and the end of 1960 when the OPEC was founded in Baghdad and the Iraqians were suffered a serious failure by the IPC.

1 Iraq was one of the members of the sterling zone until 1959. 1 Iraqi Dinar (ID) — 5 rial — 20 dirham — 1000 filset; source: Statistical Pocket Book 1960-1970 Baghdad, 1970

2 Namely: Iraq Petroleum Company hereafter abbreviated as IPC, Basrah Petroleum Company (BPC), Mosul Petroleum Company (MPC) and Khanaqan Petroleum Company

3 Report of Hungarian Embassy in Baghdad which is stored in Új Magyar Központi Levéltár (New Hungarian Central Archive) under registration code XIX-J-19(henceforth referred to HEB) number 004921/1/sz.t.; 006391/sz.t.; 2/1/sz.t./1958

4 The shareholders of the IPC: Anglo-Saxon Company (Royal Dutch/Shell) 23.5%, BP Exploration Company (British Petrol) 23.5%, Compagnie Française des Pétroles (CFP) 23.5%, Near East Development Company (Standard Oil Company of New Jersey 50%, Socony Mobil Oil Inc. 50%) 23.5%, Gulbenkian Foundation 5%; HEB 132/1/sz.t./1959.

oil industry was under their control: not only the exploitation but transport, refining, wholesale trade and retail trade. They could acquire profit at any stage of this system, while the Iraqi government was only interested in profit acquired on the exploiting. The revenue of the state depended on the posted price. At the same time, the determination of the value of this price depended on the decision of the companies. There was no generally accepted way how and when the posted price could be changed. Beyond this, the government was had to accept the information about the quantity of exploitation from the companies because it was only the companies that had maps and prospect results. It was them and not the state who had exclusive rights to prospect according to the modified concession agreement. The scope of this agreement was more than 90% of the territory of Iraq⁵.

The government seemed to have the right to delegate one member into the general council of the IPC to control accounting on the basis of the above mentioned modification of the agreement⁶. But the negotiations in April 1959 and in September 1960 show that it was not put into practice. The iraqisation seems to be a more effective method than the rather formal supervision of accounting. The term "Iraqisation" means employing more and more Iraqians. The basis of iraqisation was once again the modification made in 1952. The Iraqi government reached success in this case. While in 1953 less than 5% of the employees were Iraqi, in 1958 more than 33%.⁷ However, this data was favourable to the government. It concealed two important problems. First of all the majority of the engineers were foreigners, especially American and English, but there was a significant number of French and Dutch.⁸ There was no exploitation without these engineers. Secondly, the majority of the Iraqi workers were more faithful to their companies than to their central government. Compared to an average citizen, the companies did not only guarantee a higher standard of living, but also promised education and sometimes progress, too. According to the Hungarian Ambassador's report, in the Iraqi workers' circle the central government was not really popular.⁹ Both of these facts made the government's dependence on IPC stronger. They tried to loosen it by asking engineers from their new allies, especially from the USSR, but the real solution could have been the foundation of an own oil industry engineering college.¹⁰

The petroleum income was not the part of the normal budget. It was directly handled by the government.¹¹ In practice the government had free hands to use it. Formally all the

5 HEB 116/sz.t./1960., The Economist 08.06. 1960

6 Harley C. Stevens: Some Reflection..., in: The Middle East Journal 1959. Summer, Vol. 13. No.3. Washington DC.

7 Magyar Szó 31.08. 1958

Harley C. Stevens: quoted work

8 HEB 2/7/sz.t./1958., 20/sz.t./1958., 132/1/sz.t./1959.

9 HEB 58/sz.t./1958.

10 HEB 2/3/sz.t./1958., 2/7/sz.t. 1958., 20/sz.t./1958.

11 Budget of 1959: HEB 140/sz.t./ 1959.

Budget of 1960: HEB 102/sz.t./ 1960.

decisions were made by the so-called Development Board, but all the members were delegated by the government.¹² There were some soft limits of this decision. Some items of the budget and the deficit growing year by year were financed from it.¹³ Both the Six Year Development Plan launched in 1954 by the royalist government and the Four Year Development Plan in 1960 aimed at using oil revenue as a financial source.¹⁴

The Iraqi economic system as a whole was dependant upon the royalty. It does not mean that there were no other financial sources of the state, but these normal incomes were not enough to finance the monumental projects planned by both the royal and the revolutionary governments. By the help of these plans Iraqians hoped to occupy the position of the political leader among Arabian countries. However, this situation was carrying a serious paradox. It was serious because this paradox seems to determine the future of Iraq's people. This nation, especially the people living in Baghdad have had the claim to become the leader among Arabs. Their mentality roots in the deep history but at least the time of the Baghdad Caliphate. For a long time it was no more than a naked claim without any economic and commencing political possibility and importance. But the vast oil reserve, the flow of oil royalty had given them this missing economic power. However, it was not an economic evolution, it was just fortune. There was a society with its undeveloped economy and dangerous desires and the vast income on other side. No wonder that all projects show the central elite's preferences about how they thought to develop their country. This could mean serious problems in itself, but they wanted to found their power on the source that was not under their control, but under the rule of the companies and Great-Britain present in the background. While the Iraqi government tried to increase its power on the basis of petroleum economy, in the reality their dependence was growing. They were unable to find equilibrium.

The aspiration to a higher power status which is identical with the claim to increase the value of the royalty explains the careful steps of the revolutionary government in petroleum cases and the building of the parallel relationships with Great Britain and the USSR.

Theoretically, Qassem's revolutionary government had three different possibilities to formulate its foreign policy. Firstly they could continue the policy of their predecessor government: keeping close connection to the British foreign policy, participation in the British-American security system. This could have guaranteed the growth of oil income, but interfered with the imagined leading position among the Arabs. The opposite possibility was the complete breach of the orientation towards Great Britain, like Egypt did, and turning to the USSR for help. This step could have resulted economic disaster in the first stage because Iraq did not have an independent industry helping to avoid the influence of a western embargo, in the same manner as Egypt had, and a new and very dan-

12 Until May 1958 the Board had a British member: I.G. Ionides; *The Financial Times* 07.17. 1958.

13 HEB 102/sz.t./1960.

14 HEB 40/sz.t./1960.

gerous dependence in long run. For the Iraqis the one and only way to satisfy both the claim of increasing royalty and leadership among the Arabs was a multilateral "swing" policy. It means keeping up the good relationship with Great Britain, while building new and strong liaison to the Soviet Union, balancing and playing each one against the other. The question was the depth of interest in Iraq because of its strategic position or oil wealth of the great powers could be enough to play the role imagined for them by the Iraqi government.

Iraq and Great Britain

From 1948 Great Britain's Near and Middle East policy is nothing more than a series of withdrawals. After the lost of India, the former great power did not find its rôle and aim in this region. This disorientation was as important an element of their continuous withdrawal as the economic weakening. The time had come to define the real priority of Great Britain in the region and on the basis of this show up an efficient policy. The series of failures, especially the Suez case made this claim urgent and helped to find new ways approaching the problems rising in the Near and Middle East.¹⁵

During the events in Iraq, the government of Great Britain showed thought-provoking coolness. They stabilised the countries near Iraq using fast and determined methods like paratroops in Jordan, reinforcement of Kuwait and redeployment to Bahrain. Simultaneously they bewared of alarming or reinforcing the troops standing in Iraq. The manifested and the real aim was the isolation of Iraq and not an attack against it. Also all the reports of the British Prime Minister and the Foreign Secretary helped the settled management of the events. This method was very well indicated by the fact that just two weeks after the burning of the British Embassy in Baghdad Her Majesty's Government declared the recognition of the Republic of Iraq.

All of these show that the Foreign Office had a ready-to-use strategy: they were prepared for cases like this. During the Iraqi events they followed the scenario, they just harmonised the actual circumstances with it.

In diplomatic circles it was rumoured that English diplomacy was not really disappointed because of Núri al-Said's fall and they might have had an active part in the arrangement.¹⁶ In our case this is not a question. Both cases show the new attitude of British diplomacy. Sir Humphrey Trevelyan, the newly appointed ambassador, summarised the new approach in his speech when visiting the Hungarian Embassy in Baghdad. According to his speech, Great Britain had one and only strategic interest in Iraq: it is the IPC and its subsidiaries. All the other interests like Baghdad Pact or the Habaniya Royal

15 Elisabeth Monroe: *Britain's Moment in the Middle East 1914-1956*, London, 1963

Nigel John Ashton: *Microcosm of decline*. In: *Historical Journal* 1997. December, Vol. 40.

16 HEB 116/sz.t./1960.

The Financial Times 18.07., 19.07.

Air Force Base might have been sacrificed for the security of oil interest. In his opinion, the Soviet Union and the US had to recognise this lawful claim of Great Britain.¹⁷ Half a year later — in April 1959 — at the conference of the Near and Middle East Ambassadors, where Sir Humphrey, who was the chairman as the doyen of the corps present, were on the same opinion regarding the handle of Iraqi situation, as until Qassem's government crosses fundamental British interests, they would support all of his steps.¹⁸ In long epoch, the Foreign Office had hoped to make the gap between the Arab states deeper making a better manoeuvring position for itself.¹⁹

The first sign of this new approach was the British reaction during the Iraqi events in the summer of 1958. Great Britain had gained postponement to the new Iraqi government on the crucial Baghdad Pact conference in London against the US. They had done this in spite of the fact that Iraq was reported to leave the Pact.²⁰

The next case has no direct connection to the official British foreign policy but gives a well-detailed picture about the management of any case belonging to Iraq. On 30th of November 1958 the last founded petroleum concession company, the Khanaqan Petroleum Company, was nationalised by the Iraqi government.²¹ There was no news about it in the British press. A quarter year later — in April 1959 — there were some references to it on the pages of *The Economist* and *The Financial Times*.²² Some very interesting problems are rising by this nationalisation, later it will be discussed in a detailed form. Here it is significant because the British press was in silence. The question is why. Normally, the nationalisation was the devil itself to the Anglo-Saxon press, and then a real one hurt real British interests, there was silence.

On the 9th of March 1959, in the name of the British government, John Profumo, Secretary of the Foreign Office, provided support and confidence for Qassem's government to help their steps against the North-Iraqian (Curds) rebels.²³ This support was kept on despite Qassem's declaration about Iraq's leaving the Baghdad Pact on 24th of March.²⁴ Great-Britain had no protest against the Iraqi step. On 31st May 1959 the last soldier embarked from Habbaniya Air Force Base finishing the withdrawal of the British troops.²⁵ As a strange contrast, on 11th May John Profumo made a proposal about carrying

17 HEB 10/sz.t./1959.

18 HEB 221/sz.t./1959.

19 "history had shown that Damascus, Baghdad and Cairo provided different focal points for the growth of national feeling. In the long term it might be possible to exploit the natural differences of outlook between the Iraqis and Egyptians" PRO CAB 130/ 153 Gen 658, first meeting 22nd July 1958.

20 *The Financial Times* 24.07., 25.07. 1958.

21 See the details of case on page

22 *The Economist* 11.04. 1959

The Financial Times 28.04. 1959.

23 *The Financial Times* 10.03. 1959.

24 *The Financial Times* 25.03. 1959.

25 HEB 19/5/sz.t./ 1959.

The Economist 04.04. 1959.

The Financial Times 07.04. 1959.

heavy weapons, mainly fighters, to Iraq to the House of Commons. During the debate, the Secretary explained that he could not agree that the Iraqi government would be under total communist control.²⁶

Also in May Mohammed Hadid, Minister of Finance, visited London. A cultural agreement was signed by him. He had a successful debate about the foundation of a new technical college in Baghdad with English support.²⁷

All of this shows a picture of a friendly, well-balanced interstate connection. But we have to keep in mind that the way chosen by the Iraqi government increased the tension. The government was under pressure because of its "opportunistic" oil policy. It is necessary to follow the talks between IPC and government because the one real common interest of the British and Iraqi governments, the petroleum, was formed there. The task of the official diplomacy was to make clear way for the real trial.

On 12th July 1958, just two days before the coup d'état in Baghdad a group of IPC leaders left Iraq finishing the talks about the new investment and plans of the company. The main aim could be the fast development of the BPC. This idea was supported by the published projects like the construction of a new deep water terminal in Fao or the building of a new Bashrah-Kirkuk pipeline.²⁸ The image of Dr. Kuba, the minister of oil affairs, about growing up the quantity of petroleum production to the double until 1962 seems to be a real possibility with these projects.²⁹ There were some unpublished points of the agenda of the talks. The question of returning the unexploited concession sectors to governmental handle was reported to be one of these secret points. This possibility is supported by all the later discussions between IPC and Iraqis. It was one of the constantly returning questions indicating that there was either no agreement at all or just partial agreement was born. The IPC renounced the exploitation right of coastal area and the ownership of Khanaqan Petroleum Company in order to gain time. The general success of the talks are provided that there was no sign of worrying in the leadership of IPC during the events in Iraq in summer of 1958. Moreover, the shareholders asked the Directorate to greet the new government to guarantee the necessary conditions of oil exploiting.³⁰

During the autumn of 1958 Iraq froze all the French interests in the country: among other things 23.5% of the CFP in the IPC. Iraq asked Great Britain to handle the frozen French interests.³¹

26 HEB 19/5/sz.t./1959.
The Economist 20.12. 1958., 07.02.
The Financial Times 12.05. 1959.

27 HEB 132/1/sz.t./1959.

28 The Financial Times 16.07. 1958.

29 The Economist 11.04. 1959.

The Financial Times 07.02. 1959.

30 Magyar Szó 31.08. 1958.

31 Insert of HEB 99/sz.t./1959 under number 00485., 116/sz.t./ 1960.

According to the order introduced by Dr Kuba on 18th November 1958, the government took over the Khanaqan Petroleum Company, the subsidiary of IPC. The basis for this step was the 12§. of the Foundation Agreement. According to the 12§, the state has the right to take back the concession if the company was unable to fulfil the 2 million ton per year result until the year 1959. The order recorded that on the basis of the result of the company there was no chance to get the limit value so the step is lawful. Furthermore, the order stated that the government wanted to exploit the sector in itself with Soviet technical aid.³² No one among the interested parties commented on the case. As noted above, the British press was in silence. Could it be possible that it was no surprise but an action organised during the talks in July. The same behaviour was observed after the governmental order about taking back the coastal area in January 1959 together with it the Iraqians who started to exert some control over the exploiting and export.³³

On 9th January 1959 the local representative of IPC was negotiated with the Iraqi government but there was no published matter about the discussed questions.³⁴ It is most likely that the technical details of the returning of the coastal area was the main subject. It is also most likely that there were some other questions on the agenda: some new allowance. The subject of this could have been the transfer of the frozen French share in the IPC. During March there were some very strong signs of this possibility.³⁵ It made the market nervous, so on 24th March a press congress was organised in Baghdad to deny this gossip. In spite of this between 6th and 11th of April the shares of CFP were falling down on the Paris Bourse. Two reports of The Financial Times intensified the panic. According to the first one, R.G. Seawright, the general director of IPC in Iraq started a direct debate with the representatives of the government about some non-identified subjects. Secondly Lord Monockton, the newly appointed Chairman of the IPC, was officially reported to visit Iraq on his Near- and Middle-East tour.³⁶ There was no official report about Seawright's talks. The non-official news talked about the possible topics: the increase of royalty from 50% to 65%, increase of the efficiency of control over exploiting and export, and once again the question of non-explored and non-exploited areas. The talks had to be successful: after the press congress in 24th of March Dr. Kuba organised another one on 7th April. He said that the nationalisation was not scheduled, but the company took a promise to a 3 million pound loan to compensate the missing income made by the Suez crises and try to accelerate the building of Bashrah-Kirkuk pipeline. Moreover, he declared the decision of the Revolutionary Council of Iraq. According to that, Iraq does not take part in the 1st Arab Oil Congress in Cairo.³⁷ Mr Seawright might have been very

32 HEB 30/sz.L/1958.

33 HEB 99/sz.L/1959., 132/sz.L/1959.

34 The Financial Times 10.01. 1959.

35 HEB 99/sz.L/ 1959 and its insert, the report of the Hungarian Embassy in Paris, under number 00485

36 The Financial Times 08.04., 11.04. 1959

37 HEB 40/sz.L/1959

The Financial Times 11.04., 18.04. 1959

satisfied, no less Lord Monockton. His talks were reported friendly and cordial.³⁸ No wonder. The building of the pipeline was crossing an Arab League project, while the declaration about the oil congress weakened the prestige of it.³⁹ The nationalisation of French interest was cancelled. This idea was returned once again as a gossip during Mohammed Hadid's visit in London, but without any important feedback.

The other sign that the result satisfied both sides was the break in the series of talks. Until May 1960 neither official talks nor important problems were reported. But under the quiet surface the tension was growing. It was indicated by the news about secret talks on the return of non-exploiting areas.⁴⁰ It was not commented. The date of news about the secret talks shows an interesting comparison with the declaration of the new Four Year Development Project planning an investment more than what could be gained from the oil revenue.⁴¹ At the same time, the deficit of the budget started to grow rapidly because the forced development of army and governmental bureaucracy.⁴² Concluding later events, during these secret talks the representatives agreed to organise a wide-ranging conference to modify the concession agreement in that year's August or September.

At the given moment this agreement was advantageous to the IPC. They had won time once again to keep Iraq far away from the movement that was born in the oil exporting countries because of the posted price cut in February 1959 and since the 1st Arab Oil Congress. The government of Iraq was absolutely neutral about any initiative aimed at closer co-operation among the oil exporting countries but without Iraq all the initiative would have been sentenced to death.

The other side was optimistic about its own business. The report of the Hungarian Embassy indicates this. According the report, the French shareholders of CFP were optimistic and thought their investment safe.

Until May 1959 the British achieved their goal: they successfully stabilised the position of the IPC. This, because of its very special situation inside the Iraqi economy, secured a non-negligible influence to the Iraqi internal affairs in spite of the destroyed special connection before the coup d'état. But it was a limited link and strongly depended on the situation of Qassem and his political branches. The British hoped to keep Qassem in position by avoiding open political pressure and with strong economic, military and financial support via IPC. Because of these, the British were satisfied with the balanced situation, not without reason. IPC was a strong weapon, but an ultimate one, because the awareness of influence was more important than the effective use of it. They did not want to take a risk for some not really important question.

38 The Financial Times 14.04. 1959

39 The Economist 18.04., 02.05. 1959

40 HEB 40/sz.t./1959.

41 HEB 40/sz.t./1959.

42 HEB 140/sz.t./1959., 102/sz.t./1960.
The Financial Times 22.02.1960

The Iraqi government recognised the importance of continuous development of oil industry. It was the one and only protection against the break of posted price. At the given moment they had realised that they had reached the maximum and they did not want to risk their results. It means that in April 1959 both sides were in a balanced position.

But the growing deficit made by the unsuccessful investments, the development projects, the awareness of Soviet support completed with the new tendency among the oil exporting countries and the internal pressure to take hard steps against the "imperialism" presented by IPC made on long term the government to turn over the formed balanced situation.

The leaders of IPC had no doubt about this, but they had limited possibilities to form the internal situation in Iraq. They needed time to form the external conditions to help their aim. They had one more difficulty: to calculate their own interest as a company and at the same time act as a tool of British foreign policy. Because this temporisation seemed to be the best strategy.

We have to throw a glance at the policy of the Soviet Union towards Iraq because the key of temporisation strategy was the hope in a changing Soviet attitude.

Iraq and the Soviet Union

Based on the reason of the preface, it could be stated that the Soviet Union gave extraordinary support to the new Iraqi government. Both the Soviet diplomatic and military steps were aimed to help the formation and stabilisation of the new power in Iraq. On 4th August 1958, just two weeks after the very rapid recognition, the Soviet ambassador G.T. Zaitsev arrived at his new post. His career suggests that he was the ideal man at the ideal post.⁴³ He seems to be present at every significant event and decision making of the government after he presented his credentials. This very close connection makes us think about the role of British Representatives before the coup d'état.

As it was normal, after the Soviet recognition of Iraq the so-called socialist countries — here meaning the People's Republic of China and Yugoslavia, too — recognised the new power and in the shadow of the Soviet Embassy they opened theirs. The Hungarian Embassy had a strange feature: Ambassador Zaitsev personally informed his Hungarian colleague, Vencel Házi, about most of the cases that involved oil. On the basis of these talks, it is known that before the Khanaqan case Qassem consulted Zaitsev and offered the concession to the Soviet Union. But the ambassador refused it and suggested the nationalisation offering Soviet technical aid.⁴⁴ Also the Soviets suggested the forming of a committee working on new ways to increase the oil revenue.⁴⁵

43 The Soviet Diplomatic Corps 1917-1967., Edited by Edward E. Crowley, The Scarecrow Inc. New Jersey, 1970

44 HEB 30/sz.t./1958.

45 HEB 2/1/sz.t./1958.

Until January 1959 Iraq had entered into a mutual economic contract with all of the socialist countries.⁴⁶ The USSR offered technical aid, preferential loan — in first step 40 million pounds at 2.5% interest rate — and experts for all sectors from ranging from the military through the agricultural sector up to oil industry. The Soviet Union was reported to carry weapons, too.⁴⁷ They tried to use the measures that were already successful in Egypt. A neutral or rather subordinate Iraq did not just mean a simple new position but also a realisation of an old Russian diplomatic direction and a quite a break in the ally system surrounding the Soviet Union.

But the key to the situation in Iraq was oil industry. Serving as the firm background of all Soviet diplomatic ambitions there should have been guarantee on running the oil industry in the situation of a possible western embargo or promising the purchase the whole quantity of petroleum. With this they might have given a free hand to Iraqians talking with IPC. But the Soviets were not in a position to promise such things. It started to be obvious that the key to oil industry is not the exploiting but the means of marketing: transporting and wholesale trade. In these sectors the Soviet Union was not at a higher level than the Iraqians. In the late 50s the Soviet Union started to be active on the world oil market. Observing this the companies had recognised the weak position of the Soviets in the key sectors. This made the IPC chose the strategy of winning time.

The activity of the Soviet Union on the oil market had an other important consequence: they started to be rivals. It is possible that the steps planned by the Soviet Foreign Ministry did not get full unlimited internal support or this support was undulating. This made the efforts of the Soviet diplomats quite weak. They did not have enough space to “swing” what could be a high risk in an extreme situation. They did not hold the trumps. The balanced situation from April 1959 was perfect for them. Without a new hazardous game, they could secure their position, while the British interest was limited, to the economic sphere at the first sight.

46 The Financial Times 05.01. 1959

47 The Financial Times 09.02., 17.03., 07.04. 1959

Colonisé et Colonisateur dans Le Passé Simple de Driss Chraïbi

Szonja HOLLÓSI
Université József Attila
Szeged — Hongrie

Le premier roman de Driss Chraïbi *Le Passé Simple* paraît en 1954. Le Maroc est alors en pleine lutte pour son indépendance et l'auteur, parti pour la France en 1946 publie une histoire purement franco-marocaine. La verdeur du style et la ressemblance dénudée avec la réalité marocaine frappent fort. A ce moment, le Maroc, et plus particulièrement l'intelligentsia colonisée, est en train de vivre son *présent* déshumanisant. Ecrire *passé*, voire *passé simple* de la terre du colonisateur crie aussitôt à l'injustice. L'intelligentsia marocaine, politiquement et idéologiquement partagée se sent dénoncée par Chraïbi. Le compatriote prodigue décrit sans pudeur la cruauté du dédoublement intérieur de son protagoniste marocain.

"Celui par qui le scandale arrive"

La fameuse Affaire du Passé Simple s'éclate trois ans après la parution du roman. "Driss Chraïbi, assassin de l'espérance", appelle A. H. les esprits marocains dans l'hebdomadaire marocain *Démocratie*. L'article attaque violemment le roman de Chraïbi mais avant tout la personne de son auteur: "A l'abri des difficultés marocaines, un homme vit à Paris. C'est son droit. De temps à autre, il pense à son pays qu'il maudit: il nous l'a dit dans son *Passé simple*, à son peuple qu'il hait: nous le savons de plus en plus. M. Driss Chraïbi, parisien peu distingué, a résolu ses problèmes intérieurs à sa façon parmi tant d'autres qui ont le don de nous écoeurer." (A: H., 1957, p.10)

Il est plus qu'évident que le péché impardonnable de Chraïbi est d'avoir tourné le dos à ses compatriotes et reconnu avant même *Le Portrait...* de Memmi l'aliénation du Colonisé des Protectorats français. Après une première réflexion, Chraïbi, effrayé des critiques des Marocains, renie son roman. Attaques et contre-attaques se succèdent à propos de *l'affaire du Passé Simple* et il faut attendre 1966, l'apparition du premier numéro de *Souffles* pour voir le roman de Chraïbi reconsidéré.

A ce propos, Bencheikh Latmani remarque que le discrédit jeté immédiatement sur *Le Passé Simple* ne peut être considéré comme une critique digne de la littérature¹. Jusqu'à la fin des années 60, le discours critique sur ces romans écrits en français se limite à des discours idéologiques sur la langue et l'engagement politique.

Cette réception hostile envers les oeuvres littéraires des auteurs de la première génération de Colonisés s'explique par le phénomène de l'aliénation, propre aux colonialismes. L'hypothèse selon laquelle ce déchirement intérieur de l'individu et de la société colonialisés survient au plan littéraire ne fait pas l'unanimité. Pour porter un jugement quelconque sur la question nous nous proposons de présenter les théories sur l'impact de la politique coloniale et ensuite, leur fonctionnement dans le roman charibien.

Aliénation dans le contexte colonial

Avant d'entamer ladite étude, une question élémentaire se pose à savoir, pourquoi parlons-nous de colonialisme, de colonisé et colonisateur lorsqu'il est bien connu qu'à part l'Algérie, il n'y avait point de colonies au Maghreb, mais des Protectorats. L'optique sous laquelle nous examinerons le rapport entre oppresseur et opprimé n'est pas historique et nous sommes bien loin de vouloir recréer des catégories établies par les historiens. Or, tout régime basé sur l'oppression procède par une série de mesures visant à détruire toute trace de l'identité et de la culture nationales des autochtones. L'impact nécessaire d'une pareille démarche est l'aliénation³ que nous étudierons, partant des optiques de Frantz Fanon, Albert Memmi et Jean-Paul Sartre puisque, parmi le nombre de penseurs⁴ c'est eux qui ont étudié cette problématique dans le contexte colonial de la manière la plus exhaustive et la plus analytique.

1 Mustapha Bencheikh Latmani dans sa thèse consacrée à l'étude de l'espace et de l'énonciation dans les romans de Chraïbi, ouvre une large parenthèse à la problématique de la réception: Par un curieux esprit la critique veut toujours savoir d'où on parle et à qui l'on parle. La détermination de cet amont et de cet aval enferme des textes dans des schémas réducteurs. On s'est rendu compte que trop souvent, la lecture a été négligée. C'est peut-être là qu'il faut chercher les limites quasi obsessionnelles qui bien souvent réduisent des oeuvres ouvertes à une ou à des significations stéréotypées. Probablement faudrait-il interroger d'abord l'identité culturelle de celui qui lit avant de chercher à connaître celle de celui qui écrit." (BENCHEIKH LATMANI, 1991, p.303)

2 Nous n'ignorons tout de même pas qu'il y ait des différences géographiques, notamment une différence profonde entre l'Algérie et les deux autres pays, le Maroc et la Tunisie. Les analyses de Frantz Fanon parlent longuement d'une aliénation chez la masse paysanne ou ouvrière algérienne. Or, ni Memmi, ni les historiens marocains ne parlent d'impact considérable en une quantité massive à part la classe d'intellectuels. Cette distinction renvoie nettement à la différence des deux systèmes, à savoir de celui ce que l'on appelle colonie à celui du protectorat.

3 *Aliénation*: "1. Trouble mental, passager ou permanent, qui rend l'individu comme étranger à lui-même et à la société où il est incapable de se conduire normalement. 2. Aversion, hostilité envers qq. 3. *Philo.* (trad. de l'all. *Entfremdung*, Hegel et Marx) État d'un individu qui, par suite des conditions extérieures (économiques, politiques, religieuses), cesse de s'appartenir, est traité comme une chose, devient esclave des choses et des conquêtes même de l'humanité qui se retournent contre lui." (LE PETIT ROBERT, 1973, p.43)

4 Les écrits de Mohamed Aziz Lahbabi, Abdelkébir Khatibi, Jean Déjeux, Albert Camus, André Malraux, Isaac Yetiv et bien d'autres sont connus dans ce domaine.

Le processus de l'aliénation

La *déshumanisation* est la première notion clé chez chacun des théoriciens étudiant le système colonial français. Ceci est basé sur la violence et le racisme, les principes néo-colonialistes, c'est-à-dire les objectifs "officiels" de la colonisation ne constituant pas une raison suffisamment confortante pour convaincre Colonisateur et Colonisé de la supériorité du premier. Sartre se doute d'ailleurs de l'existence même de ces objectifs⁵. A propos du racisme, Fanon⁶ postule dans *Peau noire, masques blancs*⁷: "Je n'ai pas voulu être objectif. D'ailleurs c'est faux: il ne m'a pas été possible d'être objectif" (p.90). Chez Memmi⁸, le racisme est un élément qui est par définition inclus dans le colonialisme (cf. MEMMI, 1973, p.103⁹).

D'après Memmi, le Colonisateur, avant même d'entrer en contact avec les indigènes a des préjugés sur ceux-ci: le Colonisé doit être "à la fois mineur et méchant, paresseux et arriéré". (MEMMI, *ibid.* p.112). Pour le *déshumaniser*, le Colonisateur procède par une série de négations. Le Colonisé n'est jamais considéré positivement; "ou s'il l'est, la qualité concédée relève d'un manque psychologique ou éthique" (MEMMI, *ibid.*, p.113). Finalement, les exigences du Colonisé et du Colonisateur, l'un envers l'autre, basées sur des stéréotypies se traduisent progressivement par leur accomplissement. "On peut dire que la colonisation fabrique des colonisés, comme (...) elle fabriquait des colonisateurs" (MEMMI, *ibid.*, p.120). Sartre rappelle à ce propos l'idéologie marxiste: "Le colonialisme refuse les droits de l'homme à des hommes qu'il a soumis par la violence, qu'il maintient de force dans la misère et l'ignorance, donc, comme dirait Marx, en état de 'sous-humanité'" (SARTRE, 1973, p.26)

5 Dans son article, "Le colonialisme est un système" (in SARTRE, Jean-Paul, *Situations*, V, Paris, Gallimard, 1964, p.25-48), en parlant des causes de la guerre d'Algérie il écrit: "Et de quoi s'agit-il? De créer des industries dans le pays conquis? Pas du tout: les capitaux dont la France 'regorge' ne vont pas s'investir dans des pays sous-développés; la rentabilité serait incertaine, les profits seraient trop longs à venir, il faudrait tout construire, tout équiper...." (op.cit. p.29)

6 Psychiatre d'origine antillaise, après ses études poursuivies en France, Fanon choisit l'Algérie pour s'y installer. Durant sa courte vie, qu'il consacre entièrement à l'étude et à l'amélioration de la situation des Colonisés il écrit trois livres sur le rapport entre colonialisme et aliénation: *Peau noire, masques blancs* (Paris, Seuil, 1952), *L'An V de la révolution algérienne* (Paris, Maspero, 1959), *Les damnés de la terre. Préface de Jean-Paul Sartre*, (Paris, Maspero, 1961). Un recueil posthume de ses écrits politiques a également été publié: *Pour la révolution africaine*, Paris, Maspero, 1975, 198p

7 FANON, Frantz, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952

8 Écrivain tunisien de langue française, Albert Memmi appartient à la première génération de l'intelligentsia colonisée. Il est à la fois un Juif, donc en minorité dans son pays, colonisé, c'est-à-dire doublement détourné de ses propres culture et religion et Français⁸ puisque il a été formé dans cette langue, et est diplômé d'université française de France. Son chef d'oeuvre est *Le Portrait du Colonisé précédé du Portrait du Colonisateur* où il explicite les causes du destin du colonialisme français.

9 Première édition: 1957.

Les réponses de l'Opprimé

Tandis que Memmi souligne plutôt la violence du Colonisateur, chez Fanon, l'idée de la violence revient également lorsqu'il analyse les réactions du Colonisé vis-à-vis de sa situation inférieure¹⁰. L'impuissance du Colonisé envers ses *maîtres* se manifeste dans ses rêves. La reconnaissance de cette situation de sous-humanité provoque des complexes de types différents: complexe de *frustration*, complexe *belliqueux*, complexe de *colonisabilité*. D'après le psychiatre, c'est cette aliénation causée par l'oppression qui est à l'origine des troubles mentaux, autrement dit, des *psychoses réactionnelles*:

"Dans tout homme dominé il y a une certaine dose de *refus de soi*, né en grande partie de son écrasement et de son exclusion" (MEMMI, 1968a, p.89), affirme Memmi¹¹. En fait, dans le processus de l'aliénation le Colonisé opprimé perd tout contrôle sur sa propre histoire. Il n'est plus maître des événements. C'est "le colon [qui] fait l'histoire et il sait qu'il le fait" (FANON, op.cit., p.18). Cette nouvelle histoire qui se date de leur entrée sur la terre des indigènes ne ressemble en rien au passé du Colonisé¹².

Le Colonisé, en acceptant d'abord le jugement du Colonisateur, refuse sa personnalité et la reconnaît comme inférieure. Il admire le Colonisateur et songe à une assimilation totale. Il lui faut du temps pour se rendre compte que l'Occident lui reste toujours insaisissable. C'est le Colonisateur qui lui indique le chemin à suivre, mais aussi – de manière implicite – la longueur de la distance que le Colonisé pourra parcourir. Sartre rappelle à ce propos que les démarches du Colonisateur visant à humilier le Colonisé deviennent nécessairement réciproque: "Nul ne peut traiter un homme 'comme un chien', s'il ne le tient d'abord pour un homme, écrit Sartre. L'impossible déshumanisation de l'opprimé se retourne et devient l'aliénation de l'opprimeur: c'est lui, c'est lui-même qui ressuscite par son moindre geste l'humanité qu'il veut détruire (...) Pour y échapper, il faut qu'il se 'déshumanise' à son tour." (SARTRE, 1973, p.29)¹³

10 A ce propos, Sartre écrit dans son Préface de *Les Damnés de la terre*: "L'agression coloniale s'intériorise en Terreur chez les colonisés. Par là, je n'entends pas seulement la crainte qu'ils éprouvent devant nos inépuisables moyens de répression mais aussi celle que leur inspire leur propre fureur. Ils sont coincés entre nos armes qui les visent et ces effrayantes pulsions, ces désirs de meurtre qui montent du fond des coeurs et qu'ils ne reconnaissent pas toujours: car ce n'est pas d'abord *leur* violence, c'est la nôtre, retournée, qui grandit et les déchire; et le premier mouvement de ces opprimés est d'enfouir profondément cette inavouable colère que leur morale et la nôtre réprouve et qui n'est pourtant qu'elle d'abord réduite de leur humanité" (SARTRE, op.cit. p.179)

11 Devant les diagnostics du docteur Fanon, Memmi reste sceptique. Dans son article "La vie impossible de Frantz Fanon" il met en cause le crédit des propos de Fanon. Avec une pointe de malice, il rappelle que Fanon ne parlait pas la langue des indigènes. Ainsi, les conclusions sur les pathologies du Colonisé ne peuvent être considérées comme incontestables¹¹. Il se peut que, de point de vue professionnel, Fanon s'avère exagérée. En revanche, l'aliénation qui au niveau des individus suffit pour provoquer des psychoses, que dire de tout un peuple qui subit des complexes dus au seul et même facteur, l'oppression, mais dont toute possibilité de fuite est amputée.

12 Fanon s'explique de manière crue: "L'histoire qu'il écrit n'est donc pas l'histoire du pays qu'il dépouille mais l'histoire de sa nation en ce qu'elle écume, viole et affame." (FANON, op.cit., p.18)

13 Cf. SARTRE, *Préface de Les Damnés de la terre*, 1964

Dès que le Colonisé réussit à dévoiler les frontières tracées par l'Autre, il essaie avec ses moyens ébréchés de les franchir. De toute manière, le refus du Colonisateur résulte de la révélation douloureuse du Colonisé: le monde occidental qui lui était imposé et qu'il a fini par intériorisé, voire aimé se ferme devant son nez. L'impossibilité de sa révolte est plus qu'évident.

Pour que le Colonisateur puisse se justifier l'existence du Colonisé est une condition primordiale. Dans ses tentatives de déshumanisation l'Oppresseur ne doit pas dépasser une certaine limite; c'est-à-dire qu'avec l'oppression et l'anéantissement des indigènes la raison d'être de l'institution du colonialisme est mise en cause. Il relève de son propre intérêt que les rapports de force coloniaux subsistent: il est obligé d'encourager le Colonisé mais surtout, de l'arrêter au moment donné.

Les valeurs traditionnelles des autochtones est progressivement mis en cause par le Colonisé. Vu que le modèle imposé par le Colonisateur soit le monde occidental la jeunesse maghrébine se trouve déchiré entre deux civilisations, deux cultures et deux religions. Dans ce contexte, la famille traditionnelle et la religion ne peuvent constituer qu'une *valeur refuge* pour le Colonisé.

Contrairement à la distinction que fait Memmi entre *Colonisateur de bonne volonté* et *Colonisateur qui s'accepte*, et à Sartre qui insiste sur l'aliénation que subit le Colonisateur, Fanon simplifie à l'extrême le schéma du rapport entre oppresseur et opprimé. Pour lui, tout Colonisateur est mauvais¹⁴.

Pour une réaffirmation du soi, il doit procéder par la négation du Colonisateur et cela, par le biais de la révolte. Sa révolte, jusqu'à ce que la colonisation dure, est avorté par le Colonisateur¹⁵. Pour l'aliénation du Colonisé, la décolonisation n'est pas un soulagement immédiat. Il faut attendre que la révolte confuse et mal définie du Colonisé se clarifie et s'achève pour que l'on puisse parler d'Hommes en fonction de véritables valeurs humaines et non pas à travers l'optique des oppresseurs¹⁶.

14 Ami de Fanon et admirateur de son oeuvre, Sartre accepte délibérément les critiques de celui-ci et appelle la Métropole à prêter l'oreille à ses propos: "Qu'est-ce que ça peut lui faire, à Fanon, que vous lisiez ou non son ouvrage? c'est à ses frères qu'il dénonce nos vieilles malices, sûr que nous n'en avons pas la rechange. C'est à eux qu'il dit: L'Europe a mis les pattes sur nos continents, il faut la taillader jusqu'à ce qu'elle les retire." (SARTRE, 1964, p.173)

15 La réponse utopique de Fanon consiste tout d'abord en une surestimation de l'effet de la décolonisation, de la "liquidation" du Colonisateur. L'aliénation –et Fanon, psychiatre pratiquant devait bien le savoir – comme n'importe quel trouble psychique, ne disparaît pas avec l'élimination de la cause.

16 Cette théorie – dans ce moment donné de l'histoire – a pu trouver sa justification. Or, se définir en tant qu'individu ou en tant que nation se fait toujours – comme il l'explicite dans ses travaux tardifs – par rapport aux autres.

L'intelligentsia colonisée

Comme sous-produits du colonialisme une génération d'intellectuels grandit avec l'ère coloniale et vient aussitôt revendiquer sa langue et culture perdues. Ces jeunes, que l'on appelle la génération de l'acculturation, sont partagée en fonction de leurs orientations idéologique et politique. La répartition proposée par M. Jouhari se fait sur deux axes: d'une part le panislamisme, d'autre part l'occidentalisme. Les occidentalistes se subdivisent en un groupe libéral et un autre qui est celui des marxistes.

L'attitude négative des adeptes de la tendance révolutionnaire, synonyme du marxisme, chez Jouhari est due à l'aliénation ressentie dans leur société colonisée. L'exemple qu'il apporte est Driss Chraïbi: dans son roman *Le Passé Simple*, "l'auteur s'acharne sans pitié contre une société dont il rejette d'emblée toutes les valeurs. Rien n'est épargné, dit Jouhari, la religion et son formalisme, les institutions sociales, la bourgeoisie et la féodalité, tout y passe" (JOUHARI, 1956, p.3 et 7). Le comportement de Chraïbi témoigne d'un pessimisme et de la haine inspirés par la pensée existentialiste qui – d'après Jouhari – sont étrangers à la nature et à l'expérience de la plupart des Marocains¹⁷.

Malheureusement, M. Jouhari ne définit point ce qu'il entend par révolution. Chraïbi ne s'est jamais considéré ni comme marxiste ni comme révolutionnaire. Pour révolté, il l'était, certes, mais sa révolte a été plutôt intérieure. Comme nous l'avons vu plus haut, cette réaction envers l'oeuvre, mais avant tout le personnage de Driss Chraïbi est typique à l'époque et montre bien l'hostilité du public marocain envers l'apport culturel français.

Accepter cette littérature dans une période de confusion d'avant l'indépendance et dans celle des premières années de la décolonisation, où, pour la plupart des intellectuels, le refus de l'Occident sous-entend la négation du soi ne peut passer qu'à contrecœur. Intrus dans le patrimoine littéraire maghrébin et aussi dans celui des Français, elle ne sera légitimée que longtemps après la parution des premiers écrits.

A de rares exceptions près, les écrits des auteurs maghrébins d'expression française sont des romans. Isaac Yetiv, qui a appelé la période d'entre 1952 et 1956 le *quinquennat de l'aliénation*¹⁸ ne parlait que de quelques romans maghrébins dont deux étaient marocains¹⁹. Or, le choix même du genre romanesque relève de l'acculturation, c'est-à-dire de l'aliénation culturelle. De ce qui résulte que déjà le fait d'écrire un roman en pleine lutte contre le colonialisme est considéré par certains critiques, adeptes de l'arabisation comme une prise de position aux côtés de l'Europe.

17 Cf. JOUHARI, 1956. p.1-3 et 7

18 Terme d'Isaac Yetiv

19 Mouloud Mammeri: *La Colline oubliée* (1952); Albert Memmi: *La Statue de sel* (1953); Driss Chraïbi: *Le Passé Simple* (1954) et *Les Boucs* (1955); Djamila Debèche: *Aziza* (1955); Albert Memmi: *Agar* (1955); Mouloud Mammeri: *Sommeil du juste* (1956).

La langue d'expression met en question l'objectif des premiers romans. Écrits en français et s'inscrivant dans l'occidentalisme par le choix du genre et de la langue, leurs auteurs ne peuvent s'adresser qu'à une élite compençant le français et, plus tard à une nouvelle élite qui se cherche encore et dont la langue nationale *retrouvée* porte irréversiblement les marques de l'époque coloniale²⁰.

Ainsi, la langue, en tant que "véritable support d'une personnalité collective" (BENADDI, 1970, p.25) et le contenu des premiers romans se proposent de sources inépuisables de débats parmi critiques et auteurs. Quoique, comme Memmi y a attiré l'attention, l'auteur écrivant en français crie aussitôt sa drame: ce qu'il dénonce, c'est qu'il a été dénoncé par ceux dont il est en train d'utiliser la langue. D'où le refus de chacun des deux parties antagonistes. Les Français reprochent à ces auteurs de trahir la culture européenne en se réclamant la langue et culture orientales. De plus, ils le font dans la langue des Français et finalement, ils éditent ces oeuvres dans des maisons d'éditions françaises.

L'aliénation dans la fiction chraïbienne

Le Passé Simple de Driss Chraïbi a reçu une série d'étiquettes depuis sa parution. Il est à la fois roman de la révolte, dénonciation de la société marocaine, blasphème, roman de l'occidentalisation. Bien que Chraïbi lui-même ait refusé d'être classé comme un "aliéné", prétendant que l'idée de cette classification ne puisse provenir que des critiques dilettants (cf. CHRAÏBI, 1960, p.26-29), nous nous proposons tout de même de faire nôtre l'idée de M. Yetiv et de déduire à partir des pensées de Memmi, de Fanon ou de Sartre en quoi l'aliénation consiste-t-elle dans *Le Passé Simple* de Chraïbi.

Déjà dans l'épigraphe du roman le narrateur place une citation qui provient de Roche, maître français de Driss à l'école. Cette mise en relief du personnage de Roche est imminente jusqu'à la fin du roman mais sa signification se modifie au fur et à mesure que le mécanisme de l'aliénation s'accomplit, c'est-à-dire que le héros, colonisé, arrive à une reconsidération de lui-même et de la valeur attribuée au Colonisateur.

Et le pasteur Noir me dit:

– Nous aussi, nous avons traduit la Bible. Nous y avons trouvé que Dieu a créé les premiers hommes de race noire. Un jour le Noir Caïn tua le Noir Abel. Dieu apparut à Caïn et lui dit: "Qu'as-tu fait de ton frère?"

20 A ce sujet Khatibi ajoute: Le développement au Maghreb d'un genre littéraire comme le roman peut paraître artificiel, puisqu'il ne correspond pas à un besoin senti par les sociétés intéressées, mais qu'il est dû à des raisons externes, du fait que la question nord-africaine était à l'ordre du jour sur le plan international, que la gauche française a prodigué des encouragements à certains intellectuels maghrébins. La lutte anticoloniale a permis aux écrivains maghrébins de s'exprimer et de se faire entendre bien au-delà des frontières de leur pays. C'est ainsi que, pour atteindre une certaine universalité même auprès du monde socialiste et de la plupart des pays du Tiers-Monde, il fallait utiliser le circuit culturel de la Métropole." (KHATIBI, 1979, p.14)

Et Caïn eut une telle frayeur qu'il en devint blanc. Et depuis lors tous les descendants de Caïn sont des Blancs. Albert-Raymond Roche. (Propos recueillis par l'auteur.) (CHRAÏBI, 1996²¹, p.11)

Le cynisme dans les propos de Roche est apparent. Le mot *aussi* place déjà au second rang les Noirs, synonyme d'Opprimés. Dans chaque moment d'importance, le protagoniste évoque les mots de Roche, comme une référence absolue. Une soumission volontaire de la part du Colonisé se dessine. A la première page du roman, on ne voit pas l'intérêt de l'emphase. ("Dans le concert consécutif des muezzins, nous nous levâmes, Berrada, Roche et moi. Nous allumions notre première cigarette de la journée, la première aussi pour Roche, le chrétien.") Elle ne contribue en rien au développement des événements, mais montre nettement l'omniprésence de l'Autre dans les pensées du protagoniste.

Il paraît que l'existence de Roche donne un sentiment de sécurité à Driss: "Le ciel ne me fait pas peur. Il est peuplé de gaz rares et des ratiocinations humaines"²². Roche me l'a dit." (p.15) se dit le héros après avoir refusé de faire pas l'aumône à un mendiant. L'acceptation du Colonisateur est totale. L'événement le plus inférieur suffit pour invoquer le maître et ses moindres gestes peuvent être interprétées par Driss comme des vérités éternelles. Cette admiration du Colonisateur correspond à la première phase de l'aliénation du Colonisé dans la théorie de Memmi.

La déshumanisation

A plusieurs reprises, Driss est humilié par ce maître dont les paroles sont par définition incontestées. M. Roche surnomme le protagoniste de *Tête de Boche*. Ses paroles ne visent que de prononcer des vérités universelles – au moins pour Driss – ou de le rappeler que qu'il n'a que suivre ses conseils (cf. *ibid.* p.13-14). Les complexes d'infériorité de Driss sont évidents et se retournent contre son père, symbole de l'ordre traditionnel que Driss – "presque Européanisé" – refuse²³. Après la mort de son frère, Hamid, le héros ayant une histoire qui soit digne d'être racontée à Roche, l'appelle. Il s'excuse auprès du lecteur: "Naturellement j'ai téléphoné. Ceci n'est pas un ersatz. Sublimier? Si vous voulez! Mais j'opine: il s'agit d'un de ces événements qui n'arrivent pas tous les jours" (p.117)

Il vise à s'approcher de Roche, de s'ouvrir devant lui. Ce qu'il n'a pas osé faire n'étant qu'un Arabe, il va l'essayer parce que cette tragédie – Roche devrait y consentir –

21 Première édition: 1954

22 Le langage de Driss Chraïbi a également fait l'objet d'études. Il se par sa verdeur, sa cruauté et bien des fois par son obscénité. Le style est agressif et hargneux. "Chraïbi a le goût morbide de la souffrance et de la douleur, qu'on rencontre souvent dans les groupes opprimés", écrit Yetiv. (YETIV, 1972, p.90)

23 D'après Memmi, une autre carence survient au niveau de la socialisation de l'enfant colonisé. Vu que les parents eux-mêmes subissent une crise d'identité historique et sociale, leur incertitude influence l'éducation de leurs enfants dans le domaine de la transmission des valeurs traditionnelles. En grandissant, l'adolescent colonisé se trouve face à un modèle familial "désastreux".

l'élève à son rang. Driss croit le *Père Blanc*, et songe à s'élever au rang de celui-ci. Il pense s'humilier pour une dernière fois. Sa façon de parler témoigne d'une soumission parfaite (p.117-118).

Sans doute, Driss tentait de sublimer ses tensions que la mort de son frère a suscitées. Il aurait certainement compté sur l'aide de son maître. En revanche, la réponse de Roche fait preuve d'un désintérêt complet à l'égard de Driss, dont celui-ci ne veut aucunement s'apercevoir. L'hostilité du maître présume d'ores et déjà l'éloignement futur de la révolte de Driss; bref, le rejet de tout ce qui le concerne en tant qu'être humain: "Il faut que l'herbe pousse et que les enfants meurent! avait conclu Roche" (p.119). Driss s'accepte en tant qu'humilié, puisque le jugement provient de l'Autre. Pas question d'en vouloir à son maître. Il se soumet à toutes les réprobations de Roche. "Le Maroc est presque modernisé, il lui faut des titres de noblesse... une gageure, m'a dit Roche." (p.91), se rappelle Driss les "indéniables" paroles du Français.

L'impossibilité de la révolte

Comme Colonisé et Colonisateur sont nécessairement co-présents, le premier par définition ne pourra jamais devenir l'égal du deuxième. La maturation de Driss n'est encouragée que modérément par le maître. Dans la fameuse scène du couteau²⁴ les paroles de Roche sont lourdes de conséquences: "Je considérais le couteau. Que disait Roche? – Depuis l'époque des Califes, vous autres, Arabes, n'avez pas cessé de digérer et de dormir. Ce qu'il vous faut, c'est une bonne petite guerre" (p.46). Driss ferme le couteau. Les conseils de Roche renforcent l'idée de la révolte du protagoniste. Il compte pleinement au consentement de celui-ci. L'incertitude de Roche à propos de la nature de cette guerre ne le décourage pas. Il comprend mal l'hésitation de l'autre. Il pense que le moment de l'épreuve est arrivé et se prépare à la "révolte totale".

Sa haine est entièrement projetée dans son père qui méprise la culture occidentale et la considère comme étant la source de tous les maux²⁵. Ses frères en face desquels il se comporte comme un tyran, ne partagent pas sa rage. Ainsi, Driss quitte seul le bercail. Il casse avec tout ce qui est relatif à son identité marocaine. Il veut appartenir aux Autres, écraser son passé maudit que lui représente le Seigneur²⁶ de la même manière que les Européens ont humilié sa nation – qui n'est plus la sienne.

24 Le père, provocant, donne le couteau à Driss et l'appelle à le tuer pendant ce que celui-ci compte jusqu'à dix. Toute la famille est témoin de la scène. A neuf, Driss ferme le couteau.

25 V. p.30 ou p.261;

26 Il envoie dans la maison du Seigneur son compagnon, le Kilo pour "ramasser tout ce qui peut se vendre". Celui-ci vole le dentier du père que Driss vend sans aucun remords pour avoir de l'argent. (p.187)

La rupture avec les valeurs traditionnelles

Driss se révolte contre l'Orient et toutes les valeurs que ceci représente. Plein d'espoir, il ignore les conséquences de ses actes. Il abjure son père et ses compatriotes qui raniment l'esprit arabe dans le sens que les Européens l'entendent:

Je n'étais plus de ceux qui vidaient un bidon de pétrole sur une tribu de Juifs, une fois le temps, réveils des épopées médiévales, et les regardaient brûler vifs, torches vives; ni de ceux qui léchaient des dattes de Médine et cultivaient le culte des fossiles. (p.78)

Le refus de la haine des Juifs renvoie à l'antisémitisme du père, d'une façon détournée et exagérée. Haïr des Juifs est classé parmi les traditions incapables de surmonter le temps; tout comme le peuple arriéré qui n'est composé que des fainéants. "Mon père s'appelait Roche, mes frères Berrada, Lucien, Tchitcho. Ma religion était la révolte." (p.78), dit-il.

Fanon a insisté sur le rôle déterminant de "l'Église de Blancs" dans l'aliénation des autochtones; les prêtres européens n'appellent pas l'homme colonisé à la foi chrétienne, mais à la foi des Blancs, celle de l'Oppresseur, dit Fanon. Et il ajoute: "comme on le sait, dans cette histoire il y a beaucoup d'appelés et peu d'élus" (FANON, op.cit., p.11). Dans cette optique, Driss se considère délibérément comme élu, appelé par... Roche. Il se rend chez le prêtre europpéen, le Père Blot: "J'abjurais l'islam. Le catholicisme me tentait. Je demandais conseil" (p.192). Le déchirement de Driss se dessine dans cette scène

L'aliénation de Driss le renforce dans sa décision. Lorsqu'il ouvre le télégramme où la mort de Hamid est annoncée. Plus rien ne le retient de quitter sa famille. Ses prétendus frères l'attendent... Évidemment, l'intérêt du Colonisateur est de préserver l'apparence du respect envers les traditions des indigènes. Il tente, avec tous les moyens imaginables, de réprimer leur mouvements. Driss, le révolté, frappe vainement à la porte de ses cama-

27 "Il y a pour la conscience de soi une autre conscience de soi; elle est parvenu *hors d'elle-même*. Ceci a pour signification double que, premièrement, elle s'est perdue elle-même, puisque elle se trouve comme étant une autre essence; et que *deuxièmement*, elle a par là même aboli l'autre, puisqu'elle ne voit pas non plus l'autre comme essence, mais se voit *elle-même* dans l'autre. (...) Chaque individu doit tendre à la mort de l'autre; car l'autre ne vaut pas plus pour lui que lui-même; son essence se présente à lui comme un autre; il est hors de lui-même; il faut qu'il abolisse cet être hors de soi qui est le sien; l'autre individu est une conscience qui est, et qui est empêtrée de toute une série de façons; il faut qu'il contemple son être-autre comme pur être pour soi ou comme négation absolue. Le résultat (...) est (...) une conscience de soi pure et une conscience qui n'est pas purement pour soi (...). Ils sont comme deux figures opposées de la conscience, dont l'une est la conscience autonome, pour qui l'essence est l'être pour soi, et l'autre la conscience non autonome, pur qui l'essence est la vie ou l'être pour un autre; la première est le *maître*, la seconde, le *valet*. (...) La relation du maître au valet s'opère médiatement par l'intermédiaire de l'être autonome; car c'est précisément à cela que le valet est tenu; c'est sa chaîne, dont il n'a pu faire abstraction dans le combat, montrant par là qu'il n'était pas autonome, qu'il avait son autonomie dans la chosité" (HEGEL, G.W.F., *Phénoménologie de l'esprit*, Aubier, 1991, p.150-155. Éd. originale: 1807)

rades. Berrada, Lucien et Tchitcho refusent de l'accueillir. Roche, lui-même le refuse à son tour...

– Je suis un cosmopolite, a dit Roche. Je suis partout chez moi et nulle part je n'ai de gîte. Te recueillir? Où cela? Et pourquoi? Si tu étais encore passif... mais tu ne veux qu'être qu'actif...

– Mais, monsieur Roche, et vos enseignements? Vos critiques-dissections, vos histoires marrantes, vos coups de trique, votre anarchisme?... je vous considérerais comme mon véritable éducateur...

Et alors? Je te fais confiance: ce pays-ci a besoin d'anarchistes. Et qui sait? Un jour peut-être le disciple éclipsera le maître... (p.200)

Le retour au soi

La supériorité de Roche devient progressivement forcée, voire ridicule. Driss, le Colonisé humilié, mais qui est parfaitement conscient de ce qu'il avait sacrifié pour appartenir à l'Autre se rend compte du mensonge de la promesse. L'idée sartrienne de l'aliénation du Colonisateur peut trouver sa justification dans l'hébetement de Roche lors de leur dernière rencontre (p. 217-218). Le maître ne l'est plus, le disciple s'est trouvé plus brillant que lui. Le fait de baisser son regard pour repérer la figure de Roche montre d'ores et déjà l'éloignement de celui-ci: "Je baissai mon regard et vis Roche. Les bras ballants, la bouche ouverte. Il fut à ma hauteur et les bras s'ouvrirent en un geste d'accueil, la bouche confirma cet accueil" (p.217).

La position supérieure qu'essaie de prendre Roche dans le dialogue devient dérisoire. Driss reprend les mots de Roche: "Parfait! a conclu Roche." Maintenant c'est Driss qui conclut. Il a été déjoué, trompé et trahi par la personne dont il était le disciple dévoué. Quoique Roche soit apparemment seul, il utilise la première personne du pluriel: "avant de nous quitter", qui était auparavant un style de parler du Seigneur. (En revanche, dans la dernière partie, les *nous* du père deviennent des *je*.) Les rôles se renversent, Driss est complètement délaissé.

"La part du rêve, notre réel si pressuré...", m'avait dit Roche. Qui m'a renvoyé pour complément d'information aux maîtres ès-comédies françaises. Gide, a-t-il ajouté, je te le recommande, un grand bonhomme. Raymond Roche *dixit*. (p.252)

L'emphase intentionnelle du mot *dixit* suggère que le mot une fois employé pour rendre ridicule les propos du Seigneur (Ce qui est su est su, comme ce qui est mort est mort, le Seigneur *dixit*. (p.16)) appartient désormais à Roche. Celui-ci renvoie Driss aux oeuvres de Gide. Driss en déduira autre chose...

Plus tard, lorsque le Colonisé arrive au stade de la reconsidération des positions entre *maître* et *valet*, il révoque et repense les propos de Roche: "Roche m'a dit qu'en plus de la vie réelle, tout homme portait en lui la part du rêve. Je me suis demandé si cette part-là, chez Victor Hugo, n'était pas précisément la résultante de la médiocrité de sa vie" (p.217). La révélation de Driss n'est pas heuristique. Il retourne chez lui. Sa mère s'est suicidée. C'est son père qui l'accueille. Lui, qui a renoncé à l'Orient a été rejeté par l'Occident. Il dresse le bilan:

Un faux-monnayeur! Tous des faux-monnayeurs! Lucien, Tchitcho, Roche et ce prêtre nasillant. Chacun d'eux m'a traduit à son optique propre. Moi? Un beefsteack. Passé de main en main, soupesé, examiné, flairé, marchandé... Boh! Un beefsteack!

Alors qu'il me soit permis, à moi aussi, de traduire selon l'angle de ma férocité. Des honoraires fabuleux? Le principal actionnaire? Le cosmopolitisme? L'enfance marocaine?²⁸ Mais à qui donc parlez-vous? Je ne suis pas un tuyau de poêle.

Épluchons: vous ne m'acceptez pas. Je ne puis être votre égal. Car c'est cela votre peur secrète: que je le sois. Et que je vienne revendiquer ma place à votre soleil. Eh oui! (p.201)

Devant son devoir de baccalauréat, Driss se souvient des propos de Roche. Il n'est plus évoqué comme maître; il est un vieux *bonze* des amis de Driss. L'amertume et le cynisme imprègnent ses mots:

Un vieux bonze de mes amis, nommé Raymond Roche, m'a dit hier soir: "Nous, Français, sommes en train de vous civiliser, vous, Arabes. Mal, de mauvaise foi et sans plaisir aucun. Car, si par hasard vous parvenez à être nos égaux, si je te le demande: par rapport à qui ou à quoi serons-nous civilisés, *nous*?" Le sujet est: "Liberté, Égalité, Fraternité." Je ne suis pas pleinement qualifié pour en parler. (p.208)

La distinction entre Colonisé et Colonisateur qu'établit Roche est déjà une évidence pour le protagoniste. Sa révolte est un cri sans écho et il en est parfaitement conscient. C'est le Seigneur qui devient l'adjuvant de l'enfant prodigue. "Roche tenait à savoir où j'allais. (...) Le ton et le calme qui chez lui pussent dénoter. Je lui ai dit que je rentrais au bercail" (p.224), raconte-t-il à son père. Leur relation se transforme d'un moment à l'autre. Après une longue discussion le Seigneur – reconnaissant l'étrangeté irréversible de son fils dans le monde oriental – le dirige vers l'Occident.

28 Driss énumère les prétextes qu'inventaient ses camarades pour refuser de l'accueillir.

Synthèse

Dans ce roman mainte fois déconsidéré et reconsidéré le processus de l'aliénation du Colonisé se dessine nettement. Au fur et à mesure que le Colonisé se rend compte des conditions de son existence: du fait que son existence s'inscrit dans celle du Colonisateur, son histoire devient *passé simple*. L'hostilité envers les romans de l'aliénation, leurs auteurs, bref, tous ceux qui se classent parmi les occidentalistes s'explique pas le bouleversement des esprits. La crise d'identité de l'Opprimé ne disparaît point avec la décolonisation, comme le prétendait Fanon. Pour cette littérature qui est imprégnée des conflits coloniaux il faut également du temps pour qu'elle ne soit plus considérée à travers les préjugés.

Références bibliographiques

1. A: H., "Driss Chraïbi, assassin de l'espérance", *Démocratie*, No.2, 14 janvier, 1957, p. 10
2. BELHOUCINE, Saïd, "A propos de Driss Chraïbi et de A. H.", *Démocratie*, No. 9, 2 mars 1957, p. 10
3. BENCHEIKH LATMANI, Mustapha, *L'Espace et l'énonciation dans l'oeuvre romanesque de Driss Chraïbi*, Rabat, Université Mohammed V, Faculté des Lettres, 1991(doctorat de IIIe cycle)
4. CHRAIBI, Driss, "Je renie Le Passé Simple", *Démocratie*, No. 5, 4 fév. 1957, p. 10
5. CHRAIBI, Driss, "Littérature nord-africaine d'expression française", *Confluent*, No. 5, février 1960, Rabat, p. 24-29
6. CHRAIBI, Driss, *Le Passé Simple*, Paris, Gallimard, (coll. Folio, No.1728), 1986, (Première édition: 1954, Paris, Denoël)
7. FANON, Frantz, *Les damnés de la Terre. Préface de Jean-Paul Sartre*, Paris, Maspero, 1974
8. FANON, Frantz, *Peau noire, masques blancs*, Paris, Seuil, 1952
9. HEGEL, G.W.F., "Autonomie et non-autonomie de la conscience de soi; domination et servitude", in: *Phénoménologie de l'esprit* (édition de 1807), Aubier, 1991, p.150-158
10. JOUHARI, M., "La jeunesse marocaine cherche son orientation ", *Perspectives marocaines*, No. 7, février 1956, p.1-3 et 7
11. MEMMI, Albert, "Racisme et Oppression", in: MEMMI, Albert, *L'Homme dominé*, Paris, Gallimard, 1968, p.195-209
12. MEMMI, Albert, *Portrait du colonisé, précédé du Portrait du colonisateur*, Paris, Payot, 1973; (Première édition: Paris, Buchet-Chastel, 1957)
13. SARTRE, Jean-Paul, *Le colonialisme est un système*, in: SARTRE, Jean-Paul, *Situations V*, Paris, Gallimard, 1964, p.25-48
14. SARTRE, Jean-Paul, *Préface au Portrait du colonisé, précédé du Portrait du colonisateur d'Albert Memmi*, in: SARTRE, Jean-Paul, *Situations V*, Paris, Gallimard, 1964, p.49-56 et in: MEMMI, Albert, *Portrait du colonisé, précédé du Portrait du colonisateur*, Paris, Payot, 1973; (Première édition: Paris, Buchet-Chastel, 1957)
15. SARTRE, Jean-Paul, *Préface aux Damnés de la terre, de Frantz Fanon*, in: SARTRE, Jean-Paul, *Situations V*, Paris, Gallimard, 1964, p.167-193
16. YETIV, Isaac, *Le thème de l'aliénation dans le roman maghrébin d'expression française de 1952 à 1956, (Préface de Germaine Brée, Postface de Jean Déjeux)*, Sherbrooke, Québec, CELEF, 1972
17. ZAHAR, Renate, *L'oeuvre de Frantz Fanon*, Paris, Maspero, 1970

L'expédition d'Egypte: rêve napoléonien ou étape pondérée de l'extension française dans la Méditerranée?

Rita JÓKAI
Université József Attila
Szeged — Hongrie

Introduction

“Existe-t-il dans l’histoire de la France une expédition aussi folle, aussi riche en contrastes et aux dénouements plus inattendus que l’expédition d’Egypte?” — répète-t-on la question posée par Jean Tulard¹. Est-ce qu’elle n’était qu’une chimère d’un jeune général épris de la grandeur et de la victoire, imitant les pas d’Alexandre? Benoist-Méchin insiste sur l’importance fatale de l’échec de Bonaparte devant la forteresse de Saint-Jean-d’Acre². Une victoire en Syrie aurait ouvert la route de l’Asie mineure, de la Perse, et de l’Inde, qui séduisait toujours le futur Empereur. En effet, sans la possession de ce clé de la Syrie, son rêve d’établir un empire en Orient, à la base de l’Egypte, ne pouvait que s’effondrer.

En réalité, Bonaparte était trop réaliste malgré des déclarations qu’on lui prête de songer à se tailler, à la façon d’Alexandre, un empire en Orient. Il pouvait se rendre compte de la quantité énorme d’obstacles, à commencer par ceux de la religion et de la langue³. De plus, même la possibilité d’un passage de l’Egypte en Inde, paraît bien peu vraisemblable par rapport aux modestes moyens dont il disposait.

En 1798, il a estimé que l’heure d’un nouveau coup d’État n’avait pas encore sonné. Son prestige tenait à ses victoires et en même temps à sa loyauté inébranlable envers la République et le Directoire. Il songe surtout à s’éloigner pour éviter de compromettre le prestige qu’il a acquis et pour attendre le mécontentement général provoqué par le Directoire: l’Egypte semble une proie facile et elle le fascine depuis longtemps. Ce Corse, après l’occupation des îles Ioniennes, a pressé de toute sa force la continuité de l’extension française dans la Méditerranée. Il a espéré retirer de sa conquête un surcroît de gloire, en attendant que la situation change à son faveur à Paris. Depuis l’échec de sa carrière politique et militaire en Corse, le sort de Bonaparte était intimement lié à la capitale: la con-

1 Jabarti, (Abd-al-Rahman al.), *Journal d’un notable du Caire durant l’expédition française (1789-1801)*, Édition Albin Michel, Paris, 1979, préfacé par Jean Tulard, p. 7.

2 Voir à ce sujet: Benoist-Méchin (J.), *Bonaparte en Egypte ou rêve inassouvi (1797-1801)*, Edition Perrin, Paris, 1978.

3 Tulard (J.), *Napoléon ou le mythe du sauveur*, Editions Fayard, Paris, 1987.p. 96.

quête de l'Égypte ne visait alors que faciliter son arrivée à Paris. On peut donc tenir pour certain qu'il n'a jamais songé à s'enfermer en Égypte, devenir le nouveau Sultan d'Orient, bien qu'il se soit montré fasciné par les champs de bataille ou se sont illustrés César et Alexandre, et qu'il ait été séduit par les ouvrages pressant une expédition (comme ceux de Volney et de Savary). Malgré que Bonaparte ait tenu primordial sa réussite à Paris, l'établissement français en Égypte -en premier lieu- était son oeuvre. Son nom et celui de l'Égypte sont devenus inséparables. Il n'est déjà tout à fait négligeable pour l'histoire qu'il en soit revenu avec un élément essentiel de sa renommée qui lui conférerait un prestige nouveau.⁴ C'est-à-dire, cette conquête éphémère a considérablement contribué à la naissance de sa légende et à sa réussite de prendre le pouvoir. Aucun autre général ne possédait un tel charisme, comparable au sien, lui conféré par cette expédition. Il pouvait définitivement se distinguer d'eux: désormais, un reflet oriental, répandu de sa personne, excite une curiosité qu'il entretiendra artistement (comme le cortège toujours présent de son Mamelouk, Roustan, cadeau des Égyptiens).

Bien que la conquête ait facilité l'ascension de Bonaparte et son exécution ait été inséparable du jeune général, l'idée même de l'expédition n'était pas la sienne. Certes, c'était lui qui, avec l'approbation de Talleyrand, a engagé le Directoire dans cette politique nouvelle d'expansion maritime en Méditerranée orientale, mais celle-ci avait été aussi l'une des préoccupations constantes de l'Ancien Régime. C'est-à-dire, cette expédition se relie essentiellement et logiquement à l'extension française déjà commencée dans la Méditerranée, et en même temps elle projet la colonisation française classique du XIXe siècle (pourtant elle se distingue considérablement de cette dernière).

Les origines de l'expédition d'Égypte

Le premier projet colonial visant l'Égypte, remonte au règne du Roi-Soleil. C'était le plan de Gottfried Wilhelm Leibnitz⁵, destiné à détourner Louis XIV de la Hollande⁶. Leibnitz, attaché au cabinet de l'Électeur de Mayence, s'est effrayé, en 1672, de la guerre que Louis XIV préparait contre les Provinces-Unies: il est parti donc pour Paris et a remis au ministre Arnould de Pomponne un mémoire en latin: *De expeditione Aegyptiaca regis Franciae proponenda Leibnitii justa dissertatio* (Discours véridique de Leibnitz au sujet de l'expédition d'Égypte à proposer au roi de France)⁷. Bien que son mémoire soit arrivé

4 Bainville (J.), *Bonaparte en Égypte*, Édition Balland, Paris, 1997. p. 128.

5 Leibnitz, Gottfried Wilhelm: Philosophe et savant allemand (1646-1716). A Nuremberg où il s'était affilié à la confrérie des Rose-Croix, il rencontra le baron Boyneburg, conseiller de l'électeur de Mayence, qui l'introduisit dans la vie publique et les affaires politiques. En 1672, il se rendit à Paris pour une mission diplomatique: décider Louis XIV à faire la conquête de l'Égypte. Il y séjourna jusqu'à 1676, quand il se rendit à Hanovre. A part quelques voyages, et tout suivant la vie politique du Hanovre et de l'Europe, il consacra le reste de sa vie à la rédaction de ses ouvrages principaux: mathématiques, théologiques, historiques et juridiques, logiques et philosophiques.

6 Burke (P.), *Louis XIV, Les stratégies de la gloire*, Éditions du Seuil, Paris, 1995. p. 149.

7 Cité par Benoist-Méchin (J.), *Bonaparte en Égypte*...op. cit. p. 21.

trop tard et la guerre soit ouverte, son projet n'est pas moins intéressant. Il veut attirer l'attention de Louis XIV sur l'Égypte et le convaincre que cette expédition ne portera que peu de risques et elle sera fructueuse pour la France: "Je veux parler, Sire, de la conquête de l'Égypte. De toutes contrées du globe, l'Égypte est la mieux située pour acquérir l'empire du monde et des mers [...]. La position de l'Égypte ouvrira une prompt communication avec les riches contrées de l'Orient; elle liera le commerce des Indes à celui de la France et fraiera le chemin à de grands capitaines, pour marcher à des conquêtes dignes d'Alexandre."⁸ Après cette entrée en matière, il insiste sur la faiblesse militaire et navale des Turcs et il esquisse les avantages que Louis XIV tirerait de cette entreprise dans la guerre qu'il menait contre les Hollandais. Il terminait par ces mots: "Sire, ce n'est pas chez eux que vous pouvez vaincre ces republicains. Vous ne franchirez pas leurs digues et vous mettrez l'Europe de leur côté. C'est en Égypte qu'il faut les frapper. Là, vous trouverez la grande route du commerce de l'Inde, vous enlèverez ce commerce aux Hollandais, vous assurerez l'éternelle domination de la France dans le Levant; vous jouirez toute la Chrétienté, vous remplirez le monde d'étonnement et d'admiration; loin de se liguier contre vous, l'Europe vous applaudira."⁹

Bien que Louis XIV n'ait pas pu ou n'ait pas voulu accepter la solution "leibnitienne", l'idée n'était pas morte. Sous le règne de Louis XV, le duc de Choiseul¹⁰ l'a reprise. Le ministre des Relations Extérieures a cherché à prendre revanche contre l'Angleterre, car la France a été battue au Canada par les Anglais et, par le traité de Paris (1763) elle était contrainte d'abandonner ses possessions d'Amérique, à l'exception de la Louisiane et des Antilles. Il a sommé donc les objectifs primordiaux du Ministère politique: "Ce Ministère, je dois le répéter, a eu deux vues depuis 1763, qu'il a suivies avec la plus grande attention: la première, de conserver la paix, en attaquant et détruisant les projets d'Alliance des ennemis de la France (...). La deuxième vue du Ministère a été de compenser, par de nouvelles acquisitions pendant la paix, les cessions que les malheurs de

⁸ Ibidem. p. 22.

⁹ Ibidem. p. 22.

¹⁰ Choiseul, Etienne François, duc de: Homme politique français (1719-1785). Après de brillants débuts militaires, il acquit par son esprit et son habileté l'appui de Mme Pompadour, entra dans la carrière diplomatique, et parvint au pouvoir qu'il exerça de 1758 à 1770 (il fut secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, recevant également les portefeuilles de la Guerre et de la Marine). Son premier but fut de préparer la revanche contre la Grande-Bretagne, au lendemain du traité de Paris. Resté fidèle à l'alliance autrichienne, à laquelle il avait contribué, il la renforça par le second traité de Versailles, et la compléta par l'alliance espagnole. Il accomplit une réforme profonde de l'armée et de la marine, qui allait permettre les succès français lors de la guerre d'Indépendance américaine. L'acquisition de la Corse constitua un avantage important sur le plan stratégique. Mais cette politique étrangère n'était pas sans faiblesse: la négligence de Choiseul à l'égard du développement de la puissance russe aboutit au partage de la Pologne. De plus son attitude ambiguë, flattant l'opinion et encourageant l'Encyclopédie ou les parlements, eut pour conséquence le renforcement de l'opposition parlementaire, qui devint très violente à la fin de son ministère. Les difficultés financières s'étaient encore aggravées du fait des dépenses militaires. Ce furent là, sans doute, outre la mort de Mme de Pompadour et l'hostilité de Mme du Barry qu'il n'avait pas su se concilier, les causes de son renvoi et de l'avantage que Maupeou prit sur lui. En 1770 il était exilé sur ses terres de Chanteloup, où il a créé un foyer actif d'opposition. Il fut autorisé par la suite à revenir à Paris, mais ne joua plus aucun rôle politique.

la guerre avoient obligé de faire aux ennemis en 1762, de manière que le Royaume de Votre Majesté se trouvât aussi puissant qu'il étoit avant une guerre malheureuse."¹¹

Pour se venger de ces immenses pertes, Choiseul a considéré d'une part l'expédition d'Égypte comme un moyen de couper l'une des routes de l'Inde vers l'Angleterre, portant de cette façon un coup très dur à l'industrie et au commerce britanniques. D'autre part, l'Égypte pourrait compenser les pertes françaises en Amérique et dans les îles.

Par surcroît, les commerçants français n'aurait pu qu'approuver une telle expédition. Au Levant, rivalisant avec les Anglais, les Français y vendaient les draps du Languedoc, des cochenilles achetées à Cadix, des sucres, des cafés, des étouffes de Lyon, des savons etc. Ils importaient surtout des produits bruts comme du coton, de la laine, des cuirs, des drogues, des soies etc. Les échanges avec l'Égypte, la Syrie et la Turquie proprement dite, sont arrivées au deuxième rang des mouvements coloniaux: après des Antilles, mais avant les Indes orientales. C'est dire que le négoce attachait du prix à ce marché et qu'il s'est employé à le conserver, tantôt contre les Hollandais, tantôt contre les Anglais¹².

En somme, les arguments de Leibnitz n'ont pas perdu leur actualité: sauf qu'entre temps, le rapport des forces en Europe avait changé. La rivale la plus dangeueuse de la France n'était plus la Hollande, mais l'Angleterre; et la puissance ottomane, dont dépendait l'Égypte, commençait à décliner. Cette faiblesse était signalée aussi dans les rapports sur l'Orient des voyageurs, des commerçants ou des agents consulaires, qui pressaient la conquête d'Égypte. Ils prouvaient qu'à cause de l'éclipse général du l'empire, le Sultan ne pouvait garder qu'une souveraineté nominale sur l'Égypte. Puisqu'elle n'appartenait pratiquement à personne, il était clair que si la France ne s'en emparait pas à temps, l'Angleterre n'hésiterait pas à s'y installer à sa place.

Malgré le bien-fondé de ces arguments et malgré les avantages possibles de cette conquête, Choiseul y a renoncé. Dans sa décision, la crainte d'une résistance possible de la part des indigènes a joué certainement un rôle important, et il ne voulait pas en même temps perdre l'amitié de la Sublime Porte, alliée traditionnelle de la France. Bien qu'il n'ait pas occupé l'Égypte, l'extension dans la Méditerranée restait l'une de ses préoccupations. En outre qu'il a protégé le soulèvement des colonies américaines contre leur mère patrie, il a réussi à acquérir la Corse, point stratégique d'une grande valeur dans la Méditerranée, convoitée depuis longtemps par les Anglais aussi.

Choiseul, dans son compte qu'il a rendu au Roi, a éclairé lui-même l'utilité de cette conquête: "Voilà pourquoi, Sire, j'ai cru que Votre Majesté pouvait entreprendre l'acquisition de la Corse. L'Angleterre a senti mieux que l'on ne l'a senti en France, l'avantage de cette acquisition, elle a vu qu'en tems de guerre cette île étoit un point essentiel pour le soutien du commerce de la France dans le Levant; elle a prévu que cette possession consolidée procureroit à Votre Majesté le moyen facile de donner la loi à toutes

11 Choiseul (E-F.duc de), *Mémoires*, Chez Buisson, rue Hautefeuille, à Chanteloup et à Paris, 1790. p. 106.

12 Pluchon (P.), *Histoire de la colonisation française*, Editions Arthème Fayard, Paris, 1991. Tome I. p. 477.

les côtes d'Italie; elle a vu que les Marines de France et d'Espagne pourroient former le projet de combattre la Marine d'Angleterre dans l'Océan, et celui de la primer dans la Méditerranée, avec infiniment moins de dépenses, qu'il n'en peut coûter à l'Angleterre pour soutenir Giblaltar et Mahon. Je crois que la Corse peut assurer à Votre Majesté et à l'Espagne cette domination dans la Méditerranée, et que cette île est plus essentielle au Royaume, onéreuse que ne l'auroit été une île en Amérique, très difficile et très coûteuse à défendre en tems de guerre, et qui ne procureroit que des avantages de commerce momentanés; je crois que je puis même avancer que la Corse est plus utile, de toutes manières, à la France, que ne l'était ou ne l'auroit été le Canada.

Les Anglois ont vu, ainsi que moi, Sire, les avantages de la Corse, ils ne s'y font pas opposés, ils n'ont marqué qu'un mécontentement impuissant, parce qu'ils n'avoient pas de système de politique, et que la Corse était sous la domination de Votre Majesté avant qu'ils eussent eu le temps de penser aux moyens de s'y opposer.

La Cour de Vienne n'est pas plus contente que celle de Londres de la possession de la Corse par la France, mais elle n'a rien dit parce que son système de politique l'unit à la France, et la force à ne point s'opposer à ses opérations; de sorte que dans cette occasion, qui n'a fait en France qu'une sensation de désapprobation, nous sommes parvenus à notre but par les deux contraires; l'Angleterre et l'Empire ne se sont pas opposés: l'une parce qu'elle n'avoit pas de système de politique, et l'autre parce qu'il en avait un."¹³

De cette façon la Corse — dont les maîtres s'alternaient constamment pendant son histoire tourmentée — devenait de nouveau la victime de la grande politique.

Naturellement, l'importance de cette île n'était pas comparable à celle de l'Egypte. Nombreux mémoires concernant la conquête de ce pays avaient été présentés à Louis XVI aussi: des rapports 1781 et 1785 au maréchal de Castries, ministre de la Marine, sur le commerce de l'Inde par l'Egypte, le rapport de baron Tott, mémoire de Truguet en 1784, rapports de la mission du vice-amiral Rosily en 1787, mémoire militaire et politique sur l'Egypte par le comte de Saint-Priest en 1789...etc¹⁴. L'Egypte, et même tout l'Orient, séduisait des voyageurs célèbres, qui l'avaient mise à la mode. Surtout les ouvrages de Savary et de Volney suscitaient un vif intérêt envers ce monde étrange. C'est en 1776 que Claude Etienne Savary (1750-1788) est parti pour l'Egypte, et y a passé trois ans. Auteur d'une *Vie de Mahomet*, d'une *Morale de Mahomet* et traducteur de la *Coran*, Savary ne devient célèbre que par ses *Lettres sur l'Egypte*, publiées en 1785. L'Egypte l'a enchanté, il tombe amoureux de l'ancien pays des pharaons, qui n'était point apprécié par ses nouveaux maîtres. Il conclut plusieurs de ses lettres par véritables plaidoyers en faveur d'une expédition qui régènerait l'Egypte. La peinture de Volney¹⁵ sur l'Egypte est complète-

13 Choiseul (E.-F. duc de), *Mémoires*, Chez Buisson, rue Hautefeuille, à Chanteloup et à Paris, 1790. pp. 103-105.

14 Poniatowski (M.), *Talleyrand et le Directoire (1796-1800)*, Librairie Académique Perrin, Paris, 1982. p. 433.

15 Volney, Constantin François de Chasseboeuf, comte de: *Philosophe et écrivain français (1757-1820)*. Après des études de droit et de médecin, il se rendit au Proche-Orient et se fit connaître à son retour par son "Voyage

ment différente de celle de Savary. Au lieu du pays des miracles, il nous montre le sort sombre et accablant de l'Égypte. Son ouvrage, *Voyage en Égypte et en Syrie*, fruit de son séjour en ces deux pays de 1783 à 1785, a influencé Bonaparte aussi; ce dernier l'a annoté et s'est acquiert de cette façon une foule de renseignements sur la topographie, le climat et les mœurs du pays. Il y a trouvé aussi la description de l'état politique de ce pays, du despotisme illimité des Mamelouks¹⁶: "On a pu juger l'état civil des habitants, par leurs divisions en races, en sectes, en conditions, par la nature d'un gouvernement qui ne connaît ni propriété, ni sûreté de personne, et par l'usage d'un pouvoir illimité confié à une soldatesque licencieuse et grossière: enfin l'on peut apprécier la force de ce gouvernement, en résumant son état militaire, la qualité de ses troupes; en observant que dans toute l'Égypte et les frontières il n'y a ni fort, ni redoute, ni artillerie, ni ingénieurs, et que pour la marine, on ne compte que les vingt-huit vaisseaux et cayesses de Suez, armés chacun de quatre pierriers rouillés, et montés par des marins qui ne connaissent pas la boussole."¹⁷ En outre de son importance historique, ce récit facilitera à Bonaparte d'apprécier les points forts et surtout les défauts de l'ennemi. Il est certain que ces phrases de Volney ne pouvaient échapper à ses yeux vigilants: "Les Mamelouks ne connaissent rien de notre art militaire, ils n'ont ni uniformes, ni ordonnance, ni formation, ni discipline, ni même de subordination. Leur réunion est un attroupement, leur marche est une cohue, leur combat est un duel, leur guerre est un brigande [...]"¹⁸ L'auteur a attiré aussi l'attention sur le sort déplorable des Égyptiens: "Là où le cultivateur ne jouit pas du fruit de ses peines, il ne travaille que par contrainte, et l'agriculture est languissante: là où il n'y a point de sûreté dans les jouissances, il n'y a point de l'industrie qui les crée, et les arts sont dans l'enfance: là où les connaissances ne mènent à rien, l'on ne fait rien pour les acquérir, et les esprits sont dans la barbarie. Tel est l'état de l'Égypte[...]"¹⁹. Il signale l'aspect anarchique de cette société: "Tout ce que l'on voit ou l'on entend, annonce que l'on est dans le pays de l'esclavage et de la tyrannie. On ne parle que de troubles civils, que de misères publiques, que d'extorsions d'argent, que de bastonnades et de meurtres. Nulle sûreté pour la vie et de la propriété."²⁰ La conclusion finale de Volney, paradoxa-

en Égypte et en Syrie"(1787). Représentant du tiers état, puis secrétaire de l'Assemblée (1790), il rédigea alors son oeuvre la plus célèbre: "Les Ruines ou Méditations sur les révolutions des empires" (1791). Emprisonné lors de la Terreur, il fut membre du Comité de l'instruction publique sous le Directoire. Il peut être considéré par ses travaux comme le moraliste et le sociologue du groupe des idéologues.

16 Mamelouks: membres d'un milice qui ont occupé le pouvoir en Égypte de 1250 à 1517. Dès le XIII^e siècle, les mamelouks formaient une milice d'élite au service de la dynastie ayyubide. Ils étaient recrutés parmi des esclaves blancs: Slaves, Grecs, Tchérkesses et surtout Turcs. En 1250, ils ont exécuté le dernier sultan ayyubide et ont acquis le pouvoir sur le pays. Ils pouvaient le conserver jusqu'à 1517, quand le sultan ottoman, Sélim I^{er} détruisait le sultanat mamelouk. Mais les chefs mamelouks, munis du titre de beys, ont conservé les gouvernements des provinces qui constituaient leur sultanat et qui étaient annexés à l'Empire Ottoman. Réduisant peu à peu le pouvoir du pacha nommé par Constantinople, les Mamelouks redevenaient les maîtres de l'Égypte à la fin du XVIII^e siècle.

17 Volney, *Voyage en Égypte et en Syrie*, Editions Mouton et Co, Paris, 1959; p. 145.

18 Ibidem. pp. 105-106.

19 Ibidem; p. 111.

20 Ibidem. p. 112.

lement, est la même que celle de Savary: ce pays misérable, pour l'amour des Egyptiens et surtout pour sauvegarder leur fabuleux passé, est bon à prendre. Bonaparte pouvait prendre ces lignes comme une invitation personnelle: "C'est l'intérêt de ce peuple, sans doute, plus que celui des monuments, qui doit dicter le souhait de voir passer en d'autres mains l'Egypte[...]. Si l'Egypte était possédée par une nation amie des beaux-arts, on y trouverait, pour la connaissance de l'antiquité, des ressources que désormais le reste du monde nous refuse[...]. A la vérité, le delta n'offre plus de ruines bien intéressantes, parce que les habitants ont tout détruit. Mais le Said moins peuplé, mais la lisière du désert en ont encore d'intact. On en doit surtout espérer dans les oasis, ces îles séparées du monde par une mer de sable, ou nul voyageur connu n'a pénétré depuis Alexandre. Ces cantons, n'ayant point subi les dévastations des Barbares, ont du conserver leurs monuments, par cela même que leur population a déperî ou s'est anéanti; et ces monuments, enfouis dans le sable, s'y conservent comme un dépôt pour les générations futures. C'est à ce temps, peut-être moins éloigné qu'on ne pense, qu'il faut remettre nos souhaits et notre espoir."²¹

Le projet redécouvert par Talleyrand et Bonaparte

De toute façon, l'idée de la conquête était mise en écart pendant le règne de Louis XVI, et même pendant les premières années de la Révolution Française, dont la préoccupation primordiale n'était que garder, ou plutôt renforcer le rôle de la France en Europe.

C'est seulement vers 1797 que Talleyrand croit habile de reprendre à son compte l'idée de Choiseul, et en même temps le victorieux général de l'armée d'Italie a tourné aussi ses yeux vers cette partie du bassin méditerranéen.

Quelles sont donc les raisons qui ont contribué enfin à la réalisation de cette expansion tellement souhaitée depuis longtemps?

Naturellement, comme au temps de Louis XV, l'Angleterre était l'ennemi irréconciliable de la France et de cette façon l'intérêt d'occuper les territoires égyptiens était le même en 1797 (c'est-à-dire l'Egypte serait une certaine compensation des pertes subies en Amérique et dans les Indes et il s'agissait de l'atteindre à un point vulnérable, à la jonction de l'Afrique et de l'Asie, afin de menacer l'Inde à revers) et les hostilités ouvertes avec "la perfide Albion" semblaient le justifier.

En outre de la volonté de revanche militaire, des raisons économiques pressaient aussi cette extension. Dans le trafic du Levant l'éclipse de la présence française était incontestable. Les tissus britanniques, produits à meilleur marché grâce à la mécanisation de l'industrie textile anglaise, faisaient une concurrence de plus en plus importante aux produits français sur les marchés de l'Asie Mineure et de l'Egypte²². Il est tout à fait évident donc que le souhait des commerçants français a été d'établir la première place du

21 Ibidem. pp. 156-157.

22 Godechot (J.), *La grande nation*, Edition Aubier Montaigne, Paris, 1983. p. 86.

commerce français dans la Méditerranée et y expulser les rivaux anglais. La conquête du Malte répond aussi à cette exigence, en outre elle s'inscrit logiquement dans la cadre de l'extension méditerranéenne. Sans la possession de cette île, il était impossible pour la France de recouvrir dans la Méditerranée le rôle capital. Pendant la deuxième moitié du XVIII^e siècle Malte avait servi d'entrepôt et de relais dans le commerce français du Levant²³. Avant 1789, elle était considérée, dans tout l'Orient méditerranéen, comme une véritable colonie de la France. Cette relation étroite n'est rompue qu'à la suite de la confiscation des biens de l'Ordre en France, et dans les régions occupées de l'Allemagne et de l'Italie. La rupture est devenue plus manifeste en 1797 par l'élection d'un Allemand, le baron Hompesch, à la grande-maîtrise; ce choix n'a montré que l'espoir des chevaliers d'obtenir l'appui de l'Autriche. Talleyrand a attiré l'attention de Bonaparte sur ce danger, dans sa lettre qui date de 23 septembre 1797: "Depuis que Malte s'est donné un grand-maître autrichien M. de Hompesch, le Directoire s'est confirmé dans le soupçon que l'Autriche visait à s'emparer de cette île...Il désire que vous preniez des mesures pour empêcher que Malte ne tombe entre dans ses mains."²⁴ En outre des intérêts propres des commerçants, les milieux économiques, eux aussi, voyaient une occasion intéressante de s'emparer des riches terres agricoles du delta égyptien, comme cela sera le cas trente ans après en Algérie.

Il y avait aussi une motivation déterminant la réalisation de l'expédition: dès la fin de l'année 1797, le Directoire a déjà affirmé un plan d'expansion en Méditerranée. Au célèbre traité de Campo-Formio, Bonaparte — sensible à l'éclipse de la France dans la Méditerranée et désireux y porter remède — a partagé la République de Venise entre l'Autriche, la Cisalpine et la France, qui a reçu des îles Ioniennes: Corfou, Céphalonie, Zante et quelques îlots. Bonaparte les a considérés comme le point de départ d'une extension méditerranéenne plus vaste. En formant avec ces îles trois départements français (Corcyre, Ithaque et mer Egée), la France a établi un contact direct avec l'Empire Ottoman²⁵. De cette manière, la faiblesse de ce dernier devenait plus facile à mesurer et elle a considérablement augmenté le nombre des partisans de l'expansion.

Parmi les raisons qui pressaient l'extension méditerranéenne de la France, on ne doit pas négliger celle qui, du point de vue diplomatique, justifiait l'intervention, ou du moins lui servait de prétexte: la situation désespérée des marchands français en Egypte.

Ils étaient essentiellement Occitans, et en particuliers Provençaux originaires de Marseilles. Cette "nation française" — dont la permanence en Egypte concourait à maintenir l'intérêt des Français pour ce pays — a joué un rôle signifiant dans le grand commerce égyptien, bien que son nombre n'ait pas dépassé deux-cent²⁶. De plus, de tous les Européens, seuls les Italiens et les Français comptaient comme groupes constitués et re-

23 Ibidem. p. 208.

24 Talleyrand (Ch.-M.), *Mémoires*, Tome I. (1754-1807), Librairie Plon, Paris, 1957. p. 283.

25 Godechot (J.), *La grande...* op.cit. p. 86.

26 Brégeon (J.-J.), *L'Egypte française au jour le jour* (1798-1801), Perrin, Paris, 1991. p. 47.

connus. Les Français bénéficiaient aussi de la représentation consulaire²⁷. Pourtant ces privilèges n'ont pas garanti la sécurité des marchands français. Ces négociants, établis à Alexandrie, à Rosette et au Caire, se plaignaient des confiscations, des vexations et des avanies qu'ils subissaient depuis que les beys Mamelouks — Ibrahim et Mourad — exerçaient en Egypte l'autorité soustraite à la Porte. Depuis 1795, les réclamations, les demandes de protection et d'assistance ne cessaient d'arriver à Paris, mais les protestations du Directoire étaient restées sans effet. Le consul de France, Magallon, ne pouvait que suggérer une solution drastique: la conquête du pays²⁸.

L'importance évidente de ces raisons a été reconnue par Talleyrand, qui a bien vu que ces projets coïncidaient avec les rêves de Bonaparte. La question orientale avait été souvent débattue dans les lettres échangées entre le général de l'armée d'Italie et le ministre ex-évêque. Dans l'une de ses lettres à Bonaparte, Talleyrand accepte l'idée du général concernant la nécessité de s'emparer de l'Egypte: "Quant à l'Egypte, vos idées à cet égard sont grandes et d'utilité doit en être sentie... L'Egypte, comme colonie, remplacerait le commerce des Indes, car tout, en matière de commerce, réside dans le temps, et le temps nous donnerait cinq voyages contre trois par la route ordinaire."²⁹

L'une des préoccupations de Talleyrand, dès 1797, était de convaincre le Directoire de l'importance de la colonisation. Dans sa communication à l'Institut, le 3 juillet, il se présentait comme le porte-parole des intérêts et des ambitions colonialistes. Il a commémoré le sens politique perspicace du duc de Choiseul, et c'est probablement ici la première allusion publique à une colonisation de l'Egypte par voie de négociations: "M. le duc de Choiseul, un des hommes de notre siècle qui a eu le plus d'avénir dans l'esprit, qui déjà en 1769 prévoyait la séparation de l'Amérique et de l'Angleterre et craignait le partage de la Pologne, cherchait dès cette époque à préparer par des négociations la cession de l'Egypte à la France, pour se trouver prêt à remplacer par les mêmes productions et par un commerce plus étendu les colonies américaines, le jour ou elles nous échapperaient..."³⁰ Treize jours plus tard, nommé ministre des Relations extérieures, il a inclus tout naturellement l'expédition d'Egypte dans ses projets. Dans son "Rapport au Directoire exécutif sur la question d'Egypte"³¹ de 13 février 1798, en flattant le Directoire, il a précisé pour la première fois son idée fixe: "L'Egypte fut une province de la République romaine, il faut qu'elle le devienne de la République française. La conquête des Romains fut l'époque de la décadence de ce beau pays, la conquête de la France sera celle de la prospérité. Les Romains ravirent l'Egypte à des rois illustres dans les arts, les sciences etc. Les Français l'enlèveront aux plus affreux tyrans qui aient jamais existé. L'ancien

27 Ibidem. p. 46.

28 Godechot (J.), *La grande...* op. cit. p. 86.

29 Talleyrand (Ch.-M.), *Mémoires...* op. cit. p. 283.

30 Talleyrand (Ch.-M.), *Essai sur les avantages à retirer de colonies nouvelles dans les circonstances présents*, le 25 messidor an V (3 juillet 1797), publié dans le *Recueil des mémoires de l'Institut, classe des sciences morales et politiques*, Tome II. première série, 1799. p. 255.

31 Ibidem. p. 288.

gouvernement de la France s'était longtemps nourri le projet de cette conquête, mais il était trop faible pour s'y livrer. Son exécution était réservée au Directoire exécutif, comme le complément de tout ce que la Révolution française a présenté au monde étonné de beau, de grand, d'utile... Le Directoire exécutif doit recourir à la force des armes. Il n'a y que ce moyen d'amener les beys au respect de la République française(...). L'Egypte occupée et fortifiée on fera partir de Suez un corps de quinze mille hommes à destination de l'Inde pour se joindre aux force de Tipou-Sahib³² et chasser les Anglais. Ce plan peut paraître téméraire, mais là-dessus j'ai consulté l'homme qui a le plus longtemps résidé en Egypte et que la Providence semble avoir voulu conserver pour l'avantage de la République, M. Magallon, consul au Caire, et il croit que c'est un des moyens les plus sûrs d'accélérer la perte des ennemis qui nous résistent encore(...)"

Mais au début de l'année 1798, le Directoire hésitait encore: il rêvait de s'attaquer à l'Angleterre même. En finir avec les Anglais par l'invasion de leur île, n'était pas une idée nouvelle. Hoche³³ avait été chargé d'une descente en Irlande, au moment où Bonaparte était envoyé en Italie. Hoche avait perdu un an à organiser cette expédition chimérique. Bonaparte — nommé après le traité de Campo-Formio (le 5 décembre 1797) le commandant en chef de l'armée d'Angleterre — était peu décidé de se risquer dans une telle entreprise, ou Hoche s'était déjà échoué. En février 1798 il est parti inspecter les ports ou devait se concentrer la flotte d'invasion. Bonaparte, après une inspection des côtes de la Manche et sur le rapport de Desaix envoyé en Bretagne, s'est rendu compte de l'impossibilité de ce vaste projet. Pour l'invasion de l'Angleterre, la première condition manquait: une flotte capable de se mesurer avec la flotte anglaise.

Dans son rapport de 23 février 1798 au Directoire, Bonaparte a reconnu qu'un débarquement en Angleterre, dans l'état actuel de la marine française, était irréalisable. Le Directoire devait donc abandonner son plan, et il a accepté enfin, le 5 mars 1798, le projet de l'expédition d'Egypte. Il faut mentionner aussi, que le Directoire, commençant à trouver Bonaparte dangereux à cause de sa popularité naissante, ne voit pas d'un mauvais oeil qu'il aille exercer ses talents au loin³⁴.

32 Le sultan de Mysore, Tipou-Sahib, qui avait eu à se plaindre en 1791 des Anglais, recherchait l'appui des Français pour prendre sa revanche. Il recueillit à Seringapatam les défenseurs de Pondichéry chassés en 1793 par des Anglais, puis appela le Directoire à son secours.

33 Hoche, Lazare Louis: Général français (1768-1797). Entré dans les gardes françaises en 1784, il fut nommé général de division et commandant en chef de l'armée de Moselle (1793). Après un échec devant les troupes de duc de Brunswick à Kaiserslautern (28-30 nov. 1793), il reprit l'offensive, battit les Autrichiens près de Woerth, réoccupa les lignes de Wissembourg, débloqua Landau (28 déc. 1793) et pénétra dans Spire. Dénoncé comme suspect par son rival Pichegru, il fut emprisonné peu après jusqu'à 27 juil. 1794. Ayant repris son commandement, il fut chargé par la Convention thermidorienne de la pacification des régions de l'Ouest, et lutta avec succès contre les émigrés royalistes, débarqués à Quiberon avec l'appui des Britanniques (juin-juil. 1795). Placé à la tête de l'expédition d'Irlande (déc. 1796), il échoua du fait de la tempête. Après la victoire de Neuwied (juil. 1797) il fut nommé ministre de la Guerre (juil. 1797), puis reprit son commandement à la tête de l'armée d'Allemagne, mais mourut peu après.

34 Fargette (G.), *Méhémet Ali, Le fondateur de l'Egypte moderne*, Edition l'Harmattan, Paris, 1996. p. 14.

Les plaintes de tous les Français d'Orient servirent à légitimer l'intervention. Comme le Directoire voulait garder l'amitié de la Sublime Porte, il n'a accentué que la nécessité de châtier les beys révoltés contre l'autorité du Sultan, impuissant à les soumettre. Mais l'idée de punir des Mamelouks révoltés pour soutenir l'autorité du Sultan ottoman tout en s'emparant d'un de ses territoires, était illusoire. A Talleyrand revenait le soin de convaincre la Sublime Porte que l'expédition n'est en rien dirigée contre lui, mais contre les Mamelouks et, indirectement contre l'Angleterre. Afin de faciliter des démarches diplomatiques auprès du gouvernement turque, après la mort du général Aubert-Dubayet, l'ambassadeur français à Constantinople, Talleyrand a posé aussi sa candidature. Bonaparte l'a soutenu, car il estimait que dans une situation si délicate, seul un homme ayant la compétence politique de Talleyrand était apte à accomplir une telle mission³⁵. Mais, Talleyrand restait enfin à Paris, peut-être de crainte d'être évincé, en son absence, des Relations extérieures, ou il n'avait pas beaucoup d'illusions concernant la réaction des Turcs par rapport de la présence française en Égypte.

Restant à Paris, la véritable objectif que poursuivait Talleyrand était de gagner du temps, afin de permettre aux troupes françaises de disposer d'un délai suffisant pour débarquer en Égypte.

Le déroulement de l'expédition

L'expédition d'Égypte a quitté les côtes de France et d'Italie le 19 mai 1798. Seule une poignée d'hommes connaissait la destination exacte des ces immenses flottes. Mais, les journaux se faisaient déjà une idée de tous ces préparatifs. En février 1798, Le Courrier du Directoire a dévoilé le but véritable des troupes françaises: "L'aile gauche de l'armée d'Angleterre s'organise. Sous cette dénomination qui ne trompe personne, sauf peut-être l'opinion publique, se prépare une expédition qui n'est en fait destinée à rien moins qu'à l'Égypte. Convaincu par les démonstrations du général Bonaparte et du ministre de Talleyrand, le Directoire a donné son assentiment à cette opération qui pourrait paraître risquée(...)." ³⁶

Le premier objectif de l'expédition était de s'emparer de l'île de Malte. Bonaparte espérait bien qu'il n'aurait pas à entreprendre un siège en règle: le secrétaire de la légation française à Gênes, Mathieu Poussielgue, qui avait visité Malte en décembre 1797, avait mis dans ses intérêts les chevaliers partisans de la France et des idées révolutionnaires. Il avait constaté aussi, que la population maltaise était hostile à l'Ordre, qui administrait l'île despotiquement. De toute façon, sa mission n'était pas sans succès: le 9 juin, lorsque l'expédition s'est présentée au large de Malte, les dissensions prévues et préparées par Poussielgue, empêchaient toute défense efficace. Le lendemain, le 10 juin, le grand-maître

35 Poniatowski (M.), Talleyrand...op. cit. pp. 453-454.

36 Cité par Caillet (G.), *Le journal de Napoléon*, Editions Denoel, Paris, 1978.

demandait déjà une suspension d'armes, bientôt transformée en capitulation: la ville et les forts de Malte étaient remis à l'armée française, l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem renonçait, en faveur de la France, à tout ses droits de souveraineté et de propriété sur l'archipel maltais³⁷. Bonaparte n'y passe qu'une semaine, mais pendant ce temps-là il dicte près de deux cents rapports, il légifère et édicte. Il réorganise tout, les hôpitaux et la religion, la port de la Valette et la garde nationale, les impôts et le costume, la poste et la justice³⁸. Après avoir pourvu l'île de l'administration et après avoir complété ses approvisionnements, Bonaparte a levé ancre le 19 juin. Le 1er juillet, la flotte française, qui, avait miraculeusement échappé aux recherches de l'amiral anglais Nelson, s'est trouvée devant Alexandrie. La ville était prise le même jour. Bonaparte a proclamé que la guerre n'est menée que contre les Mamelouks, et qu'il n'avait aucune intention de lutter contre la Turquie, suzeraine du pays, et contre les fellahs. Mais pour vaincre les Mamelouks, il fallait marcher sur le Caire, leur capital. Le 22 juillet, au pied des Pyramides, les troupes français ont rencontré la cavalerie des Mamelouks. Ces derniers, qui n'avaient jamais été confrontés à une guerre moderne, ont pris la fuite et laissaient tomber la capital aux mains des conquérants.

Dès son arrivée au Caire, Bonaparte se donnait à l'organisation du pays, commencée par la rénovation de l'administration. Mais son travail enthousiaste était brusquement interrompu: le 1er août, l'escadre français était presque entièrement anéantie. Nelson a réussi à découvrir le 31 juillet 1798 la flotte française rassemblée dans la rade d'Aboukir. L'amiral anglais a anéanti en deux jours presque la quasi-totalité des bateaux de l'amiral Brueys. Il s'ensuit que la situation des troupes français devenait périlleuse. La victoire d'Aboukir a emmené d'abord la Turquie, jusqu'alors hésitante, à prendre les armes contre la France, puis, en mars 1799, elle a provoqué la formation de la deuxième coalition. Par surcroît, les relations des français commençaient à détériorer avec les Égyptiens. Mécontente des difficultés administratives qu'on lui imposait et méfiante vis-à-vis des infidèles, la population égyptienne s'est soulevée en octobre 1798. Bien que Bonaparte ait écrasé rapidement ce mouvement, son isolement était effrayante. Privé de sa flotte, menacé par l'attitude des Égyptiens, il a décidé, pour se sortir du piège où il s'est laissé enfermer, d'attaquer la Syrie. De cette manière, il pouvait prévenir aussi une attaque probable de la part de l'Angleterre ou de la Turquie, à partir de leur bases d'Asie mineure. En février 1799, il a fait donc son mouvement en direction de la Syrie. La campagne de Syrie, jusqu'au siège de Saint-Jean-d'Acre, s'est développée de la façon la plus régulière. La troupe française a occupé sans peine El-Arich (20 février), et Gaza (24 février). Le port fortifié de Jaffa s'est défendu mieux, mais les français ont réussi de l'occuper le 7 mars. Le 19 mars Bonaparte se trouvait devant la forteresse de Saint-Jean-d'Acre. Son gouverneur Djezzar-Pacha ("Le Boucher"), l'émigré Phélippeaux et le colonel anglais Douglas la défendaient avec efficacité.

37 Godechot (J.), *La grande...* op. cit. pp. 208-209.

38 Conte (A.), *L'épopée coloniale de la France*, Editions Plon, Paris, 1992. p 107.

Après son ultimatum refusé par le pacha d'Acre, Bonaparte a pris contact avec l'autre seigneur puissant de cette région: le célèbre émir de la Montagne libanaise, Béchir Chéhab³⁹. Le général a exprimé sa volonté de s'allier avec le "chef druze" pour combattre le pacha Djezzar. Il savait donc que Béchir était l'ennemi irréconciliable de Djezzar, qui avait constamment essayé de le déstabiliser et de lui susciter des rivaux. Pourtant la tentative de Bonaparte a été vouée à l'échec. Béchir devait compter avec l'alliance anglo-turque et les réactions des autres puissances européennes. Dans ces conditions, il n'a pas risqué de devenir l'alliée de la France, car son souci principal n'était que garder l'autorité qu'il exerçait sur la Montagne libanaise, sous le contrôle de la Sublime Porte, depuis son accession à l'émirat en 1790. (Il a pourtant réussi à conserver son pouvoir jusqu'en 1840.) Il n'a pas accepté alors l'alliance française, ce qui a contribué aussi à naufrager le grand projet de Napoléon.

En effet, faute de matériel de siège — ses canons transportés par mer étaient enlevés par les Anglais — et la forteresse étant ravitaillée par la flotte anglaise, la petite troupe française se trouvait dans un état déplorable. Après plusieurs assauts sans succès, l'armée française décimée par la peste, devait prendre le chemin de retour vers l'Égypte.

Bonaparte y a confirmé le pouvoir français, après avoir repoussé les Mamelouks qui avaient repris l'offensive sur le Haut-Nil, et rejeté à la mer, le 25 juillet 1799, sur les plages d'Aboukir, une armée turque, aidée par les Anglais, qui y avait débarqué. Mais en ce temps-là, Bonaparte ne songeait qu'à son retour en France, pressé par des journaux l'informant de l'anarchie régnant en France. Jusqu'ici l'expédition d'Égypte lui permettait d'exercer l'autorité absolue, au civil comme au militaire, mais après le désastre d'Aboukir, et la retraite de Syrie, elle faillait tourner au désastre⁴⁰. Il se proposait donc de couvrir l'Égypte et de pourvoir à la sûreté de l'expédition, afin qu'on ne puisse lui reprocher de l'abandonner en plein péril. La victoire d'Aboukir achevait de le disculper à cet égard puisqu'il ne quittait l'Égypte qu'après l'avoir mise à l'abri autant qu'il était possible et brisé la puissante attaque des Anglais et des Turques⁴¹.

Le 23 août 1799, il est parti furtivement pour la France, en compagnie de quelques-uns de ses proches (Berthier, Lannes, Murat, Marmont, Monge, Berthollet). Bien sûr la France ignorait les défaites récentes et l'état déplorable des troupes françaises, et acclamait Bonaparte miraculeusement revenu au moment où la République était en péril.⁴²

Le général en chef a laissé le commandement du corps expéditionnaire à son adjoint Kléber⁴³. C'était déjà sous son gouvernement que la population du Caire s'est soulevée à

39 Voir à ce sujet: Malek Chéhab, "Sans l'aide de Béchir, pas de conquête de Constantinople," *Historia*, avril 1998. N.616.

40 Godechot (J.), *Napoléon*, In: Le Mémorial des siècles, établi par Gérard Walter, Editions Albin Michel, Paris, 1969, p. 139.

41 Bainville (J.), Bonaparte...op. cit. p. 88.

42 Godechot (J.), *Napoléon*...op. cit. p. 139.

43 Kléber, Jean-Baptiste: Général français (1753-1800). Officier dans l'armée autrichienne, après avoir suivi les cours de l'académie militaire de Munich, il revint en France et exerça la profession d'architect. A la tête d'un bataillon des volontaires alsaciens en 1792, il s'illustra en défendant Mayence et fut nommé général. Il combattit en

nouveau, et Kléber devait prendre des mesures draconiennes pour étouffer l'insurrection. Ce nouveau gouverneur de l'Égypte était fort pessimiste par rapport à la possibilité de garder ce pays. Selon sa conviction, seule la maîtrise des mers peut attacher durablement l'Égypte à la France, et la marine française est incapable de supplanter la Royal Navy en Méditerranée. C'est pour cette raison qu'il ne voyait qu'une seule solution: il a signé, le 24 janvier 1800, avec Sydney Smith⁴⁴ la convention d'El-Arich, qui a stipulé que le corps expéditionnaire devait s'embarquer avec armes et bagages vers la France⁴⁵. Mais le cabinet de Londres refuse de ratifier la convention et les hostilités recommencent cruellement. Malgré ces escarmouches acharnées, Kléber avait le temps de lancer aussi un programme de grands travaux, première amorce du développement économique projeté, programme que reprendra plus tard Méhémet Ali⁴⁶. Mais, le 14 juillet 1800, Kléber a été assassiné par un émissaire des Ottomans. Le général Menou⁴⁷ lui a succédé. "Abdallah Menou" s'était converti à l'Islam, et sa femme était égyptienne: ce qui explique qu'il semblait accepté par la population. Menou voulait intégrer les notables égyptiens dans l'administration: il a confié, sous le contrôle de l'administration militaire française, la gestion quotidienne des affaires aux notables égyptiens, gestion qui, dès lors, échappait aux turcs et aux Mamelouks.

L'activité principale de Menou n'était que la législation. C'était un chef qui s'intéressait aux moindres détails. Il publiait des arrêts et des règlements sur toutes sortes de choses, réformant et organisant, du petit au plus grand, les finances, la justice et l'agriculture, la perception des impôts, les services de santé publique et le contrôle des monnaies⁴⁸. Mais, au milieu de ces travaux, il a tout à fait oublié qu'il se trouvait dans un pays en état de guerre. De plus, il est entré en conflit avec ses propres généraux.

Vendée, remporta la victoire de Savenay. Il se distingua à la bataille de Fleurus (juin 1794) et prit Maastricht (sept. 1794). En 1798, il partit pour l'Égypte avec Bonaparte, fut blessé à Alexandrie, remporta une victoire sur les Turcs au mont Thabor (oc. 1799). Bonaparte quitta l'Égypte, laissant à Kléber le commandement en chef (août 1799); il signa avec les Britanniques la convention d'El-Arich, qui fut rompue, remporta encore sur les Turcs la victoire d'Héliopolis (20 mars), reprit Le Caire en avril, mais fut assassiné.

44 Smith, Sir William Sidney: Amiral anglais (1764-1840). Engagé dans la marine à l'âge de douze ans, Smith est conseiller du roi de Suède en 1790-1792 dans sa guerre contre la Russie avant d'être chargé par Hood d'incendier la flotte française et l'arsenal de Toulon en décembre 1793. Son audace légendaire lui vaut d'être capturé sur la Seine, mais il s'évade de la prison du Temple, part en mission pour Constantinople et joue un rôle décisif lors du siège de Saint-Jean-d'Acre en ravitaillant par mer la forteresse assiégée, forçant Bonaparte à lever le siège et à évacuer la Palestine. Promu contre-amiral en 1805, il navigue en Méditerranée et prend part à l'expédition ratée de Duckworth aux Dardanelles en 1807, peu avant d'escorter la famille royale du Portugal jusqu'au Brésil. Il devient contre-amiral en 1810 et amiral en 1821.

45 Bainville (J.), Bonaparte...op. cit. p. 106.

46 Fargette (G.), Méhémet Ali...op. cit. p. 18.

47 Menou, Jacques François de Boussay, baron de: Général français (1750-1810). Député de la noblesse aux États Généraux en 1789, il se rallia à la Révolution, et combattit en Vendée (1793). Il succéda à Kléber en Égypte (1800) mais ne peut éviter l'abandon du pays (1801). Il fut nommé gouverneur général de la Toscane en 1808, puis de Venise en 1809.

48 Bainville (J.), Bonaparte...op. cit. p. 120.

Le 8 mars 1801, une force anglo-ottomane a débarqué en Egypte (Méhémet Ali fait partie du corps du débarquement turc, ce sera son premier contact avec l’Egypte⁴⁹) afin de débouter les Français. Le Sultan a même y délégué deux personnages de premier plan, son premier ministre, le Grand Vizir, et le Capitan Pacha, pour bien montrer qu’il tient à conserver son autorité sur ce pays.

Après quelques combats peu glorieux, Menou, assiégé dans Alexandrie, devait se résigner à capituler le 30 août 1801.

La particularité de l'expédition

L’expédition de Bonaparte est la seule opération de conquête depuis Choiseul. Événement majeur de l’extension française en Méditerranée, précurseur de l’expédition d’Alger, il faut la classer à part. Ce qui fait la différence entre l’expédition de Bonaparte et celles commencées sous le règne de Louis-Philippe dans la Méditerranée, c’est qu’elle était inspirée par l’esprit des Lumières.⁵⁰

On ne voulait point coloniser violemment l’Egypte. Au contraire, on l’abordait avec curiosité, avec une sorte de respect. L’expédition avait pour but de connaître le passé fabuleux de ce pays — ce pays, qui avait été autrefois à l’avant-garde de la civilisation — et de l’arracher de sa léthargie au sein de l’Empire Ottoman⁵¹. Elle voulait donc rétablir la splendeur déjà effacée de l’Egypte, la régénérer, et en même temps y apporter les idées modernes et le progrès, fruits précieux du siècle des Lumières. En somme, l’expédition ne devait pas revêtir un caractère exclusivement militaire mais avoir aussi pour objet la propagation le “progrès des Lumières”, c’est-à-dire celle des Sciences et des Arts.

C’est pourquoi Bonaparte n’est pas parti qu’avec des troupes, mais il était accompagné par nombreux savants et ingénieurs aussi. Il connaissait bien le fonctionnement de la commission des sciences et arts d’Italie, et il a désiré qu’une telle commission accompagne son armée en Egypte. Il a demandé à deux des membres de la commission d’Italie, Monge et Berthollet, ainsi qu’à l’ingénieur Caffarelli Dufalga de recruter les savants qui devaient composer cette commission⁵². Le général en chef se trouvait donc entouré d’une groupe ardente de savants, qu’il réunira dans l’Institut d’Egypte, une de ses grandes pensées. Parmi ces hommes respectables, on peut reconnaître le mathématicien Fourier, le naturaliste Geoffroy Saint-Hilaire, les deux fondateurs de l’École polytechnique, le géomètre Monge et le chimiste Berthollet, le médecin Desgenettes, l’orientaliste Joubert, le poète Parseval-Grandmaison etc. Rien n’explique donc mieux le caractère original de l’expédition que ce personnel scientifique dont elle était accompagnée.

49 Fargette (G.), Méhémet Ali...op. cit. p. 19.

50 Meyer (J.)-Tarrade (J.)-Rey-Goldzeiguer (A.)-Thobie (J.), *Histoire de la France coloniale dès origines à 1914*, Editions Armand Colin, Paris, 1991.p. 296.

51 Fargette (G.), Méhémet Ali...op. cit. pp. 14-15.

52 Godechot (J.), *La grande...*op. cit. p. 507.



Sur le plan culturel et scientifique, les conséquences de l'expédition sont considérables. La "Description de l'Égypte" que les savants français entreprennent d'établir est une somme de toutes les connaissances accumulées jusqu'alors sur le pays. Cette oeuvre colossale, qui demendera 25 ans d'études avant d'être publiée, marque le début de l'égyptologie. Pour faciliter les relations franco-arabes, les savants ont publié immédiatement un vocabulaire français-arabe, un almanach franco-égyptien. Mais leurs travaux concernaient aussi la médecine, la géographie, l'archéologie. L'Institut a dirigé des travaux sur la peste, la petite vérole. Il a établi un hôpital indigène ainsi qu'une pharmacie centrale. La commission a emmené avec elle une bibliothèque de 500 volumes, et une imprimerie comptant des caractères latins, grecs et arabes. Deux journaux étaient fondés, la "Décade égyptienne" qui rendait compte des travaux de l'Institut, et le "Courrier d'Égypte", qui donnait les nouvelles d'intérêt général. Ces initiatives de l'Institut lui suscitaient la sympathie de quelques Égyptiens cultivés. Jabarti, l'un des témoins de l'occupation française et membre de la bourgeoisie éclairée du Caire, se montrait enthousiaste par rapport à la bibliothèque française: "On avait installé là quantité de livres. Des magasiniers et des employés en assuraient la conservation et les remettaient aux demandeurs. On pouvait consulter ces ouvrages comme on voulait (...). Si quelque musulman se présentait simplement pour voir, les Français le laissaient pénétrer même dans les endroits réservés, ils l'accueillaient avec de bonnes paroles et le sourire, se montrant heureux de sa visite, surtout s'ils découvraient en lui compétence, connaissance et curiosité pour l'étude de sciences. Alors ils lui prodiguaient toute leur sympathie et lui présentaient toutes sortes de livres imprimés avec toutes sortes de gravures et de cartes concernant les villes, les régions, les animaux, les oiseaux et les plantes et ayant trait à l'histoire des Anciens, à la vie des peuples, aux légendes des prophètes qui étaient représentés faisant des miracles et des prodiges au milieu de leurs contemporains. C'était proprement étourdissant ! (...)"⁵³

Sur le plan économique, Bonaparte voulait rajeunir l'Égypte, lui donner les avantages de la civilisation moderne et faire de ce pays une région prospère. Le désastre d'Aboukir ne faisait que renforcer sa conception⁵⁴. Cette défaite obligeait les Français à être industriels, à outiller et à équiper ce pays, puisque l'armée, désormais coupée de la France et ne pouvant plus rien en recevoir, devait vivre désormais par ses propres moyens. On a décidé tout de suite la construction d'arsenaux et salpêtriers, de moulins, de fours, d'hôpitaux. L'Institut menait aussi des études visant à l'utilité immédiate: entretenir les canaux, améliorer l'hydraulique, créer des manufactures etc. Jabarti a commémoré aussi de ces travaux de grande valeur, par rapport aux chantiers: "Il employeront pour ces travaux des personnes compétentes pour la fabrication des routes, qui savaient corriger tout dénivèlement en faisant tasser le terrain par les sabots des chevaux, des mulets et des ânes. Cette formidable besogne fut réalisée dans le minimum de temps. Ils n'exploitaient

53 Jabarti (Abd-al-Rahman-al-), *Journal...* op. cit. p. 90.

54 Bainville (J.), *Bonaparte...* op. cit. p.45.

personne pour ce travail. Au contraire, ils payaient au-delà du salaire courant et paye était remise dans l'après-midi (...)."55

Sur le plan administratif et gouvernemental, le général en chef a laissé un rôle considérable aux Égyptiens. Il gouvernait ce pays en associant les généraux et les fonctionnaires français aux notables locaux, s'appuyant surtout sur les coptes. Il s'efforçait de pratiquer une politique musulmane, de connaître, de comprendre et de respecter la civilisation du pays conquis.⁵⁶ Il a donné l'habitude de consulter le Diwan — un conseil de neuf membres, créée immédiatement après son arrivée au Caire — sur toutes les grandes décisions politiques ou administratives, tandis qu'auparavant ni Turcs ni Mamelouks ne se préoccupaient de prendre l'avis de notables égyptiens qu'ils méprisaient. On peut considérer cette initiative de Bonaparte comme une amorce d'un gouvernement de l'Égypte par ses habitants eux-mêmes⁵⁷. Mais il faut y ajouter aussi, que seulement quelques musulmans devenaient des partisans convaincus des occupants, et il s'agissait des bourgeois éclaircis. La plupart des notables et même des bourgeois étaient hostiles par rapport à la domination des infidèles. Cette hostilité était bien remarquée par Jabarti aussi: "Ce jour, le général Bonaparte convoqua les cheikhs. Lorsqu'ils arrivèrent au siège de sa résidence, il approcha d'eux tenant des écharpes tricolores qui étaient formées de trois bandes de couleur blanche, rouge et bleu. Il posa une de ces écharpes sur les époules du cheik ..., qui aussitôt la jeta à terre en la refusant. Le cheikh était fort agité, la couleur de son visage en était altérée: il était hors de lui. L'interprète intervint en disant: "Messieurs les cheikhs, vous êtes devenus les amis du général. Lui n'a pas d'autre intention que celle de vous exalter et de vous honorer par cette distinction, qui, en effet, vous signale à la considération de l'armée et de la société et vous donne droit à une place dans le coeur de tous." Les cheikhs répondirent: "Nous ne voulons pas perdre pour cela la considération de Dieu et de nos frères musulmans" (...)."58

Bonaparte a essayé donc de se poser en libérateur d'un pays opprimé par les Mamelouks, il multipliait les marques de respect pour l'islam, et même sa politique administrative traduisait le souci d'accepter et d'entretenir les cadres existants ainsi que les notabilités⁵⁹. Jabarti a reconnu lui-aussi que les soldats français ne se comportaient point (naturellement avant le début de la rébellion des habitants du Caire) comme les oppresseurs, comme les nouveaux tyrans du pays: "On les (les soldats français) voyait aller à pied dans les souqs, sans armes, sans manifestation d'hostilité envers les gens, au contraire même, ils plaisantaient avec la population, ils achetaient ce dont ils avaient besoin au plus haut prix.(...) Toutefois, ils n'étaient pas dérangeants."⁶⁰

55 Jabarti (Abd-al-Rahman-al.), *Journal*...op. cit. p.89.

56 Meyer (J.)-Tarrade (J.)-Rey-Goldzeiguer (A.)-Thobie (J.), *Histoire de la*...op. cit. p. 297.

57 Fargette (G.), *Méhémet Ali*...op. cit. p. 21.

58 Jabarti (Abd-al-Rahman-al.), *Journal*...op. cit. p. 50.

59 Martin (J.), *L'empire renaissant (1789-1871)*, Editions Denoel, Paris, 1987. p. 67.

60 Jabarti (Abd-al-Rahman-al.), *Journal*...op. cit. p. 38.

Mais après la défaite d'Aboukir et la nouvelle de la déclaration de guerre de la Turquie, les théologiens d'El-Azhar ont commencé à prêcher la rébellion, et la population de la ville s'est soulevée. Il faut souligner que malgré toutes les précautions prises, les Français n'avaient pu éviter de heurter des usages, de déranger beaucoup de gens dans leurs habitudes et même de léser des intérêts⁶¹. Bonaparte devait donc se rendre compte que la domination française était ressentie par la plupart des Égyptiens comme un assujettissement à la loi des infidèles. Certaines mesures, prises effectivement par l'autorité française pour le bien général, causaient une profonde irritation parmi des indigènes. Telles étaient, trop souvent, les mesures sanitaires. Lorsque l'autorité française voulait déplacer un cimetière par crainte de la peste, la population a crié à la profanation⁶². Les mesures de sécurité, très importantes pour les Français, provoquaient aussi des bouleversements. On avait fait enlever les portes séculaires qui fermaient les rues la nuit et obligé chaque propriétaires à éclairer sa maison. De plus, l'administration française, trop méticuleuse, n'était pas non plus sans causer du mécontentement. Il était bien pratique, pour garantir les propriétés contre les usurpations, d'exiger la production des titres. Mais souvent l'occupant n'en avait pas ou ne tenait pas à dire l'origine de sa possession. Même Jabarti, lui-aussi, ne pouvait pas cacher son hostilité par rapport à cette mesure : "C'était alors une affaire inextricable. Et en effet, si les gens étaient bien possesseurs de leurs bien soit par transaction soit par voie d'héritage ou toute autre voie, avec preuve récente ou ancienne ou avec des preuves remontant à leurs ancêtres ou à leurs légataires, quand on leurs demandait des justifications, ils pouvaient difficilement les fournir soit par suite de décès ou de déplacement (à cause des voyages), soit par suite d'une défection, toujours possible des témoins. (En conséquence), leurs preuves n'étaient pas acceptables."⁶³

Mais, en dépit de ces hostilités, et même de l'échec militaire et colonial, l'expédition d'Egypte en effet n'était pas vaine. Les relations franco-égyptiennes n'étaient pas rompu avec la capitulation française. Les experts français restés ou revenus plus tard au service de l'Egypte (sous le règne de Méhémet Ali), pour mettre en valeur le pays, étaient nombreux. Le colonel Sève, devenu Soliman Pacha, réorganisera l'armée, Clot Bey repensera la problème de la Santé, Linant de Bellefort orchestre les Travaux Publics⁶⁴.

Du point de vue des Égyptiens, la conséquence la plus importante de l'expédition a été la prise de conscience de leur nationalité. Les Français ont réveillé une nation endormie, et jusqu'alors étouffée par les Turcs et les Mamelouks.⁶⁵ Les Égyptiens ont vu leurs maîtres traditionnels tout puissants, battus par les Européens chrétiens. Ils constatent donc que la domination ottomane n'est pas éternelle, alors qu'ils s'y étaient résignés depuis trois siècles. On a déjà mentionné la volonté de Bonaparte d'intégrer les notables

61 Bainville (J.), Bonaparte...op. cit. p. 60.

62 Ibidem. p. 60.

63 Jabarti (Abd-al-Rahman-al.), Journal...op. cit. p. 58.

64 Fargette (G.), Méhémet Ali...op. cit. p. 20.

65 Ibidem. p. 20.

et les bourgeois aisés dans les cadres administratives et gouvernementales. Ayant ainsi connu grâce aux Français les réalités du pouvoir, ces mêmes notables seront prêts, le moment venu, à aider Méhémet Ali dans sa lutte contre les étrangers qui détenaient l'autorité avant le départ de Bonaparte. Sur le plan diplomatique, l'Égypte réapparaît sur la scène mondiale et ne sera plus considérée au XIX^e siècle pour une simple dépendance de l'Empire ottoman. Le monde se rend compte aussi sa valeur stratégique, qu'elle occupe sur la route des Indes et au Moyen-Orient.

En effet, en outre qu'elle a contribué à la naissance de la légende napoléonienne et marqué les volontés d'expansion française dans la Méditerranée, l'expédition signale une nouvelle étape dans l'histoire de l'Égypte. Le choc psychologique causé par l'expédition française engendrera, par ses diverses conséquences, une situation en Égypte qui permettra à un homme exceptionnel de prendre le pouvoir. Le réveil brutal de la conscience nationale, l'éclipse indéniable du pouvoir ottoman, induisent le besoin par l'Égypte de se donner un chef qu'elle a choisi⁶⁶. Cet homme providentiel n'a été que Méhémet Ali, albanais d'origine et nullement Égyptien. Mais peu importe, si un Corse, ennemi irréconciliable de la France jusqu'à l'âge de vingt ans, pouvait devenir l'Empereur des Français, sous le nom Napoléon I^{er}.

66 Ibidem. p. 20.

BIBLIOGRAPHIE

- Bainville, Jacques: *Bonaparte en Égypte*, Paris, Éditions Balland, 1997
- Bénoist-Méchin, Jacques: *Bonaparte en Égypte ou rêve inassouvi (1797-1801)*, Paris, Éditions Perrin, 1978
- Bénoist-Méchin, Jacques: *Le secret de l'aventure égyptienne*, in Collection Génies et Réalités, Napoléon, Paris, Éditions Hachette, 1961
- Brégeon, Jean-Joël: *L'Égypte française au jour le jour (1798-1801)*, Paris, Éditions Perrin, 1991
- Burke, Peter: *Louis XIV, Les stratégies de la gloire*, Paris, Éditions du Seuil, 1995
- Caillet, Gérard: *Le journal de Napoléon*, Paris, Éditions Denoel, 1978
- Choiseul, Etienne, duc de: *Mémoires*, Chez Buisson, rue Hautefeuille, à Chanteloup et à Paris, 1790.
- Conte, Arthur: *L'épopée coloniale de la France*, Editions Plon, Paris, 1992.
- Cornevin, Robert et Marianne: *La France et les Français d'autre-mer*, Editions Tallandier, Paris, 1990.
- Denon, Vivant — Jabarti, Abd-al-Rahman-al.: *Sur l'expédition de Bonaparte en Égypte*, Témoignages croisés et commentés par Mahmoud Hussein, Editions Babel, 1998.
- Fargette, Guy: *Méhémet Ali, Le fondateur de l'Égypte moderne*, Paris, Éditions l'Harmattan, 1996.
- Fay, Bernard: *L'aventure coloniale*, Editions Académique Perrin, Paris, 1962.
- Godechot, Jacques: *La grande nation*, Paris, Éditions Aubier Montaigne, 1983.
- Godechot, Jacques: *Napoléon*, in Le Mémorial des siècles, établi par Gérard Walter, Paris, Éditions Albin Michel, 1969.
- Chéhab, Malek: *Sans l'aide de Béchir, pas de conquête de Constantinople*, In: Historia, avril 1998, N. 616, pp. 52-56.
- Jabarti, Abd-al-Rahman al-: *Journal d'un notable du Caire durant l'expédition française (1798-1801)*, Paris, Éditions Albin Michel, 1979.
- Martin, Jean: *L'Empire renaissant (1789-1871)*, Editions Denoel, Paris, 1987.
- Meyer, Jean - Tarrade, Jean - Rey-Goldzeiguer, Anne - Thobie, Jacques: *Histoire de la France coloniale dès origines à 1914*, Editions Armand Colin, Paris, 1991.
- Pluchon, Pierre: *Histoire de la colonisation française*, Tome I. Editions Arthème Fayard, Paris. 1991.

Poniatowski, Michel: *Talleyrand et le Directoire (1769-1800)*, Librairie Académique Perrin, Paris, 1982.

Rain, Pierre: *La diplomatie française de Mirabeau à Bonaparte*, Librairie Plon, Paris, 1950.

Talleyrand, Charles-Maurice: *Mémoires*, Tome I. (1754-1807), Librairie Plon, Paris, 1957.

Tulard, Jean: *Napoléon ou le mythe du sauveur*, Editions Fayard, Paris, 1987.

Volney: *Voyage en Egypte et en Syrie*, Editions Mouton et Co, Paris, 1959.

Türkische Dokumente zur Geschichte des Fürstentums Siebenbürgen*

Sándor PAPP
Universität József Attila
Szeged — Ungarn

1.1. Die europäischen Archive und die Ergebnisse der Fachliteratur

Wenn wir wissen wollen, wo sich die türkischen Urkunden befinden, die zur Geschichte des ehemaligen Fürstentums Siebenbürgen gehören, können wir kein bestimmtes Archiv erwähnen. Nördlich und westlich von den alten ungarischen Grenzen wurden die wichtigsten türkischen Staatsurkunden von der habsburgischen, venezianischen und polnischen Regierung aufbewahrt. Über diese Urkundensammlungen wurden viele Kataloge und Abschriften erstellt¹, die die Fachleute verwenden können. Wir können nur bedauern, daß eine türkische Abteilung des siebenbürgischen fürstlichen Archivs bis heute nicht existiert. Im Fürstentum Siebenbürgen haben zwei sogenannte Staatsarchive funktioniert: der Konvent von Kolozsmonostor und das Kapitel von Gyulafehérvár. Die türkischen Urkunden wurden wahrscheinlich im zweiten von diesen gesammelt. Mit vier verschiedenen Gründen kann man begründen, warum wir sehr wenige originale türkische Dokumente haben, die zur Zeit des Fürstentums Siebenbürgen gehören:

1, Während der eineinhalb Jahrhunderte, in denen das unabhängige Fürstentum Siebenbürgen bestanden hat, wurde das Archiv vielfach beschädigt. István Szamosközy, der ein bedeutender Historiker und damaliger Archivar am Kapitel von Gyulafehérvár gewesen ist, hat im XVII. Jh. geschrieben, daß, als Sigismund Báthory, der Woiwode Siebenbürgens, sein Fürstentum 1598 den Habsburgern übergeben hatte, "die

* Der vorliegende Artikel ist eine ergänzte Version des ersten Kapitels meiner Dissertation: *Kritische Untersuchungen über Verleihungs-, Bekräftigungs- und Vertragsurkunden von Osmanensultanen an die Herrscher von Ungarn und Siebenbürgen*. Dissertation zur Erlangung des Doktorgrades an der Geisteswissenschaftlichen Fakultät der Universität Wien, Eingereicht von Sándor Papp. Betreuerin: Prof. Dr. Claudia Römer

¹ Die wichtigsten gedruckten Kataloge für unser Thema: FLÜGEL, Gustav: *Die arabischen, persischen und türkischen Handschriften der k. k. Hofbibliothek zu Wien*. Bd.: I-III. Wien, 1865-67.; PETRITSCH, Ernst Dieter: *Regesten der osmanischen Dokumente im österreichischen Staatsarchiv Bd. I. (1480-1574)*. Wien, 1991.; GUBOGLU, Mihail: *Catalogul documentelor turcești Bd. I-II*. București 1960-1965.; ABRAHAMOWICZ, Zigmund: *Katalog dokumentów tureckich. Dokumenty do dziejów Polski i krajów ościennych w latach 1455-1672*. Warszawa, 1959.

Geheimbriefe, die man aufbewahrt hatte, die die türkischen Kaiser von Anfang an, von dem ersten Zusammenschluß gesendet hatten, sowie die königlichen und fürstlichen Dokumente" verbrannt wurden.² Der größte Teil des Archivs wurde von den Tataren und Kosaken am 5. September 1658 beschädigt. Nachdem Georg Rákóczi II., ohne daß er Istanbul um Bewilligung gebeten hätte, mit seinem Heer nach Polen gegangen war (1657), damit er zum König von Polen gewählt werde, hatten seine Soldaten von Mehmed Gıray Hân IV. eine Niederlage erlitten. Ein Jahr später hatten die erwähnten Kosaken und Tataren einen großen Teil Siebenbürgens, die südlichen und östlichen Gebiete des Landes, verwüstet. Im Laufe dieses Feldzuges ist die Hauptstadt Siebenbürgens in ihre Hände gekommen. Vor der Belagerung der Hauptstadt hatte ein Archivar (requisitor), namentlich Ferenc Thoroczkai, ohne von jemandem einen Befehl bekommen zu haben, auf seine eigenen Kosten die wichtigsten Archivmaterialien nach Hermannstadt geliefert, wo sie weiter aufbewahrt wurden.³

2, Es ist anzunehmen, daß die originalen, türkischen Exemplare der Korrespondenz weniger Interesse hervorriefen als die zeitgenössischen Übersetzungen, wie diese Probleme SCHAENDLINGER, bezogen auf seine Erfahrungen, beleuchtete: "Die Tatsache, daß von manchen Sultanschriften nur die Übersetzungen erhalten und die Originale in Verlust geraten sind, läßt sich vielleicht daraus erklären, daß man den Originalen, die man ja nicht verstanden hat, weniger Beachtung geschenkt hat als den Übersetzungen, und diese daher — das dürfte wohl die Regel gewesen sein — die eigentlichen politischen Instrumente darstellen."⁴ Andererseits war die ungarische Sprache in den politischen Beziehungen zwischen den in Ungarn stationierten Begen und Beglerbegegnungen und Siebenbürgen ebenso verwendbar, wie der politische Briefverkehr zwischen dem Wiener Hof und der türkischen Verwaltung Ungarns gezeigt hat. Einen Beweis (neben zahlreichen anderen) dafür liefert uns, daß Georg KRAUS, der Schäßburger Stadtnotar gewesen war, manche originale auf Ungarisch geschriebene türkische Urkunde aus dem XVII Jh. in seine große Geschichtsarbeit eingebunden hat.⁵ Die Beamten der osmanischen Regierung haben nicht nur die osmanisch-türkische und ungarische Sprache im politischen Verkehr verwendet, sondern neben den anderen (Italienisch und Serbisch) oft das Lateinische.⁶ Seit Ende des XVIII. Jh.s. hat sich die

2 SZAMOSKÖZY István: *Erdély története*. Bp., 1977. p.89.

3 BETHLEN Imre: *II. Rákoczy György ideje*. Nagy Enyed, 1829. p.96.

4 SCHAENDLINGER, Anton C. (unter Mitarbeit von Claudia RÖMER): *Die Schreiben Süleymāns des Prächtigen an Karl V., Ferdinand I. und Maximilian II. aus dem Haus-, Hof-, und Staatsarchiv zu Wien I.* (Transkriptionen und Übersetzungen) II. (Faksimile). Wien, 1983. p. X.

5 KRAUS, Georg: *Erdélyi Krónika 1608-1665*. (Übersetzer und Herausgeber: VOGEL, Sándor). Bp., 1994. Beilagen Nr.: 11, Der Brief von "Csengizáde Ali" Pascha an die Stadt Schäßburg mit mühlür und penge, Marosvásárhely, 7. September 1661. und Nr.: 12, Der Brief von "Kücsük Mehmed" an die Stadt Schäßburg mit mühlür und penge, Nagysink, 5. Februar 1662.

6 Aus dem Feldlager hat der Wesir Ahmed Pascha 2-11. VIII. 1552 im Namen Sultan Süleymāns und in seinem eigenen Namen an die siebenbürgischen Würdenträger neun Urkunden gesendet. HHStA. Hungarica 452 Konv. B fol. 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 50.

Geschichtsforschung Ungarns bemüht, die originalen (aber nicht türkischen), und in Übersetzungen erhaltenen Dokumente zusammenzusammeln und zu edieren. Die alten Zeitschriften enthalten viele türkische Urkunden, z. B. *Hon és Külföld* (Heimat und Ausland), auf deren Blättern sich ein paar Vertragsurkunden in ungarischer zeitgenössischer Übersetzung befinden.⁷ Ferner kann man die großen Unternehmungen erwähnen, in denen zahlreiche in europäischen Sprachen erhaltene türkische Dokumente erschienen sind: *Erdélyi Történeti adatok* (Daten zur Geschichte Siebenbürgens), *Történelmi Tár* (Historisches Magazin), *Erdélyország történeti tára* (Magazin für Geschichte Siebenbürgens). Aber die erste richtige Möglichkeit hat es am Ende des vergangenen Jahrhunderts gegeben, als systematisch das Archivmaterial aus der Zeit der Türken herausgegeben werden konnte. Die Ungarische Akademie der Wissenschaften hat seit 1857 die Bände der *Monumenta Hungariae Historica* erscheinen lassen. Deren erste Klasse ist *Diplomataria* (MHHD), die zweite Klasse ist *Scriptores* (MHHS). Zu ihnen gehört eine andere Serie: *Török -magyar történelmi emlékek* (Türkisch-ungarische geschichtliche Denkmäler). Sie wurde in zwei Teile geteilt: *Okmánytár* (Urkundenbücher) insgesamt 10 Bände; und *Írók* (Schreiber), fünf Bände. Es ist bemerkenswert, daß die Übersetzungen der türkischen Geschichtsschreiber aus den oben erwähnten Unternehmungen nur die letzten fünf Bände füllen. Zuerst hat József THÚRY von der Akademie die Aufgabe bekommen, die originalen osmanischen Autoren zu übersetzen. Nach seinem frühzeitigen Tod wurde seine Arbeit Imre KARÁCSON übergeben, der zum ersten Mal in Ungarn die große Möglichkeit bekommen hat, in Istanbul, an osmanischen Staatsarchiven zu forschen. Kehren wir zu den Urkunden zurück, die auf Türkisch geschrieben und nach Ungarn oder Siebenbürgen geschickt wurden: einige von ihnen wurden in der Serie *Okmánytár* von Áron SZILÁDY veröffentlicht, meistens diejenigen, die zur Geschichte Siebenbürgens gehören und in Klausenburg (Kolozsvár) aufbewahrt wurden.

3, Die dritte Ursache, warum sehr wenige originale türkische Urkunden in Siebenbürgen geblieben sind, ist, daß, nachdem das Fürstentum in die Hände der habsburgischen Administration geraten war, eine große Aussortierung begonnen hat, wodurch wahrscheinlich viele Dokumente, für die wir uns sehr interessieren, vernichtet wurden.

4, Manchmal haben die Fürsten von Siebenbürgen die wichtigsten Verträge nicht dem Staatsarchiv von Gyulafehérvár abgegeben, sondern in eigenen Familienarchiven aufbewahren lassen. Die Aufgabe, die Mihály Apafi I., Fürst von Siebenbürgen, den Archivaren gegeben hatte, war schon im Jahre 1662 unlösbar, nämlich die ältesten türkischen Vertragsurkunden ('*ahd-nāme*) im Staatsarchiv von Siebenbürgen zu sammeln.⁸

7 *Hon és Külföld* 2 (1842) p.17, 91, 92.

8 SZILÁDY, Áron-SZILÁGYI, Sándor: *Török magyarkori állam-okmánytár* Bd. IV. Pest, 1870. (TMAOT IV.) p. 67-69.

Obwohl die Tatsache traurig ist, befinden sich trotzdem an einigen Archiven ein paar türkische Urkunden, die zum damaligen siebenbürgischen Staatsarchiv gehört hatten. Das Material von *Gubernium Transylvanicum* wurde im vergangenen Jh. nach Budapest geliefert, wo es nach der Ordnung einen neuen Namen, *Cista Diplomatica* bekam. Eine Abteilung da ist *Történelmiék* (Historische), in der sich die türkischen Urkunden befinden.⁹ Diese Sammlung enthält ungefähr 90 Stück originale Staatsdokumente, meistens aus der zweiten Hälfte des XVII. Jahrhunderts.

Das zweitwichtigste Archiv, in dem die zur Geschichte Siebenbürgens gehörenden türkischen Urkunden aufbewahrt sind, ist das Haus-, Hof- und Staatsarchiv zu Wien. Wir haben keine bestimmte Information darüber, wann die erwähnten Schreiben nach Österreich geliefert wurden. Die Geschichte Siebenbürgens und das Archivmaterial bieten uns eine Möglichkeit, die Zeitpunkte zu erheben. Der erste Zeitpunkt dürfte zwischen 1551 und 1556 sein. In dieser Zeit wurden Ungarn und Siebenbürgen unter der ungarischen Heiligen Krone vereinigt, und die siebenbürgischen Stände haben Ferdinand I. als König von Ungarn angenommen (26. Jul. 1551). Ein habsburgisches Heer hat Siebenbürgen unter Führung von Gian Battista Castaldo besetzt. Die zweite Gelegenheit ergab sich während des Fünfzehnjährigen Krieges, zwischen 1598, als der Woiwode Siebenbürgens, Sigismund Báthory, sein Land verließ, und Oktober 1604, als der Aufstand von Bocskai gegen die habsburgische Herrschaft ausbrach. Nach dem Tod István Bocskais dürfte es noch eine Möglichkeit geben, weil sich die wichtigsten Schreiben über diese Periode in Wien befinden. In der Urkundensammlung bewahrt man 29 originale türkische Dokumente auf, die an Bocskai gesendet wurden. Am Ende des "Langen Türkenkrieges" befindet sich eine andere Quelle im *mühimme defteri* Nr.:77., in Istanbul. Dieses *mühimme defteri* beginnt auf folgende Weise: "*Āsitāne-i se'ādetde sefer mūhimātı iĉün tahrīr olunan ahkāmūñ şüretidür ve ba'zı dahı sefere ĉıqduqdan şoñra tahrīr olunanlardur el-vāqı' fı ğurre-i Muħarrem sene-i erba' 'aşer ve-elf.*" [Sie sind Abschriften der großherrlichen Befehle, die für den Kriegsbedarf des Feldzuges geschrieben wurden und auch einige, die nach dem Aufbruch zum Feldzug geschrieben wurden. Es ist am 1. Muħarrem 1014 geschehen (19. V. 1605).] Dieses enthält die von der Pforte ausgehenden Befehle, die an die hochwürdigen Diener und Beamten, die um Ungarn herum stationiert waren (Beglerbeg von Temesvár, Woiwoden der Moldau und der Walachei, Beg von Szekszárd, Beglerbeg von Kanizsa usw.), adressiert wurden. In

9 Magyar Országos Levéltár (MOL), Erdélyi Országos Kormányhatósági Levéltárak. *Cista Diplomatica* F 126. *Történelmiék* *Literea Turcicae*; Über diese Abteilung: TRÓCSÁNYI, Zsolt: *Erdélyi kormányhatósági levéltárak*. Bp., 1973. p. 305. Das rumänische Staatsarchiv besitzt einen Mikrofilm, der von dieser Sammlung gemacht wurde: *Archivele Statului din Bucureşti, Microfilme din Ungară*, rola 89. Über die Dokumente ist ein Register erschienen: M. A. MEHMET-L. DEMÉNY: *Noi documente turceşti privitoare la istoria Transilvaniei din secolul al XVII-lea*. *Revista Arhivelor* 47 (1970) p. 209-237. Es ist wahrscheinlich, daß im Artikel Gustav BAYERLES (*Ottoman records in the Hungarian archives*. *Archivum Ottomanicum* 4 (1972) p. 9.) ein Druckfehler vorliegt: Fond F. 146.

seinem Inhalt kann man nur einen Brief¹⁰ finden, der direkt an Bocskai gesendet wurde. Es sieht so aus, daß der Großwesir mit den Entscheidungen, die sich auf den ungarischen Feldzug beziehen, und der Aufrechterhaltung der Verbindung mit den ungarischen Behörden einschließlich des Königs von Ungarn, Bocskai, betraut wurde. Es ist anzunehmen, daß in der Kanzlei des Großwesirs ein anderes (oder mehrere) Protokollbuch geführt wurde, in das die Urkunden, die man während des Feldzuges geschrieben hat, eingetragen wurden. Aber wir kennen kein solches Buch oder Defter aus dieser Zeit. Es ist sehr wahrscheinlich, daß die in Wien aufbewahrten türkischen Dokumente (mit in Ungarn befindlichen, meistens edierten Übersetzungen), die wichtigsten Denkmäler der politischen Beziehungen zwischen den ungarischen Ständen und dem in Ungarn operierenden osmanischen Heer darstellen.

Das dritte Archiv, wo man originale türkische Urkunden aus Siebenbürgen findet, ist das rumänische Staatsarchiv zu Bukarest (Archivele Statului din Bucureşti). Mihail GUBOGLU hat einen Katalog der Materialien in zwei Bänden geschrieben, der heute nur mit Schwierigkeiten verwendbar ist.¹¹ Nach der Arbeit GUBOGLUs hat ein Projekt begonnen, aus Österreich, Polen, aus der Türkei usw. die Materialien, die für die rumänische Geschichte wichtig sind, auf Mikrofilm aufnehmen zu lassen. Es ist bemerkenswert, daß am Ende des vergangenen Jahrhunderts der Dolmetsch der rumänischen Botschaft vielleicht als erster Europäer in osmanischen Archiven geforscht hat. Er hat eine gute Abschrift der Originale mit französischer Übersetzung angefertigt. Es scheint, daß der größte Teil von diesen Abschriften aus den *mühimme defterleri* genommen wurde. Die originalen Urkunden finden sich unter der Bezeichnung "Arch. St. Buc. Doc. turc." und mit einer römischen und einer arabischen Nummer. Ein großer Teil von den Originalen stammt aus Siebenbürgen. Die älteste Urkunde wurde 28. V.-6. VI. 1550 geschrieben und an den sächsischen Stand adressiert. Ihr Aufbewahrungsort war bis zum letzten Jahrzehnt am Staatsarchiv Hermannstadt.¹² Die Urkunden, die zum fürstlichen Archiv gehörten, wurden im XVII Jh. (in der Zeit des Fürsten Mihály Apafi) ausgestellt. Es ist auch bemerkenswert, daß die Dokumente, die auf Grund des Katalogs von Guboglu z.B. in Kronstadt aufbewahrt werden, sich auch schon in Bukarest befinden.

¹³ Einige türkische Schreiben wurden in der Paleografie von Guboglu aus dem Archiv von Klausenburg publiziert.¹⁴

10 Başbakanlık Osmanlı Arşivi (BOA) Mühimme Derferterleri (M.D.) 77. 40.p. Nr.: 181.;15. Gemâziyi l-evvel 1014 (28. IX. 1605)

11 Als ich in Bukarest arbeitete, konnte ich die für den inneren Gebrauch hergestellten Kataloge verwenden. Ich möchte mich dafür auch hier bedanken.

12 Mihail GUBOGLU hat in *Paleografia și diplomatica turco-osmana. (Studiu și album. București, 1958. p. 133. und 168.)* ein Foto dieser Schrift herausgegeben unter folgender Bezeichnung: Arh. St. Sibiu Doc. turc. Nr.: 14. Im zweiten Band von *Catalogul documentelor turcești* steht eine Abkürzung derselben Urkunde (Nr.: 29), aber hier ist die Bezeichnung folgendes: Arh. St. Buc. Doc. turc. XX / 1994.

13 Als ich in Kronstadt arbeitete, war mir der sächsische Archivar, Gernot NUSSBÄCHER sehr hilfreich. Gemäß seiner Erzählung wurden die originalen türkischen Dokumente in den Siebziger Jahren zur Mikrofilmaufnahme nach Bukarest gesendet und blieben mit Ausnahme eines einzigen dort. Die schöne

Die anderen europäischen Archive enthalten oder enthielten wichtige Staatsschreiben, die sich im Laufe der Zeit aus Siebenbürgen zerstreuten. Alle von ihnen stammen aus dem XVII. Jh.. Das erste ist ein *'ahd-nāme-i hümayūn* (großherrliche Vertragsurkunde) Gabriel Báthorys aus dem Jahre 1608, das sich in der Nationalbibliothek zu Wien befindet und das von W. F. A. Behrnauer veröffentlicht wurde.¹⁵ Die andere Vertragsurkunde wurde im Jahre 1630 geschrieben und an den Fürsten Georg Rákóczi I. adressiert. Adem HANDŽIČ publizierte sie in der Mitte der 50-er Jahre.¹⁶ Der Inhalt der beiden erwähnten Dokumente ist der ungarischen Geschichtsforschung nicht unbekannt, weil ihre Übersetzungen, die wahrscheinlich Dávid Rozsnyai, Dolmetscher des Fürsten Mihály Apafi, hergestellt hat, von dem Grafen Imre MIKÓ ediert worden sind.¹⁷ Aus Franz BABINGERS Ausgabe sind die großherrliche Bestallungs- und die großherrliche Vertragsurkunde aus dem Jahre 1649 bekannt, mit denen Georg Rákóczi II. zum Fürsten von Siebenbürgen ernannt worden ist. Diese Edition ist sehr wertvoll. Einerseits ist sie das einzige Beispiel, das die darin zusammenkommenden beiden wichtigen Urkundengattungen (*berāt-i hümayūn* und *'ahd-nāme-i hümayūn*) als originale Sultanschriften darstellt, anderseits zeigt sie, daß eine Textpublikation mit lesbaren Photographien gewährleistet, daß der Text auch auf jede Weise erhalten bleibt, wenn das Archivmaterial beschädigt wird.¹⁸

Zum Schluß der Ausführungen über die europäischen Archive weiche ich der Frage der *inšā'-Literatur* nicht aus, in der man an Siebenbürgen geschickte Dokumente finden kann. In dieser Frage muß man mit ziemlich wenigen Informationen zufrieden sein.

Urkunde, die sich in Kronstadt befindet, ist ein *berāt* (Bestallungsurkunde), womit man im Jahre 1607 Sigismund Rákóczi zum Fürsten von Siebenbürgen ernannt hat. Die Bezeichnung: *Arh. St. Braşov Arh. Bisericii Negre E. IV, 150*.

14 Arh. St. Cluj. Doc. turc., Nr.: 14.

15 Österreichische Nationalbibliothek (ÖNB), Handschriftensammlung, Mixt. 1598. BEHRNAUER: *Sulṭān Ahmad's I. Bestallung und Vertrags-Urkunde ... Des Archivs für die Kunde österr. Geschichtsquellen* 17 (1857) p. 299-330. Es ist bemerkenswert, daß die Bibliothek der Ungarischen Akademie der Wissenschaften über eine Abschrift desselben Dokuments verfügt (Magyar Tudományos Akadémia (MTA.) Keleti Gyűjtemény Török. O. 337.). Es besteht eine große Wahrscheinlichkeit, daß der Schreiber der Abschrift der Autor war, der das erwähnte *'ahd-nāme* publiziert hat.

RYPKA, J.: *Die türkischen Schutzbriefe für Georg II. Rákóczi, Fürsten von Siebenbürgen, aus dem Jahre 1649*. Der Islam. 18 (1929) p. 213-235.

16 HANDŽIČ Adem: *Diploma sultana Murada IV Erdeljskom knezu Đorđu Rakociju*. Prilozi za orijentalnu filologiju 6-7 (1956-1957) p. 175-191. Die originale Urkunde befindet sich im Archiv zu Ljubljana, aber die Bezeichnung ist mir unbekannt. Das ungarische Staatsarchiv verfügt über eine Mikrofilmaufnahme: MOL, Mikrofilmtár, 21050 doboz Nr.: 45.

17 MIKÓ, Imre, Graf: *Athnámék*. Erdélyi Történelmi Adatok (ETA) Bd.: II. 1856. Kolozsvárt, p. 328-335. (MIKÓ II., 1856.)

18 Hans Georg MAJER hat mir im Sommer 1995 in Istanbul während meines Forschungsaufenthalts mitgeteilt, daß die erwähnten Schriften in der Zeit des Zweiten Weltkrieges verbrannt sind. Der ehemalige Aufbewahrungsort der Dokumente war: Die Großh. Badische Hof- und Landes-Bibliothek in Karlsruhe, Orientalische Handschriften, Nr.: 96 ("Rastatt 232") und 97 ("Rastatt 233"). (Die Bezeichnungen habe ich von Babinger übernommen. BABINGER, Franz: *Zwei türkische Schutzbriefe für Georg II. Rákóczi, Fürsten von Siebenbürgen, aus dem Jahre 1649*. Le Monde Oriental 14(1920) p. 115-116.)

Siebenbürgen betreffend erschien ein Artikel aus der Feder von Zdenka VESELÁ-PRĚNOSILOVÁ. Die Autorin fand ein *inšā*-Buch in Kairo, das eine Korrespondenz zwischen der Hohen Pforte und Siebenbürgen und den anderen Nachbarländern darstellt z.B. der Walachei und Moldau in der Mitte des XVII. Jh.¹⁹ Zu diesem Thema ist eine Briefsammlung ohne Autor und Titel aus den orientalischen Handschriften in Wien zu erwähnen, in der Briefe mit ähnlichem Inhalt vorkommen. Es ist interessant, wieviele Übersetzungen dieses Buch enthält, die alle oder zum Großteil höchstwahrscheinlich aus den ungarisch geschriebenen Briefen ins Türkische übertragen worden sind. Später möchten wir mehr Aufmerksamkeit auf die genannte *inšā*-Kollektion richten, aber in dieser Arbeit bietet sich wenig Möglichkeit, diese Handschrift zu beschreiben. Trotzdem scheint es uns, daß deren Verarbeitung der Geschichtsforschung eine Menge neuer Angaben schenken kann.²⁰ Wir erwähnen noch ein *inšā*-Werk von Şarı 'Abdullāh Efendi: *Destürü l-inšā*', wo man eine *'ahd-nāme*-Version von István Bocskai finden kann. Es ist in der Nationalbibliothek zu Wien aufbewahrt.²¹

1.2. Aufbau der türkischen Zentralbehörde und Erlassen der Dokumente

Neben den europäischen Archiven haben wir eine große Möglichkeit, nach türkischen Urkunden zu forschen, die sich auf den Bestallungsprozeß und Vertragsabschluß zwischen der Hohen Pforte und den Woiwoden und Fürsten von Siebenbürgen beziehen. Unsere Untersuchungen wurden in Istanbul am Başbakanlık Arşivi fortgesetzt. Es hat sich sehr schnell erwiesen, daß ein Bestand, der die Dokumente der siebenbürgischen Beziehungen enthält, nicht vorgefunden werden kann. Während unserer Forschung leistete eine große Hilfe der Führer²² des genannten Archivs, aufgrund dessen wir vom Gesichtspunkt unseres Themas das Archivmaterial, das bisher von den Archivaren bearbeitet wurde, erfassen konnten. Hier müssen wir erwähnen, daß trotz großer Bemühungen von seiten des Archivs, die neuen Bestände der Forschung zugänglich zu machen, eine bedeutende Menge schriftliches Material, das sich auf das XVI-XVII. Jh. bezieht, bisher nicht geordnet wurde. Es ist eine unlösbare Aufgabe, wenn

19 VESELÁ-PRĚNOSILOVÁ, Zdenka: *Ein neuer Beitrag zur Korrespondenz der Hohen Pforte mit Siebenbürgen und seinen Nachbarländern*. Wiener Zeitschrift für Kunde des Morgenlandes (WZKM) 82 (1992) p. 439-444.

20 ÖNB, Handschriften FLÜGEL, Bd.: I. p. 296. Nr.: 330.; Mxt. 174. Obwohl die Informationen über die erwähnte ägyptische von VESELÁ-PRĚNOSILOVÁ entdeckte Briefsammlung sehr wenig sind, ist es uns trotzdem vorstellbar, zwischen den Urkundensammlungen einige Beziehungen zu finden. Meine Bemerkung stützt sich auf zwei Angaben VESELÁ-PRĚNOSILOVÁs, eine ist die Zeitspanne "von 1051 (1641) bis 1055 (1645-46)" (p. 443.); und die Themen, wie z. B. der Briefwechsel mit dem Grafen Esterházy, dem Palatin von Ungarn (p. 444. Fußnote: 9.).

21 ÖNB, Handschriften, FLÜGEL Bd. I. p. 286. Nr.: 316.; H.O. 167. Nr.: 140. fol.: 275v. -278.r.

22 *Başbakanlık Osmanlı Arşivi Rehberi*. Ankara, 1992. Im Sommer 1996 habe ich eine noch neuere und ganz neubearbeitete Ausgabe gesehen, aber ich benützte sie nicht.

man die Archiv-Signatur eines früher erschienenen Artikels verwendet, und dort erwähnte Urkunden selbst einsehen will.²³

Die vier alten Einteilungen des Archivs, İbnülemin, Cevdet, Ali Emîrî und Kâmil Kepeci Tasnifi enthalten wichtige Angaben über die siebenbürgische Geschichte. Besonders interessant sind die Sammlungen von İbnülemin und Cevdet, deren ausländische Abteilungen (*Hariciye*) die osmanisch-siebenbürgischen politischen Beziehungen des XVII. Jh.s. darstellen. Die Versorgung der Boten, die aus Siebenbürgen kamen, war die Aufgabe des Osmanenstaates, dessen Dokumentationen in den oben erwähnten Abteilungen zu erforschen sind. Zahlreiche unbekannte Angaben über ungarische Flüchtlinge, die nach dem Aufstand von Ferenc Rákóczi II. in der Türkei um Asyl gebeten hatten, warten in diesen Sammlungen auf die interessierten Forscher.

Neben den alten Abteilungen, die bisher unverändert erhalten sind, brachte man die neuen Abteilungen zustande. In den 30-er Jahren begann mit der Unterstützung Lajos FEKETES die systematische Bearbeitung der ungeordneten Archivmaterialien auf Grund des Prinzips *provenientia*, was bedeutet, daß die Schriftstücke gemäß den Organen, die ursprünglich die Dokumente erlassen haben, geordnet wurden. Dieses Ordnungsprinzip hat neben Vorteilen leider auch einige Nachteile, die Ordnung folgt nicht nach tatsächlichen bürokratischen Institutionen, die in einer bestimmten Zeitspanne wirklich existierten, sondern es wurde die Zentralverwaltung als urkundenerlassende Behörde aufgrund der Ergebnisse von HAMMER und UZUNÇARŞILI, die manchmal nur für das XVIII. Jh. gültig sind, rekonstruiert. Auf diese Art und Weise ist die Möglichkeit vorhanden, daß sich eine bedeutende Menge Urkunden im Material solcher Behörden befindet, die in der Zeit ihrer Ausfertigung noch nicht gegründet waren. In der uns interessierenden Zeitspanne wurde das Archivmaterial in zwei große Teile geteilt: 1, die Urkunden, 2, die Defter. Gemäß dem Katalog, den wir benutzen, werden sie bis zum XVII Jh. nach folgenden Abteilungen (*qalem*), die zum *dīvān-i hümâyūn* gehören, geordnet:

23 Ich möchte zu dieser Frage zwei Beispiele erwähnen:

1, İsmail Hakkı UZUNÇARŞILI hat im Artikel *Barcsay Akos'un Erdel krallığına ait bazı original vesikalar*. [Tarih Dergisi 7(1953) p. 51-64.] neben den türkischen Dokumenten zwei lateinische und eine ungarische Urkunde als Lichtbild-Beilage ediert. Eine enthält die Bedingungen Köprülü Mehmed Paschas auf Lateinisch, die der neue Fürst, Ákos Barcsai annehmen sollte, (deren ungarisches Original sich in Budapest befindet: MOL. Török iratok. R. 315. Nr.: 89.); und die zwei anderen sind die Treueerklärungen des Erwähnten auf Lateinisch und Ungarisch. Die Fotos sind fast unlesbar. Als ich den Versuch gemacht habe, diese Schriften zu benutzen, war es erfolglos, weil sie unter den ungeordneten Materialien liegen.

2, Der derzeitige Forscher kann auch nicht die Archiv-Signaturen, die sich auf die Einteilung (*tasnif*) von Fekete beziehen, verwenden, weil sie in den letzten Jahren vernichtet wurde. Ihr Material wurde in neu zustandegebrachte Bestände übergeben. Der alte Katalog wird vom Archiv aufbewahrt, durch ihn ist es nicht unmöglich, manche Schriftstücke zu identifizieren: z. B. die Punkte der französischen Vertragsurkunde aus dem Jahr 960 (1552) (Fekete Tasnifi Nr.: 411) befinden sich im Aktendeckel von Bâb-i Âsafîh Dîvân-i hümâyūn (A. DVN) Dosya 3.

- 1, Beylikçi oder Dīvân Kalemi
- 2, Âmedî Kalemi (die Behörde des *re'îsü l-küttâb*)
- 3, Tahvîl (Kîse oder Nişân) Kalemi
- 4, Rü'ûs Kalemi
- 5, Teşrîfâtçılık Kalemi
- 6, Vak'antüvislik Kalemi²⁴

Von den oben erwähnten Abteilungen haben Âmedî Kalemi und Vaka'anüvislik Kalemi noch nicht gewirkt und wir haben kaum Grund anzunehmen, daß, obwohl sich die *teşrîfâtçılık defterleri* seit 1548 am Başbakanlık Arşivi befinden, aber *teşrîfâtçılık qalemi* während des XVI Jh.s. nicht existierte. Unten werden wir über das Wesen der Abteilungen des Diwans nach Josef MATUZ weitere Informationen geben.

Obwohl wir einen Teil von den Aktendeckeln bearbeitet haben, die die erhaltenen Schriftstücke enthalten, kommen wir zu dem Ergebnis, daß die verwendbaren Angaben über das XVI. Jh. und über unser Thema in den Deftergattungen vorkommen.²⁵

Wenn man sich mit diesem Thema beschäftigen will, soll man den Geschäftsgang der osmanischen Zentralbürokratie untersuchen und auf Grund dessen seine Forschung fortführen. Im XVI. Jh. ist das wichtigste Entscheidungsorgan im Osmanischen Reich der Großherrliche Diwan (dīvân-i hümayûn). Die Tradition, die die osmanische Staatlichkeit tief beeinflußt hatte, stammt aus der sasanidischen Staatstheorie. Diese Konzeption besteht darin, daß der Herrscher und der dessen Willen abbildende Staat es für die wichtigste Pflicht hält, die gesellschaftliche Gerechtigkeit (die Unterstützung der steuerzahlenden Untertanen) geltend zu machen. Infolgedessen war der Diwan nicht nur die Behörde der Zentralverwaltung, sondern er handelte als das höchste Forum der Gerichtsbarkeit.²⁶ Sein Wirken ist in dem uns interessierenden Zeitraum ziemlich bekannt. Das ist der Forschung der letzten Jahrzehnte, nämlich Josef MATUZ und Ahmed MUMCU²⁷ zu danken. Die Bedeutung dieser Zentralbehörde beweisen nicht nur die türkischen, sondern auch die zeitgenössischen europäischen Quellen, die manchmal auch bestimmte Informationen über ihre Tätigkeiten erwähnen. Neben den oft zitierten Autoren wie z. B. Gerlach und Busbecq, weisen wir auf eine Schilderung von Ferenc

24 BOA Rehberi. p. 5-8.

25 Von den Dossiers, die die einzelnen Urkunden enthalten, konnte ich die folgenden bearbeiten: Dīvân-i hümayûn ve Bâb-i Âsafî Belgelei Kataloğu, Dīvân (Beylikçi) Kalemi (A. DVN) DosyaNr.: 1, 3, 16; Bâb-i Âsafî, Sadaret Kethüdâsı Kalemi (A. STK) Dosya Nr.: 1; Bâb-i Âsafî, Sadaret Mektubî Kalemi (A. MKT) Dosya Nr.: 1; Bâb-i Âsafî, Rü'ûs Kalemi (A. MKT) Dosya Nr.: 1; Bâb-i Âsafî, Âmedî Kalemi (A. AMD) Dosya Nr.: 1; Bâb-i Âsafî, Vak'antüvislik (A. VKN) Dosya: 1.

26 FODOR, Pál: *Szultán, birodalmi tanács, nagyvezír. Történelmi Szemle (TSz) 34 (1992) p. 21.* Der Autor hat seine Theorie auf die Bemerkungen von H. İNALCIK gegründet. *The Ottoman Empire. The Classical Age, 1300-1600.* New York, 1973. p. 65-103.

27 MATUZ, Josef: *Das Kanzleiwesen Sultan Süleymân des Prächtigen.* Wiesbaden, 1974. Freiburger Islamstudien 5. und MUMCU, Ahmed Prof. Dr.: *Hukuksal ve Siyasal Karar Organı Olarak Divan-i Hümayun.* Ankara, 1986². Birey ve Toplum Yayınları.

FORGÁCH von Ghymes hin, der ein gelehrter ungarischer Geistlicher, der Bischof von Großwardein, war: "Der Diwan wird bei den Türken vor der Öffentlichkeit gehalten, hier antwortet man auf die Fragen der Gesandten und des Volkes. Aus der Wohnung des Herrschers geht ein Fenster, in das ein Gitter eingeflochten wurde, auf den Ort der Beratschlagung, aus dem man alles sehen und hören kann, dagegen kann den Herrscher niemand sehen. Der betreffende Ort ist wie eine Bühne bedeckt, genügend bequem und geräumig, damit er viele Leute faßt. ... In jedem einzelnen Diwan serviert man auch das Essen den Haupt-Würdenträgern und der anderen Menge: zu bestimmter Stunde stellt man das Gericht vor die Haupt-Würdenträger, ebenso die Redner, und die anderen bald hier, bald dort, auch auf dem grünen Gras, und darin gibt es keine Schande, daß die Männer, die noch so große Würde haben, dort essen oder ihre Portion mitbringen."²⁸

MATUZ hat die Persönlichkeiten auf folgende Weise aufgezählt, die im Dīvān in der Zeit Sultan Süleymāns I. Mitglieder und Teilnehmer gewesen sind: "Dieser Diwan, der schon für die Frühzeit des Osmanenstaates belegt ist, bestand zu Anfang der Regierungszeit Süleymāns wohl nur aus wenigen Mitgliedern, namentlich aus dem Großwesir, den anderen sog. Kuppelwesiren, den beiden Heeresrichtern (*qāzī'asker*) von Rumelien beziehungsweise von Anatolien, den beiden *defterdār* und dem *nişānġi*. Auch der Beglerbeg der Rumelien und der *qapudan paşa* wurden während der Regierungszeit Süleymāns des Prächtigen zu den Beratungen des Reichsrats hinzugezogen. Andere Würdenträger, unter ihnen das Oberhaupt der Diwansekretäre (*re'ṣülküttāb*), waren ebenfalls anwesend, ohne jedoch einen Sitz zu haben oder an den Beratungen teilnehmen zu dürfen. Der Sultan selbst nahm an den Beratungen des Diwans nur noch ausnahmsweise teil, nämlich wenn seine persönliche Anwesenheit durch irgendeine außergewöhnliche oder besonders festliche Gelegenheit bedingt war. ... [aber] beobachtete er die Sitzung doch kontrollehalber ab und zu hinter einem Gitter im Diwansaal oder hinter einem Vorhang."²⁹ Es ist höchstwahrscheinlich, daß die Diwansitzungen pro Woche viermal, an aufeinanderfolgenden Tagen von Samstag bis Dienstag stattgefunden haben. Nach dem Morgengebet setzten sich die Teilnehmer zusammen, und es wurden während der Sitzung entscheidende Angelegenheiten von dem *re'ṣü l-küttāb* oder den anderen Diwansekretären protokolliert. Dieses Problem wird auch später behandelt. Nach den Sitzungen, wie wir oben bei FORGÁCH gesehen haben, haben sie eine gemeinsame Mahlzeit gehalten.³⁰ Die Mitglieder des Diwans waren Fachleute der vorkommenden Probleme und Angelegenheiten. Während der Diwansitzung wurden nur die Sachen, die inbezug auf die Staatsangelegenheiten am wichtigsten waren, in die Unterhaltung einbezogen, sonst wurden sie einem Fachmann

28 FORGÁCH, Ferenc: *Emlékirat Magyarország állapotáról*. (Übers.: BORZSÁK, István) [KULCSÁR, Péter (Hrsg.): *Humanista történetírók*. Bp, 1977. Szépirodalmi Verlag] p. 661.

29 MATUZ, 1974. p. 11-12.

30 MATUZ, 1974. p.13. Wir werden in dieser Abteilung nach Matuz folgen. Wenn wir keinen Hinweis geben, stammen die Informationen aus dem Werk von MATUZ: *Kanzleiwesen* ... p. 13-19.

übergeben. Es ist wahrscheinlich, daß nur der Großwesir selbst alle, oder fast alle Angelegenheiten gehört hat. Nach MATUZ wurden die Entscheidungen rasch getroffen, sie wurden gleich abgeschrieben, dann durch das Oberhaupt der Diwansekretäre oder andere Diwansekretäre protokolliert. Es war gewöhnlich, während der Sitzung die dort geschriebenen Urkunden zu kontrollieren und nachdem der *nişānğı* das großherrliche Handzeichen gezogen hatte, zu erlassen. Wenn die Angelegenheiten in der Diwansitzung nicht erledigt wurden, übertrug man sie auf den Nachmittagsdiwan (*ikindi dīvānı* oder *paşa dīvānı*). Über seine Existenz ab 1532 haben wir Informationen. Im Laufe des XVI. Jahrhunderts hat man sechsmal pro Woche Diwan gehalten. Nach dem *ikindi*-Gebet (im Sommer von 15-16 Uhr und im Winter von 14-15 Uhr) wurde die Sitzung bis zum Abend fortgesetzt. Wie der andere Name des Diwans, *paşa dīvānı* zeigt, war hier der Teilnehmer nur der Großwesir, der *tezkeresi* las die wichtigen Angelegenheiten vor und die Entscheidungen traf der Großwesir. Trotzdem bringt Gyula KÁLDY-NAGY eine Angabe von Čelälzāde Muşţafā, — er zitiert nach UZUNÇARŞILI — daß sich manchmal mit dem Geschäftsgang des *ikindi dīvānı*s andere Würdenträger (*qāzı'asker*, *defterdār*) beschäftigten als im Großherrlichen Diwan³¹. In dieser Zeit haben noch zwei Nachmittagsdiwane existiert, am Mittwoch und Freitag, wo der Großwesir normalerweise über Rechtsfragen mit Hilfe der Heeresrichter (*qāzı'asker*) von Rumeli und Anatolien und manchmal mit den Richtern (*qāzı*) von Galata, Eyyüb und Üsküdar, geurteilt hat. Der Großherrliche Diwan war offiziell eine Entscheidungen vorbereitende Organisation unter sultanischer Kontrolle, trotzdem wurden bis Ende des XVI. Jh.s. hier die wichtigsten Entscheidungen getroffen, selbst wenn wesentliche Staatsangelegenheiten zur Audienz beim Sultan weitergeleitet wurden, wo der Herrscher eigenhändig auf die Vorlage (*'arz*, *'arzuḥāl* und später *telḥīs*) seine Befehle geschrieben hat. Im Laufe des XVII Jh.s. begann ein Prozeß, bei dem die Bedeutung des Diwans verloren ging. Dies hängt mit dem Prestigeverlust der Großwesirwürde und der "sultanischen Einschließung" zusammen.³²

Während des XVI. Jahrhunderts hatte der Nachmittagsdiwan keine Kanzlei, infolgedessen wurde jede Angelegenheit in den drei Sekretariaten (*qalem*) erledigt, die zum Großherrlichen Diwan gehörten. Das wichtigste Sekretariat von den dreien ist der *beglikçi qalemi*, den MATUZ auch *mühimme qalemi* (Sekretariat der wichtigen Angelegenheiten) genannt hat. (Der Grund dafür ist, daß die *mühimme defteri* in diesem Sekretariat ausgefertigt wurden.)

Der Name der Abteilung hängt mit dem Titel "*beglikçi*" zusammen, der Vorsteher dieses Amtes und dabei Stellvertreter der *re'īsü l-küttāb* war³³. Das Wort "*beylik*"

31 KÁLDY-NAGY, Gyula: *Matuz, J.: Das Kanzleiwesen Süleymāns des Prächtigen, Freiburger Islamstudien Bd. V. F. Steiner Verlag, Wiesbaden 1974. VIII + 172S. + XVI Tafeln. (Besprechungen) WZKM 65 (1975) p. 335-337.; UZUNÇARŞILI, I. H.: *Osmanlı Tarihi II*. Ankara, 1988⁵ p. 355-356.*

32 FODOR, Pál: *Szultán, birodalmi tanács, nagyvezír*. TSz 34 (1992) p. 24-25.

33 MATUZ, 1974. p. 19.; Vgl. İNALCIK, Halil: "*Reis-ul-küttāb*" İslām Ansiklopedisi. Bd. IX. p. 674.

bedeutet, nach MATUZ, "die [großherrliche] Herrschaftsausübung", und der davon hergeleitete Titel ist ungefähr: "derjenige, der die [großherrliche] Herrschaftsausübung regelt".³⁴ Aber das Wort "*beylik*" stammt wahrscheinlich durch Volksetymologie von "*bitik*" (Urkunde, Brief) und der "*bitikçi*" war der Oberste Beamte, der für die Schreibarbeit in der Kanzlei (der osttürkischen Staaten) zuständig. (Dieser Ausdruck kommt bei den Osmanen nicht vor.)³⁵ Die Entscheidungen des Großherrlichen Diwans wurden hier schriftlich festgelegt. Hier wurden die großherrlichen Briefe (*nâme-i hümayûn*) an andere Souveräne und die Befehlsurkunden an die osmanischen Beamten ausgestellt. Die politischen Fragen betreffenden türkische Urkunden für Siebenbürgen sind meistens in dieser Abteilung zustandegekommen.

Das folgende Sekretariat ist die Übertragungsabteilung: *tahvîl qalemi*. Es kann auch *nişân* oder *kise qalemi* (Belehnungsabteilung oder Beutelabteilung) genannt werden.³⁶ Hier hat man die Ernennungs- oder die Bestallungsurkunden (*berât-i hümayûn* oder *nişân-i şerîf*) der höchsten Würdenträger ausgestellt, der Wesire, Beglerbege, Sanğaqbege, Molla (die Richter der höchsten Stufe), Stiftungsverwalter (*mütevellî*), Zunftmeister (*eşnâf kethüdâsı*), und der anderen Würdenträger und Beamten, die Pfründen (*hâşş, zi'âmet* und *timâr*) haben.³⁷

Die letzte Abteilung ist *rü'ûs qalemi*. Man kann sie als Diplomabteilung oder Haupt-Sekretariat bezeichnen. Das Wort *rü'ûs* (Sg. *re's*) ist: Häupter, Köpfe, als türkischer Singular: Diplom, Dekret. Nach MATUZ ist der wichtigste Unterschied zwischen *tahvîl* und *rü'ûs qalemi*, daß die Ernennungsurkunden der Würdenträger (z. B. *şeyhü l-islâm* und vom schwarzen Eunuchen bis zu einfachsten Festungssoldaten), die keine Pfründen, sondern Gehälter bekamen, nicht im *tahvîl*, sondern im *rü'ûs qalemi* ausgestellt wurden. Die Ernennungsurkunde der obenerwähnten Beamten war kein *berât*, sondern *rü'ûs*.³⁸ Dagegen muß man aber sagen, daß in den Urkunden selbst steht: "*bu berât-i hümayûnum vërdüm ve buyurdum ki ... [Ich habe meine großherrliche Bestallungsurkunde (*berât*) gegeben und befohlen, daß ...]*".³⁹

Wir werden uns mit *tahvîl* und *rü'ûs qalemi* weiters beschäftigen, aber stellen wir an dieser Stelle fest, daß im XVI. Jh. *rü'ûs* noch kein *berât* war.⁴⁰

34 MATUZ, 1974. p. 19-20.

35 MUMCU, 1986. p. 68.; Übernommen von GIBB, H.A.R. — BOWEN, Harold: *Islamic society and the West*. Bd.: I., London, 1950. p. 121.; PAKALIN, Mehmet Zeki: *Osmanlı Tarih Deyimleri ve Terimleri Sözlüğü*. Bd.: I. İstanbul, 1946. p. 237.: "*Bitükçi*= yazıcı, kâtib yerinde kullanılmış bir tâbirdir. Uygur lehçesinde bitük yazı, mektub, nüsha demektir.

36 MUMCU, 1986. p. 68.

37 MATUZ, 1974. P.20.

38 UZUNÇARŞILI, İsmail Hakkı: *Osmanlı Devletinin Merkez ve Bahriye Teşkilâtı*. Ankara, 1988³. p. 45. Fußnote: 2. "*Rüûs, küçük berat demektir.*"

39 zB. FEKETE, Lajos: *Einführung in die osmanisch-türkische Diplomatie der türkischen Botmässigkeit in Ungarn*. Bp., 1926. p. 29.

40 MUMCU, 1986. p. 67. Fußnote 173. wo er GÖYÜNÇ, (Nejat: *XVI. yüzyılda ruûs ve önemi*. İstanbul Üniversitesi Edebiyat Fakültesi Tarih Dergisi (İÜFTD) 22 (1967) p. 17-34.) zitiert.

Nachdem MATUZ diese obengenannte Zentralbehörde dargestellt hat, bemerkt er, daß in der von ihm erforschte Zeitspanne, also in der Herrschaftszeit Süleymāns I., der Geschäftsgang nicht so streng in Abteilungen geteilt wurde. "Von dem terminus *ru'ūs* wissen wir außerdem, daß er im 16. Jh. noch keineswegs eine Abteilung bezeichnete, sondern eine Art Register des Großherrlichen Diwans.⁴¹" Unserer Meinung nach hat die Frage, was der wirkliche Unterschied zwischen den *tahvīl*- und *rü'ūs*-Deftern ist, zum ersten Mal SERTOĞLU⁴² gestellt. Es ist nicht festgestellt, wann die genannten Abteilungen gegründet wurden, und wie der Geschäftsgang fortgesetzt wurde. Uns allen ist bekannt, daß eine Serie von den *mühimme defteri* keine *mühimme defteri* sind (Nr.: 1, 2, 4, 15, 25, 37, 45, 54, 56). Nach SERTOĞLU enthalten die Bände 1. 54. 56. *tahvīl*-Befehle, die an den Petenten ausgegeben wurden und die anderen Bände die *tahvīl* und *rü'ūs* Einträge zusammen, die während des Nachmittagsdiwans in den Deftern eingetragen wurden. Über die *rü'ūs defteri* hat Nejat GÖYÜNÇ eine ausführliche Untersuchung durchgeführt. Am Başbakanlık Arşivi in Istanbul findet sich eine Menge *rü'ūs defteri*, die zur Sammlung Kâmil Kepeci gehören.⁴³ Mit den anderen, anderswo aufbewahrten ähnlichen Protokollbüchern wurde diese erwähnte Sammlung bearbeitet. Auf Grund der Forschung von GÖYÜNÇ ist es möglich, die Einträge in vier Teile zu gruppieren: 1, Die Einträge, die zum verschiedenen Ernennungsprozeß gehören. 2, Die zweite Gruppe besteht aus den Antworten der Angelegenheiten, die in die Diwansitzung schriftlich oder mündlich eingegeben wurden. 3, Die Kurzfassungen der Entscheidungen, die während der Diwansitzung getroffen wurden. 4, Kurze Nachrichten.⁴⁴

Es scheint uns daher wahrscheinlich, daß während des XVI Jh.s. der *rü'ūs defteri* ein Protokollbuch war, in das man die Sachen, die vor den Diwan gekommen sind, eingetragen hat. MATUZ meinte, daß während der Großherrlichen- und Nachmittags-Diwansitzungen eine offizielle Protokollierung stattfand, die nach dem Diwan kontrolliert, dann in ein *rü'ūs*-Defter eingebunden wurde.⁴⁵ Wir kennen noch zwei Protokoll-, oder Kopiebuch-Gattungen, die man gleichfalls *rü'ūs defteri* genannt hat. Die bevollmächtigten Heerführer (*serdār*) hatten ihre Sekretäre ein Registerbuch führen lassen, die Ernennungen darin einzutragen und während des Feldzuges haben sie diese Tätigkeit selbst fortgeführt.⁴⁶ Die im Laufe des XVII. Jahrhunderts geschriebenen *rü'ūs defteri* sind von der Bedeutung, die wir oben erwähnten, das heißt sie enthalten Ernennungen derer, die Gehälter bekamen.

41 MATUZ, 1974. p. 20.

42 SERTOĞLU, Midhat: *Muhteva bakımından Başvekalet Arşivi*. Ankara, 1955. p. 30.

43 Kepeci Tasnifi'ndeki Rü'ūs Defterleri, BOA Rehberi. p. 119-122.

44 GÖYÜNÇ, 1967, p. 20-23. Diese Frage hat MUMCU (1986. p. 67.) nach dem Ergebnis von GÖYÜNÇ behandelt.

45 MATUZ, 1974. p. 71.

46 z. B.: Kepeci Tasnifi Rü'ūs Defteri Nr.: 227. "Halkulvaad ve Tunus Muharebelerinde Tutulan Rü'ūs." BOA. Rehberi. p. 120.

Ein früher zusammengefaßtes solches Registerbuch (1553/1554) leitet unsere Untersuchung in ein neues Gebiet über und zeigt uns, daß das osmanische Kanzleiwesen nicht immer konsequent ist. Der Defter ist inhaltlich *rü'ûs*, aber die letzten vier Seiten sind *mühimme defteri* Eintragungen.⁴⁷ Das *mühimme defteri* ist der wichtigste Quellentyp, der bezogen auf die politischen Bedingungen unserer Zeitspanne erhalten ist. In der Fachliteratur ist die Meinung verbreitet, daß jede Sultansurkunde darin eingetragen wurde. Mit einiger Einschränkung ist dies anzunehmen, aber zu dieser Frage werden wir zurückkehren. Der Name des *mühimme defteri* hat wortwörtlich die folgende Bedeutung: Defter der wichtigen Angelegenheiten. Was damals das Attribut "wichtige" bekommen konnte, ist heute unentschieden. Das erste Exemplar, das am Topkapı Sarayı Müzesi Arşivi aufbewahrt wird, stammt aus den Jahren 1544/45. Dieses Registerbuch enthält zahlreiche Informationen über die ersten paar Jahre der osmanischen Herrschaft in Ungarn. Besonders wichtig sind die Befehle, aufgrund derer wir neue Angaben zu den politischen Beziehungen zwischen dem neu zustandegekommenen Staat, Siebenbürgen, und der Hohen Pforte finden. Von Mihnea BERINDEI und Gilles VEINSTEIN wurde die Befehle aus dem genannten *mühimme defteri*, die auf die Moldau, die Walachei und Siebenbürgen Bezug haben, bearbeitet und 1987 in Frankreich ediert.⁴⁸ Josef MATUZ hat den Gedanken aufgeworfen, daß, da die Tatsache der Registratur auf die Zeit von Mehmed II. zurückgeht, die Möglichkeit nicht ausgeschlossen ist, daß auch die früheren Exemplare zusammengefaßt worden sind. Es mußte bei ihm unentschieden bleiben, ob der *ahkâm defteri* aus dem Jahre 1521, der sich im Başbakanlık Arşivi befindet (Kâmil Kepeci, Nr.: 61)⁴⁹, *mühimme* oder *mâliye ahkâm defteri* sei. Während der Neuordnung des Başbakanlık Arşivi kam ein neues Registerbuch aus dem Jahre 1501 zum Vorschein. Die Herausgeber, İlhan ŞAHİN und Feridun EMECEN, haben in der Einleitung dieselbe Frage gestellt. Sie haben angenommen, daß zu Beginn der Regierungszeit Sultan Süleymân's in den zum Diwan gehörenden Ämtern die Registraturmethode verändert wurde und der oben erwähnte *mühimme defteri* (aus dem Jahre 1544/45) das erste Exemplar nach der neuen Verordnung ist, das von der neuen Defter-Serie erhalten ist und nach der neuen Methode zusammengefaßt wurde.⁵⁰ Aus diesem Grund ist das von MATUZ erwähnte Defter das älteste von jenen, die in der oben bemerkten Weise geschrieben wurden, ist also als der erste *ahkâm defteri* zu zählen. In den letzten Jahrzehnten wurde eine eingehende Forschung über diese Registerbuchgattung fortgesetzt. An erster Stelle soll man den Namen von Uriel HEYD erwähnen, weil sein

47 Kepeci Tasnifi Ru'ûs Defteri Nr.: 212. Über die Ähnlichkeiten von *rü'ûs* und *mühimme defteri* MUMCU, 1986. p. 67. Fußnote 173.

48 BERINDEI, Mihnea-VEINSTEIN, Gilles: *L'Empire Ottoman et les Pays Roumains 1544-45*. Paris - Cambridge, 1987.

49 Die Information stammt von UZUNÇARŞILI, Merkez, p. 83.

50 ŞAHİN, İlhan-EMECEN, Feridun: *Osmanlılarda divân-bürokrasi-ahkâm. II. Bâyezid dönemine ait 906/1501 tarihli ahkâm defteri*. Istanbul, 1994. p. XV-XVI. Türk Dünyası Araştırmaları Vakfı

nützliches Buch, *Ottoman Documents on Palestine (1552-1615)*,⁵¹ vielleicht das erste Experiment war, nicht nur inhaltlich sondern auch als Quellengattung das *mühimme defteri* zu untersuchen. Außer dem genannten ältesten Exemplar werden 266 Stück von dieser Gattung am Başbakanlık Arşivi aufbewahrt. Weitere Exemplare und Teile davon befinden sich ebendort, z. B. unter dem Titel *Mühimme Zeyli* und der Signatur A. DVN. MHM (Bâb-i Âsafî Dîvân-i hümayûn Mühimme defteri).

Obwohl die Fachliteratur auch die anderen in europäischen Archiven aufbewahrten Kopialbücher zur genannten Gattung zu zählen pflegt, sind wir davon nicht überzeugt, daß sie dazu Grund genug haben. Die zwei Defter von Göttingen, die aus der Sammlung von Ferenc Ádám KOLLÁR (1718-1783) stammen, der als Direktor der ehemaligen kaiserlichen Bibliothek tätig war, sind höchstwahrscheinlich eine andere Art des Defters. Der Titel der zweibändigen Schriftsammlung lautet *Protocollum correspondentiae Turcarum Vezirii cum praecipuis Europae aulis*, ihre Signatur ist: Turc. 29 und Turc. 30⁵². Wie József Blaskovics mitgeteilt hat, enthalten die zwei Bände ungefähr 500 Schriftstücke, die von 1054 (1644) bis 1098 (1686) von der Pforte an viele verschiedene Herrscher in Asien und Europa gesendet wurden. Im Band Nr.: 29. finden sich 42 Urkunden, die an den Fürsten von Siebenbürgen geschickt wurden, davon hat József Blaskovics 10 Schriften ins Ungarische übersetzt. Ferner hat Zdenka VESELÁ-PŘENOSILOVÁ aus dem Band Nr.: 30 in zwei Teilen 26 Dokumente über die siebenbürgisch-osmanischen Beziehungen und über den Aufstand von Imre Thököly 12 Schriften mit arabischer Transkription herausgegeben. Jede Urkunde gehört zum *nâme*- oder *mektüb*-Typus. Für diese zwei Bände sollte man eher die Kategorie *nâme defteri* einführen, oder genauer die Abschriften aus den bis heute unbekannten Kopialbüchern, darin die wichtigste Korrespondenz zusammengestellt wurden, die während des ungarischen Feldzuges von irgendwelcher Bedeutung war.⁵³

Wir möchten auch das *şikâyet defteri* (Registerbuch der Beschwerden) vom Jahre 1675, der sich in der Nationalbibliothek in Wien befindet, nicht zu diesem Kreis zählen, weil sich diese Gattung von *mühimme defteri* ab 1649 getrennt hat.⁵⁴

51 Oxford, 1960.

52 HEYD, Uriel: *Ottoman documents on Palestine (1552-1615). Studie of the Firman according to the Mühimme Defteri*. Oxford, 1960. p. 4. + Fußnote 7.

53 BLASKOVICS, József: Az "orta Madzsar" (orta Macar) és Erdély történetére vonatkozó török iratok I. Rákóczi György fejedelem korából. Sonderausdruck von Jahrbuch des Archivs Borsod-Abauj-Zemplén Bd. VI. p. 260.; VESELÁ-PŘENOSILOVÁ, Zdenka: Zur Korrespondenz der Hohen Pforte mit Siebenbürgen (1676-1679) Archiv Orientální (AO) 26 (1958) p. 585- 602. VESELÁ-PŘENOSILOVÁ, Zdenka: Quelques chartes Turques concernant la correspondance de la Porte Sublime avec Imre Thököly. AO 29 (1961) p. 546-574. + I-III. VESELÁ-PŘENOSILOVÁ, Zdenka: Contribution aux rapports de la Porte Sublime avec la Transylvanie d'après les documents Turcs. AO 33 (1965) p. 553-599.

54 MAJER, Hans Georg: Das osmanische "Registerbuch der Beschwerden" (*şikâyet defteri*) vom Jahre 1675. Österreichische Nationalbibliothek Cod. mixt. 683. Bd.I. Wien, 1983. Verlag der Österreichischen Akademie der Wissenschaften

Am Başbakanlık Arşivi gehören zur uns interessierenden Epoche (1526-1606) allein aus der Serie *mühimme defteri* 77 Bände. Da die ungarische Geschichtsforschung die Frage oberflächlich behandelt hat, wann die Bestallungsprozesse und die Vertragsabschlüsse zwischen den Osmanen und den Woiwoden und Fürsten Siebenbürgens geschehen sind, kann der Forscher über dieses Thema ihre Zeitspanne auf eine Liste übertragen. Auf Grund unserer fachliterarischen Untersuchung haben wir fast 20 Zeitpunkte, in deren Rahmen es erfolgreich ist zu arbeiten. Gemäß dem Ergebnis ist die Anzahl der bearbeiteten Bände der *mühimme defteri* für die oben erwähnte Periode auf 22 Bände zu reduzieren. Von dieser Menge war die Untersuchung nur in den folgenden Registerbüchern erfolgreich: M.D. 3, 10, 12, 14, 27, 42, 45, 46, 76, 77. Es ist merkwürdig, daß nur die ersten *sechs* Defter wichtige Informationen über die uns interessierende Frage enthalten. In den weiteren finden wir einige Befehle, die Siebenbürgen betreffen, aber es ist festzustellen, daß am Anfang des XVII. Jh.s. die ein- und zwei Jahrzehnte vorher nach Siebenbürgen geschickten Urkunden plötzlich verschwinden. Wenn man die Forschung über die genannte Gattung bis zum Anfang des XVIII. Jh.s. fortführt, wird die erwähnte Bemerkung verstärkt. Die Fachliteratur behandelt diese Probleme nicht. Es scheint uns wahrscheinlich, auf diese Frage in folgender Weise Antwort zu finden.

Es ist zu früh, eine Entscheidung zu treffen, aber trotzdem ist vielleicht zu erwähnen, daß, während sich die Briefe in der *nâme*-Gattung an die europäischen Herrscher bis zu den 1580-er Jahren in den *mühimme defteri* befinden, sie in der späteren Zeitspanne weg blieben. Da in der Korrespondenz zwischen den Osmanen und Siebenbürgen schon in der Zeit Sultan Süleymāns die *nâme*-Gattung vielmals verwendet worden ist, ist es anzunehmen, daß im späteren Zeitraum die Anzahl der Befehlsurkunden (*hüküm*) an Siebenbürgen abgenommen hat und der politische Briefwechsel fast nur mit der *nâme*-Gattung fortgeführt wurde. Daß während des XVII. Jh.s. die politische Korrespondenz zwischen den Osmanen und den europäischen Höfen sehr intensiv war, ist keine Frage. Auch die in Göttingen befindlichen Handschriften beweisen, daß unsere Bemerkungen über die intensiven schriftlichen Beziehungen in Bezug auf Siebenbürgen gültig sind, aber ihre Spuren auf den Seiten der *mühimme defteri* aus dem XVII. Jh. nicht zu finden sind. Da die Abschriften, die in den Deftern von Göttingen Siebenbürgen betreffen, fast alle *nâme* (oder manchmal *mektûb* ohne *hüküm*) sind, scheint uns diese Tatsache einen Beweis für unsere Bemerkung zu liefern. Es ist uns unverständlich, wohin die *nâme* eingetragen wurden, wenn die ältesten *Nâme Defteri* erst vom Anfang des XVIII. Jahrhunderts stammen. An der Wende des XVII. und XVIII. Jh.s. hat man zwei neue Deftergattungen zu verwenden begonnen. Eine davon ist das genannte *nâme-i hümayûn defteri*, dessen Bände 1, 5, 6, 7 Dokumente im Bezug auf Siebenbürgen enthalten. Die hier befindlichen Urkunden wurden am Ende des XVII. Jh.s. und am Anfang des XVIII. Jh.s. geschrieben und entweder an die letzten Fürsten von Siebenbürgen, Mihály Apafi und Imre Thököly oder an Ferenc Rákóczi II. und an seinen Sohn József Rákóczi

adressiert, die zum als letzten Mal von der hohen Pforte zu Fürsten ernannt wurden. Die letzten zwei Rákóczi hatten in der Türkei um Asyl gebeten, und mit osmanischer Hilfe wollten sie ihr Fürstentum von den Habsburgern zurücknehmen und waren im Kampf der zwei Großmächte Spielzeug in der Hand der Osmanen. Die zweite neue Deftergattung ist Düvel-i Ecnebiye Defteri, die am Anfang des XVIII. Jh.s. auf solche Weise zustandegekommen sind, daß man in ihnen auch die älteren wichtigen Vertragsurkunden gesammelt eingetragen hatte. Der Nemçelü Ahid Defteri enthält z.B. den Text der Vertragsurkunde aus dem Jahr 1568 neben den anderen diplomatischen Akten bis zum Ende des XVIII. Jh.s.. In dieser Sammlung befindet sich bedauerlicherweise kein Defter über die siebenbürgisch-osmanischen Beziehungen.

Kehren wir zu den *mühimme defteri* zurück, die sich auf das XVI. Jh. beziehen: wir haben schon mitgeteilt, daß nur M.D. 3, 10, 12, 14, 27, 42 die Texte, die den Bestallungsprozeß und Vertragsabschluß betreffen, enthalten. Wenn man die Anzahl der *mühimme defteri*, die zur uns interessierenden Zeitspanne gehören (77 Bände), mit der Anzahl der Defter vergleicht, die für unser Thema zu gebrauchen sind, ist das Ergebnis (6 Bände) bedauerlich. Andererseits stellen ausschließlich diese sechs Bände die Ernennungen der siebenbürgischen Woiwoden während des XVI. Jh.s. dar, wodurch der Prozeß rekonstruiert werden kann. Es ist auch sehr bemerkenswert, daß nach dem Tod Johann Sigismunds, der erwählter König von Ungarn gewesen war, Dokumente über die erste wirkliche Woiwoden-Bestallung, durch die István Báthory 1571 zum Woiwoden von Siebenbürgen ernannt wurde, in den M.D. 10, 12, 14, geblieben sind. Obwohl auch die Nr.: 11, 13, 15, 16, 17, 18, *mühimme defteri* in den gleichen zwei Jahren (978-979/1570-1571) zusammengefaßt wurden, kann man sie nicht im Zusammenhang mit unserer Untersuchung in Betracht ziehen. Es ist auffallend, daß die Reihenfolge der Numerierung der erwähnten Defter keine chronologische Ordnung zeigt. Die Mehrheit des Materials des Bestallungsprozesses befindet sich im Defter Nr. 12., aber die später geschriebenen zwei Urkunden kommen aus dem Defter Nr.: 10.. Aber unter den behandelten Bänden ist die Nr.: 14 wirklich interessant. Uriel HEYD erwähnte das genannte Defter und meinte, daß manchmal die Konzepte, auf denen man die Korrektur verzeichnet hat, zusammengesammelt und in ein Defter zusammengebunden wurden. Es ist wahrscheinlich, daß die Kopialbücher der Wichtigen Angelegenheiten Nr.: 14 und 70 zu den genannten Arten gehören. Ihre Form, auf welche Weise sie eingebunden wurden, ist nicht gewöhnlich, das beschriebene Blatt wurde mit der kürzeren Seite gebunden. U. HEYD hat ebenfalls bemerkt, daß manche Urkunden, die sich im genannten Defter befinden, auch in anderen Deftern eingetragen wurden.⁵⁵ Während der Untersuchung des Bestallungsprozesses von István Báthory können wir die zwei Textversionen einer Urkunde vergleichen. Eine Abschrift stammt aus dem Defter Nr.: 12, und eine aus dem

55 HEYD, 1960. p. 23. Über die Form des genannten Bandes lautet die Einleitung des Katalogs am Başbakanlık Arşivi folgendermaßen: "Bu defter diğer mühimme defterleri şeklinde sağdan sola açılmak üzere ciltlenmeyip, eski cönkler ve şiir mecmuaları gibi uzunluğuna ciltlenmiştir ...".

Defter Nr.: 14. Wenn das Datum der Eintragung im Defter Nr.: 14, konsequent ist, sieht es so aus, daß die erste Textvariation 10. Muḥarrem 979 (4. VI. 1571) angefertigt und in das Defter Nr.: 14. eingeschrieben wurde, einen Monat früher, als man die zweite Version am 3. Şafer 979 (27. VI. 1571) in den *mühimme defteri* Nr.: 12. eingetragen hat⁵⁶. Die anderen Kanzlei-Vermerke der ersten Abschrift sind auch sehr interessant. Im Defter Nr.: 14. sind solche Kanzlei-Vermerke, die normalerweise in anderen niemals vorkommen. Fast jede Urkundenabschrift beginnt mit dem Wort *nuqilet* (es wurde übertragen), das sich in die Länge zieht. Die anderen Vermerke geben uns Informationen über die Kontrolltätigkeiten, *görüldi* (es wurde kontrolliert)⁵⁷, und *resîd* (erledigt, hinlänglich; in der Form der zwei parallelen Striche, //, bezeichnet)⁵⁸.

MATUZ hat vorausgesetzt, daß, nachdem der Diwan über eine Angelegenheit eine Entscheidung getroffen hat, sie durch die Diwansekretäre protokolliert wurde und nach der Sitzung "in ein besonderes Register, nämlich das Journal des Großherrlichen Diwans (*ru'ûs defteri*), eingebunden" wurde. Auf Grund der Protokoll-Eintragung wurde ein Konzept (*müsvedde*, *müsevvede*) erstellt.⁵⁹ Uriel HEYD hält es für vorstellbar, daß die Konzepte nicht in einem, sondern in zwei Exemplaren geschrieben wurden. Die Verbesserung wurde nur auf einem Konzept vermerkt. Von den verbesserten, kontrollierten Konzepten hat man die rechtskräftigen Fermane ausgestellt. Manchmal kommt es vor, daß diese Konzepte, die alleinstehende Blätter waren, zusammengesammelt und eingebunden wurden und heutzutage als *mühimme defteri* im Katalog des Başbakanlık Arşivi aufscheinen.⁶⁰ Wie die rechtskräftigen Urkunden von diesem Konzept geschrieben wurden, so wurde von demselben die Eintragung ins Kopialbuch der wichtigen Angelegenheiten angefertigt. Wenn wir die zwei Exemplare des Fermanes aus den *mühimme defteri* Nr.: 12, 14. vergleichen, scheint uns interessant, daß die verbesserte Version (Nr.: 14.) und die Reinschrift (Nr.: 12) nicht wortwörtlich identisch sind.

Ein Vergleich der beiden Urkunden reicht nicht aus, um davon ausgehend eine endgültige Stellung einzunehmen. Soviel kann jedoch festgestellt werden, daß es im Exemplar im *mühimme defteri* Nr. 14 auffallend viele Durchstreichungen und Korrekturen gibt, während im anderen Exemplar keine zu finden war. Ein Teil der Korrekturen ist nicht auf stilistische oder inhaltliche Gründe zurückzuführen, sondern ist

56 MD. 14. p. 35, 39. Nr.: 45. und MD. 12. 344.p. Nr.: 698.

57 HEYD, 1960. p. 23.

58 Die Bedeutung ist in der Finanzsprache anders: *resîd* =eingegangen, eingelaufen (z.B. Betrag). FEKETE, Lajos (Ludwig): *Die Siyâqat-Schrift in der türkischen Finanzverwaltung*. I. Bp., 1955. p. 45. Daß in diesem Fall die Zeichnung // der Kontrollvermerk ist, ist mit der Angabe von Feridun EMECEN zu vergleichen. (EMECEN, Feridun M.= Ali'nin 'Ayn'ı: XVII. yüzyıl başlarında osmanlı bürokrasisinde kâtib rumuzları. Prof. Dr. Hakkı Dursun Yıldız Hatıra sayısı. (IÜEF TD) 35 (1984-1994) p. 135.) Obwohl Matuz nicht angenommen hat, daß der *re'tsü l-küttâb* in der Zeit Süleymân I. seine Kontrolle mit dem Vermerk *resîd* bezeichnet hatte, nehmen wir an, daß es ein Kontrollvermerk sein soll. (MATUZ, 1974. p. 37.)

59 MATUZ, 1974. p. 71.

60 HEYD, 1960. p. 23.

das Ergebnis unachtsamen Kopierens. Wir meinen, daß das Exemplar im mühimme *defteri* Nr. 14 nicht die im Diwan entstandene Skizze (*müsvedde*), sondern deren erste Abschrift ist. Und der Text im mühimme *defteri* Nr. 12 ist eine überarbeitete und stilistisch weit besser strukturierte Variante. Es lohnt sich, das Datum auf beiden Exemplaren ebenfalls zu vergleichen. Uriel HEYD meinte, daß das Datum in der Kopfleiste der Defter, welche die Eintragungen an den verschiedenen Tagen voneinander trennt, sich auf die Zeit der Eintragung der Befehle in die Defter bezieht.⁶¹ Obwohl KÜTÜKOĞLU die Frage stellt, ob es in jedem Fall Tatsache ist, gibt sie statt einer Antwort einige Beispiele dafür, daß manchmal die Ausstellung der Urkunde dem Zeitpunkt der Eintragung im Defter voranging.⁶² Uns scheint es, daß die Daten auf den Kopfleisten keinesfalls auf die Tage des großherrlichen Diwans, sondern in unserem Fall, wie es auch HEYD sieht, auf die Zeitpunkte der Eintragungen in die Defter hinweisen. Demnach erfolgte die Eintragung im Mühimme Nr. 14 am 4. Juni 1571, die im Mühimme Nr. 12 wiederum am 5. Juli 1571. Es ist ersichtlich, daß der Hof des Sultans von Anfang April bis Ende Mai über keinerlei Informationen über die Entwicklung der Ereignisse in Siebenbürgen verfügte. Gleich nach der Woiwodenwahl wurde Ahmed Çavuş zur Pforte geschickt. Nach seiner Ankunft dürfte das im Mühimme Nr. 14. befindliche Exemplar ausgestellt worden sein. Diese Urkunde wurde an István Báthory gerichtet. Gemäß seinem Inhalt wurde der Hof-Oberfalkner Mehmed damit beauftragt, die dem Woiwoden gebührenden und zu seiner Bekräftigung erforderlichen Insignien, nämlich: ein sieggezeichnetes Banner und ein gutes Pferd sowie ein kostbares Ehrenkleid, nach Siebenbürgen bringen zu lassen.⁶³ Uns erscheint, daß in der im Diwan ausgestellten Skizze auch die Art der Urkunde bestimmt war, auf deren Grundlage die Inauguration Endgültigkeit erlangte. Sie wurde im Exemplar im mühimme *defteri* Nr. 14 vorher auch angegeben (... *'ināyet olunan berāt-i šerīf-i se'ādet-unvānum mūğibinçe vilāyet-i mezkūreniūn voyvodalığı umūrunda bezl-i maqdūr qılub* [gemäß meiner glücklicher edlen Bestallungsurkunde, die [Dir] gegeben wird, sollst Du in der Angelegenheit der Woiwodenwürde des erwähnten Landes alle mögliche Mühe aufwenden.]⁶⁴, dann wurde sie durchgestrichen und durch den völlig nichtssagenden

61 HEYD, 1960. p. 26.

62 KÜTÜKOĞLU, Mübahat S.: *Mühimme defterlerindeki muamele ve kayıtlar üzerine. Tarih boyunca paleografya ve diplomatik semineri*, 30-Nisan--2. Mayıs 1986, *Bildiriler*. İstanbul, 1988. p. 100-101. "Mühimme defterlerindeki hükümlerin, dhvânın akd edilşini takib eden günlerde kaleme alındığı muhakkaktır. Ancak, başlık tarihlerin, kaydın yapıldığı günün tarihi olması tahmini doğru olabilir mi?"

63 "*rāyāt-i feth-āyāt ve mükemmel at ve hil'at-i hümayūn* " MD.14. p. 35, 39. Nr.: 45. Zeile: 13; Im Text der zweiten Version steht: "*rāyet-i feth-āyet ve üsküf ve rahtlı mükemmel at ve hil'at-i fāhire-i husrevānem ve ümerā'-i memleket ve a'yān-i vilāyete dahı istihqāqlarına göre hil'at-i hümayūnum 'ināyet olunub* [Der schönen und königlichen Gewohnheit und dem löblichen und königlichen Grundsatz zufolge wurden Dir ein sieggezeichnetes Banner, eine Mütze und ein vollkommenes, aufgezümmtes, gesatteltes und bedecktes Pferd und mein kostbares, hosrowisches Ehrenkleid, und auch den Herren des Landes und den Vornehmen des Gebietes verdienterweise mein großherrliches Ehrenkleid geschenkt]. MD.12. 344.p. Nr.: 698. Zeile: 10-11.

64 MD. 14. p. 35, 39. Nr.: 45. Zeile: 16.

Ausdruck: "*emrüm üzre* [meinem Befehl gemäß]"⁶⁵ ersetzt. Im zweiten, einen Monat später abgeschriebenen Exemplar, das Mehmed wohl auch nach Siebenbürgen brachte, steht statt des zitierten Textes nachstehendes: "... *fermân-i şerîfüm muqtazâsinğa vilâyet-i mezbûrede voyvoda olub* [und sei im erwähnten Gebiet meinem edlen Befehl (*fermân-i şerîf*) zufolge Woiwode]"⁶⁶ Trotz der Tatsache, daß der Urkundentyp *berât* nur im obigen Beispiel durchgestrichen und durch einen anderen Ausdruck ersetzt vorkommt, glauben wir nicht, daß er durch Zufall erwähnt wurde. So war es im Jahre 1552, noch zur Zeit der polnischen Emigration von Johann Sigismund, als die Pforte an seiner Stelle einen Woiwoden ernennen wollte: "... *voyvodaya berât-i şerîfüm ve sanğaq-i hümayûnum verilüb 'ahdnâme-i şerîfüm ihsân oluna...*[Dem Wojwoden soll meine erhabene Ernennung und meine großherrliche Standarte gegeben und mein ehrwürdiger Vertrag erlassen werden.]" (SCHAENDLINGER II, p. 39., Nr.: 24. Zeile: 14.). Das gleiche wiederholte sich im selben Jahr, als der Sultan András Báthory den Posten des Woiwoden anbot, wenn er die Streitkräfte von Ferdinand I. vertreibt "... *saña 'ahdnâme-i şerîfüm ve berât-i hümayûnum ihsân oluna* [Dir mein erhabener Vertrag und mein großherrliches Bestallungsschreiben gegeben werde.]" (SCHAENDLINGER II., 43. Nr.: 27. Zeile: 7-8.) Den gleichen Urkundentyp finden wir auch in dem Brief vor, der die freie Woiwodenwahl zuließ und unmittelbar nach dem Tod von Johann Sigismund ausgestellt wurde: "... *ta'yîn eyledügiñüz kimesne iltifât-i meserret-müsâvât-i mülûkânemüz ile manzûr u mesrûr qılınub voyvodalıq ve serdârlıq berât-i se'âdet-âyâtı gönderilüb* [Wer von Euch ernannt wird, wird durch unsere königliche, freundliche Aufmerksamkeit betrachtet und erfreut, und dem wird die glückhafte Bestallungsurkunde der Woiwoden- und Serdärwürde gesendet.]"⁶⁷

Kommen wir aber auf den Hof-Oberfalkner Mehmed zurück, der die Insignien zur Bekräftigung der Woiwodenwürde mitgenommen hatte. Gemäß den oben bereits analysierten Geleitbriefen wartete die türkische Gesandtschaft einen Monat in Istanbul und fuhr dann nach Siebenbürgen ab. Beim Datum geht es nicht um Irrtümer der Kanzleischreiber, das ist sicher. Báthory erwartete das Eintreffen der Machtinsignien eher, denn er forderte den Stadtrat von Beszterce (Bistritz) bereits am 30. Juni auf, sie gebührend zu empfangen.⁶⁸

65 MD. 14. p. 35, 39. Nr.: 45. Zeile: 16.

66 MD. 12. p. 344. Nr.: 698. Zeile: 12.

67 MD. 12. p. 143-144. Nr.: 319., Zeile: 25-26.

68 VERESS, Endre (Hrsg): *Báthory István erdélyi fejedelem és lengyel király levelezése*. Bd. I Kolozsvár, 1944. p. 127.



B¹ 162216



Készítette a JATEPress

6722 Szeged, Petőfi Sándor sugárút 30–34.

Felelős kiadó: Dr. J. Nagy László egyetemi tanár, tanszékvezető

Felelős vezető: Szőnyi Etelka kiadói főszerkesztő

Méret: B/5, példányszám: 150, munkaszám: 162/1998.